

Plenumvergadering

van

WOENSDAG 18 MAART 2026

Namiddag

Séance plénière

du

MERCREDI 18 MARS 2026

Après-midi

De vergadering wordt hervat om 14.18 uur en voorgezeten door de heer Wouter Vermeersch, ondervoorzitter.

La séance est reprise à 14 h 18 et présidée par M. Wouter Vermeersch, vice-président.

De **voorzitter**: De vergadering is hervat.

La séance est reprise.

Begrotingen

Budgets

01 Wetsontwerp houdende de Middelenbegroting voor het begrotingsjaar 2026 (1279/1-7)
- Wetsontwerp houdende de Algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2026 (1280/1-44)

- Begrotingen van ontvangsten en uitgaven voor het begrotingsjaar 2026 – Algemene Toelichting (1278/1)

- Verantwoordingen van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2026 (1281/1-23)

- Beleidsnota's (1282/1-42)

01 Projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 2026 (1279/1-7)

- Projet de loi contenant le Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2026 (1280/1-44)

- Budgets des recettes et des dépenses pour l'année budgétaire 2026 – Exposé Général (1278/1)

- Justifications du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2026 (1281/1-23)

- Notes de politique générale (1282/1-42)

Hervatting van de algemene bespreking

Reprise de la discussion générale

De algemene bespreking is hervat.

La discussion générale est reprise.

La parole est à M. Piedboeuf.

01.01 **Benoît Piedboeuf** (MR): Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, les longs débats de ces dernières semaines ont fait apparaître l'opinion selon laquelle la Belgique ne souffrirait pas d'une crise de dépenses, mais d'une crise de recettes. Dans un pays parmi les plus taxés au monde et où la pression fiscale équivaut à environ 43 % du PIB, c'est assez hallucinant. Le véritable problème de notre pays est la dérive de la dépense publique, qui représente près de 55 % de notre PIB. Au fil des années, plus l'État s'est mêlé de tout, moins il a bien fait ce qui relève de ses missions essentielles, avec une lasagne institutionnelle, des politiques publiques saupoudrées, des moyens dilués et des services fondamentaux qui manquent d'efficacité, malgré le dévouement de ses agents et fonctionnaires. Dans le même temps, la dette s'accroît, le taux d'endettement dépasse cette année les 110 %, avec des charges d'intérêts qui explosent à plus de 12 milliards d'euros.

Des réformes structurelles sont une nécessité. Il nous faut remettre la Belgique sur ses pieds par la discipline budgétaire, l'encouragement au travail et la création de richesses; non par une fuite en avant fiscale. Réduire notre taux de dépenses ne participe pas d'une austérité antisociale. Ce qui est antisocial est de laisser filer la dette, de ne pas maîtriser les dépenses dans tous les domaines et

d'hypothéquer l'avenir de ceux qui travaillent aujourd'hui et de leurs enfants demain. Un État plus concentré sur ses missions fondamentales est un État plus fort, plus crédible, plus respecté par ses citoyens. La Belgique n'est pas en austérité; elle est en dérive budgétaire. La vrai danger pour l'État social, ce ne sont pas les réformes; c'est la facture des intérêts de la dette, qui s'élèvent à 12 milliards, comme je l'ai dit, alors qu'elle se situait à 8,470 milliards voici trois ans. C'est une part significative du budget qu'on ne peut affecter à d'autres priorités – santé, pensions, rémunérations nettes –, car elle revient automatiquement à des créanciers. La question n'est pas abstraite. Si l'on ne change rien à ce poste, il va encore doubler d'ici 2030.

Seule une politique responsable de maîtrise des dépenses et de croissance de l'emploi permet de réduire cette charge qui nous plombe. Augmenter le taux d'emploi rapporte beaucoup plus qu'une nouvelle taxe ponctuelle. Augmenter la croissance améliore les recettes, c'est ce qu'ont montré des pays comme l'Irlande ou les Pays-Bas, en élargissant la base et non plus en augmentant les taux.

Nous avons déjà réduit le train de vie de l'État, y compris celui des politiques, car il faut tenir compte des réalités. Les dépenses publiques de pensions, tous régimes confondus, atteignent un peu plus de 66 à 68 milliards d'euros en 2024 pour environ 2,6 millions de pensionnés. Une hausse de près de 38 % en 5 ans. C'est un peu plus de 10 % du PIB aujourd'hui. C'est un fait. Il s'agit d'un des plus gros postes de dépenses sociales avec les soins de santé et cela explique une part importante de l'augmentation de ces dépenses de sécurité sociale.

La progression dans le futur est évidemment certaine. La réforme des pensions vise donc à garantir la pérennité d'un système dans un contexte de vieillissement accéléré de la population, tout en rétablissant davantage d'équité entre les différents régimes. Nous avons déjà longuement discuté des thèmes des malades de longue durée et de la réforme du chômage, et je n'y reviendrai pas.

Mais nous devons poursuivre le contrôle rigoureux des dépenses, évaluer l'efficacité des politiques, supprimer les gaspillages et concentrer les moyens là où ils sont utiles. Il faut produire, innover, être compétitif. Il faut renforcer la crédibilité de la fiscalité, lutter mieux contre la fraude, et sécuriser les recettes là où c'est justifié.

Dans cette logique, le renforcement des services d'enquête fiscale, les moyens supplémentaires à l'Inspection spéciale des impôts et une meilleure coopération avec la Justice vont dans le bon sens. Dans ce cas, nous saluons la création d'un parquet financier pour mieux lutter contre la fraude fiscale et sociale avec une dotation de 7,2 millions d'euros.

Sur le plan économique, le choix est clair: améliorer notre compétitivité et encourager l'innovation. Le plan interfédéral MAKE 2025-2030, établi en concertation avec les acteurs de terrain, place l'industrie au centre de notre stratégie de croissance, avec l'ambition de replacer la Belgique parmi les pays qui produisent, innover et exportent.

La simplification administrative constitue un autre levier majeur. Un plan fédéral de simplification vise à réduire la paperasserie afin que les entreprises consacrent leur temps à leur activité plutôt qu'aux formulaires. À l'échelle européenne, nous soutenons la simplification réglementaire Omnibus ainsi que le report de certaines obligations de reporting extra-financier pour les entreprises. Le plan PME 2025 de la ministre Simonet contient 89 mesures concrètes pour soutenir les PME. Nous accordons également une attention particulière à la chaîne agroalimentaire, notamment au travail de l'Observatoire des prix sur les marges.

Parallèlement, la réforme fiscale progressive fédérale agit sur les coûts salariaux et sur le revenu net, en particulier pour les bas et moyens salaires, en réduisant la charge sur le travail et en encourageant l'entrepreneuriat. Des efforts restent à accomplir, mais ils ont commencé.

En matière de santé, le gouvernement investit 1,566 milliard d'euros supplémentaires dans les soins de santé, mais chaque euro doit être utile aux patients. Notre conception de la solidarité est claire: protéger ceux qui en ont le plus besoin, éviter les doubles mécanismes qui se chevauchent et diluent l'efficacité. Nous sommes favorables à la lutte contre la surconsommation de médicaments et le gaspillage, mais nous refusons de figer des objectifs chiffrés sans tenir compte de l'impact positif de l'innovation, qui peut réduire les hospitalisations et les interventions lourdes. Là où certains caricaturent toute maîtrise des dépenses comme une casse sociale, nous défendons un système de santé solide,

efficace, soutenable, centré sur le patient et sur les soignants.

Par ailleurs, la première mission de l'État est de protéger ses citoyens, les biens et le territoire. Sur ce terrain, nous assumons une politique de droite, ferme face à la criminalité, déterminée contre le terrorisme et respectueuse de ceux qui risquent leur vie pour notre sécurité. Le budget consacre 150 millions d'euros à la police fédérale et locale, ainsi que 30 millions supplémentaires à la direction des unités spéciales. Ces moyens renforcent nos capacités opérationnelles et traduisent une priorité claire.

L'égalité des chances constitue également une priorité. Le gouvernement met en œuvre un plan d'action interfédéral ambitieux contre le racisme, la discrimination, la xénophobie, l'islamophobie et l'antisémitisme. Nous rappelons à cet égard la nécessité de désigner un coordinateur interfédéral.

Le gouvernement investit aussi dans la lutte contre les violences sexuelles avec de nouveaux centres de prise en charge et des efforts qui sont faits pour lutter contre le sous-signalement des discriminations, simplifier les systèmes de plaintes et renforcer la protection des victimes. Sur le marché du travail, des actions ciblées visent à réduire les écarts salariaux, renforcer l'indépendance économique des femmes, améliorer leur présence dans les organes de décision notamment par la transposition de la directive européenne imposant un quota de 33 % de femmes dans les conseils d'administration.

En matière institutionnelle, des projets de lois importants arrivent: suppression de l'effet dévolutif de la case de tête, simplification du vote des Belges à l'étranger et extension de leur droit de vote au Parlement des Communautés et des Régions. Ces réformes vont dans le sens d'une démocratie plus moderne, plus lisible et plus proche du citoyen. Là encore, notre marqueur est clair: plus de responsabilités individuelles, plus de liberté mais aussi plus de clarté dans les règles du jeu démocratique. Nous refusons de confondre égalité des chances et égalité forcée des résultats. Nous voulons offrir à chacun un cadre pour avancer, pas distribuer des illusions.

Chers collègues, notre pays se trouve à un moment de vérité: nous pouvons continuer comme avant à distribuer ce que nous n'avons pas, nier les réalités budgétaires, taxer davantage ceux qui travaillent et toujours remettre à plus tard les réformes structurelles car elles ne sont pas populaires. Ou bien, nous pouvons choisir une autre voie: celle de la responsabilité du travail et de la création de richesses pour préserver notre modèle social. Ce budget s'inscrit dans cette deuxième voie, il ne prétend pas tout régler en un an – ce serait mentir au gens – mais il fixe un cap.

Un État recentré sur ses missions essentielles, plus fort en sécurité, en justice et en défense. Des finances publiques assainies par la maîtrise des dépenses et non par l'obsession fiscale. Un marché du travail plus dynamique où l'on travaille davantage et où l'on gagne davantage. Des pensions pérennisées par un effort équitable entre générations. Une économie plus compétitive, une industrie et des PME soutenues et un climat propice à l'investissement. Ce parcours ne sera pas parfait, il sera parfois rugueux. Mais ce qui compte, c'est qu'il nous permette d'atteindre l'objectif d'une Belgique solide, prospère, capable de financer la sécurité sociale, la santé et les pensions, non pas sur du sable mais sur du travail et la création de valeurs.

Au final, la question est simple. Voulons-nous un pays où l'on peut choisir durablement de ne pas travailler tout en demandant toujours plus à ceux qui travaillent? Ou voulons-nous un pays qui récompense l'effort, la responsabilité, l'initiative et qui protège vraiment ceux qui en ont besoin? Notre groupe a choisi.

Nous choisissons le courage plutôt que le confort des slogans, la vérité plutôt que les illusions, le travail plutôt que la facilité. C'est en ce sens que nous soutiendrons ce budget et dans ce sens que nous continuerons à nous battre jour après jour pour la prospérité de la maison Belgique et pour la confiance de ceux qui y vivent.

Je vous remercie.

01.02 **Hugues Bayet (PS):** Chers collègues, vous allez soutenir ce budget, mais soyez honnêtes, "ce budget de taxes". Même si votre président de parti n'arrête pas de dire: "Avec moi, jamais de taxes", c'est le "gouvernement des taxes". Depuis le début de cette législature, il y a 1,5 milliard de taxes en plus sur la consommation des ménages. Et vous continuez. Hier, malgré les amendements que le PS

a déposés, vous avez voté les augmentations, n'est-ce pas monsieur le ministre? Des augmentations sur l'énergie, sur les frais de déplacement – vous venez pourtant de loin et vous vous rendez compte du coût – ainsi que sur la consommation. Et il vous manque encore 500 millions.

Le MR, c'est donc vraiment le fossoyeur de la classe moyenne et des travailleurs. Vous sentez-vous encore à l'aise dans ce gouvernement? Parce que, pendant ce temps-là, les banques, les fraudeurs, les super-riches, le secteur de l'énergie peuvent vraiment dormir sur leurs deux oreilles car ils savent qu'avec le MR, rien ne va se passer, si ce n'est que les travailleurs vont devoir payer. Et donc, quand vous parliez de fuite en avant fiscale et de renforcement de la crédibilité de la fiscalité, c'est peut-être le discours du MR que vous devriez recréabiliser.

01.03 Benoît Piedboeuf (MR): Mais c'est ce que nous nous employons à faire, cher collègue. Il y a en effet eu des évolutions fiscales mais aussi des réorientations. Le but, c'est d'essayer – on l'a dit depuis le début, on l'a annoncé et on le fera progressivement –, d'alléger la fiscalité sur le travail. Toutefois, on n'allège pas cette fiscalité sur le travail, dans l'état des finances publiques, en supprimant simplement des impôts. Il faut trouver des équilibres et on les a trouvés, c'est vrai, en mettant à charge aussi de toute une série d'autres épaules, certaines taxations, certaines évolutions fiscales. On ne le fait pas de gaieté de cœur et, en effet, nous souhaitons vraiment une baisse de la fiscalité généralisée. Mais il faut aussi faire face aux réalités et ne pas dire de bêtises, raconter qu'on peut tout faire et tout distribuer. Nous, nous menons une politique sérieuse.

Quant aux discussions par rapport à l'énergie, je suppose qu'on aura l'occasion d'y revenir. J'ai aussi des éléments à vous apporter.

01.04 Hugues Bayet (PS): En tout cas, nous sommes à présent tous conscients que vous n'avez supprimé aucun impôt. Vous allez simplement faire voter toute une série de taxes.

(...): (...)

01.05 Hugues Bayet (PS): Si! Vous avez voté, hier, en commission, toute une série de nouvelles taxes. Arrêtez donc de dire "pas de taxes avec le MR" car c'est totalement faux. Vous avez une grande carrière politique, mais vous devriez selon moi vous mettre au chant, surtout la chanson de Dalida "Paroles, paroles, paroles". En effet, avec vous, c'est uniquement "des taxes, des taxes et des taxes".

Le président: Le Parlement a le dernier mot.

01.06 Raoul Hedebouw (PVDA-PTB): Monsieur Piedboeuf, votre parti, le MR, ainsi que Les Engagés, soutiennent à fond la caisse les bombardements américains dans la région contre l'Iran. On a vu votre parti enthousiaste, or ceux qui paient les pots cassés, ce sont les populations de la région, mais aussi les travailleurs. Ce sont eux qui vont subir des prix à la pompe pouvant atteindre deux euros le litre de diesel, ainsi qu'une hausse du prix du gaz. Tous les prix vont augmenter et cela, au MR, vous vous en foutez.

J'irai même plus loin. Quels sont, au MR et chez Les Engagés, les génies qui ont décidé, en pleine crise énergétique, d'augmenter les accises sur l'essence, le diesel et le gaz? Mais d'où venez-vous? Les prix sont déjà chers à la pompe et vous allez encore faire payer davantage les citoyens. Dans votre tableau budgétaire, on parle de 200 à 300 millions d'euros prélevés directement dans la poche des gens qui vont dans les vôtres. C'est incroyable!

Ma question est donc simple: maintenant que la situation devient aussi grave, allez-vous maintenir votre budget ou allez-vous revenir sur cette décision d'augmenter les accises?

01.07 Benoît Piedboeuf (MR): Pour revoir un budget, j'entends ça sans arrêt depuis ce matin, encore faut-il en avoir un. Commençons par en voter un, puis nous verrons ensuite s'il convient de le modifier.

Concernant l'augmentation des accises – j'imagine que vous ne vivez pas simplement dans un petit pays –, vous savez que des orientations ont été prises au niveau européen, notamment avec l'ETS2. Je rappelle à cet égard à mes collègues du PS que ces décisions ont également été soutenues par les socialistes au niveau européen, notamment par Marie Arena. L'ETS2 vise à réorienter la consommation des ménages vers l'électricité, à réduire les émissions de gaz à effet de serre et la production de CO₂.

Les mesures prises ici par les accises constituent une anticipation de ce qui sera d'application en 2027 et en 2030 par rapport à ces orientations européennes. Nous aurions pu attendre 2027 et appliquer ces changements de manière brutale, puisque les taux réduits seront supprimés à ce moment-là au niveau européen. Nous avons choisi d'agir progressivement.

Par ailleurs, vous ne mentionnez pas que nous diminuons les accises sur l'électricité. Il existe donc une cohérence dans notre approche, qui vise à réorienter la consommation. Cela ne peut pas se faire du jour au lendemain.

01.08 Raoul Hedebouw (PVDA-PTB): Votre excuse au MR consiste à dire que d'autres pays européens augmentent les taxes. Or, c'est inexact, c'est le contraire qui se passe. Vous le voyez bien, en Autriche, ils veulent diminuer les accises. Pourquoi ce qui est possible en Autriche ne l'est-il pas en Belgique? En Espagne, ils veulent diminuer les accises. Pourquoi ce qui est possible en Espagne ne l'est-il pas en Belgique? Au Portugal, ils veulent diminuer les accises. Pourquoi ce qui est possible au Portugal ne l'est-il pas en Belgique? Avec le MR et les Engagés, la Belgique va devenir le champion d'Europe qui accomplit la prouesse d'augmenter les taxes sur l'essence, le diesel et le gaz en pleine crise énergétique plutôt que de s'attaquer à tous ceux qui vont se faire du fric dans cette affaire. Les grandes sociétés pétrolières vont vendre leur pétrole à prix prohibitif. Attaquez-vous donc plutôt aux profiteurs de guerre et arrêtez de faire une nouvelle fois payer aux travailleurs le prix de guerres qui ne sont pas nos guerres mais vos guerres à vous.

01.09 Sarah Schlitz (Ecolo-Groen): Monsieur Piedboeuf, vous nous dites: "Nous ne sommes pas de ceux qui distribuent l'argent qu'ils n'ont pas". Pourtant, on constate quand même un "deux poids deux mesures" dans ce budget. D'une part, il y a des mesures très dures qui vont toucher vraiment au portefeuille des citoyens, à un point tel que cela va modifier leurs habitudes et leurs choix quotidiens pour pouvoir rester dans un budget qui va être resserré par vos mesures.

D'autre part, il y a des cadeaux. Et je pense notamment aux flexi-jobs. Les flexi-jobs, rien que dans le budget 2026, représentent 413 millions qui coûtent à la sécurité sociale. Et avec l'extension des flexi-jobs à tous les secteurs, on sait qu'on va vers une augmentation exponentielle de ce coût pour la sécurité sociale. Dès lors, monsieur Piedboeuf, ne considérez-vous pas qu'ici on dépense l'argent qu'on n'a pas dans un contexte où on prétend que tout le monde fait des efforts alors qu'en fait, c'est surtout à certains qu'on les demande?

Je vous remercie.

01.10 Benoît Piedboeuf (MR): Les flexi-jobs, c'est donner aux gens qui en ont l'envie la possibilité de travailler plus sans être taxés, et leur donner du pouvoir d'achat en plus. C'est vrai, c'est un choix. Ce n'est pas un choix idéologique, c'est un choix par rapport à l'activité, au développement de l'activité et de la consommation, parce que ceux qui vont travailler avec un flexi-job vont avoir beaucoup plus de moyens. Les étudiants, c'est la même chose. Les décisions que nous avons prises par rapport au travail des étudiants, contrairement à ce que certains disent, vont dans le même sens. Moi, je vois des étudiants partout travailler. Je vous assure qu'ils travaillent avec le sourire et que cela leur permet d'améliorer aussi leur vie. Oui, oui, leur vie et leur vision de ce qu'ils ont envie de faire, etc. Donc non, c'est un choix de donner à ceux qui veulent travailler la possibilité de travailler sans être matraqués fiscalement.

Concernant l'énergie, dont vous n'avez pas parlé, il y a aussi le cliquet énergétique. On pourra en parler si je suis réinterrogé puisque je ne peux pas répondre au-delà d'une réponse.

01.11 Sarah Schlitz (Ecolo-Groen): Merci, merci monsieur Piedboeuf.

Mais arrêtez de prétendre que les flexi-jobs sont des cadeaux pour les travailleurs. D'ailleurs, une nouvelle étude vient de sortir et elle montre que ce sont majoritairement des travailleurs à temps plein qui utilisent des flexi-jobs parce qu'en fait leur premier travail, leur vrai travail, celui qui devrait, comme le MR le dit tout le temps, être le travail qui les épanouit, qui les autonomise, qui leur fait trouver un but dans la vie, est tellement peu rémunérateur qu'ils doivent prendre un deuxième travail. C'est le modèle américain et personne en Belgique n'a voté pour ça.

Par contre les flexi-jobs, c'est très intéressant pour les entreprises. Ce sont des cadeaux aux

entreprises. Plutôt que de prendre des mesures structurelles qui permettent de rendre l'engagement d'un employé supplémentaire plus accessible, vous faites en sorte de soustraire des activités qui pourraient être allouées notamment aux chômeurs exclus qui pourraient trouver du travail et occuper ces emplois-là. Non, ce sont des personnes qui travaillent déjà à temps plein qui doivent prendre un job supplémentaire.

Nous pensons donc qu'on va droit dans le mur avec ce modèle-là parce que certains travaillent beaucoup plus et que d'autres ne trouvent pas de travail. C'est un manque d'opportunité pour ces profils. Par contre, c'est tout bénéfique pour certaines entreprises qui en profitent largement.

01.12 François De Smet (DéFI): Collègue Piedboeuf, nous savons que si nous nous retrouvons le 18 mars 2026 à devoir approuver le budget 2026, c'est notamment parce que votre parti, le MR, a refusé tout compromis visant à hausser un point de TVA. Cela a abouti à l'accord bancal que nous connaissons et que vous allez de toute façon être obligés de revoir, notamment sur les livraisons. Vous l'avez fait notamment pour ce que vous avez rappelé au tout début de votre intervention, à savoir que vous ne voulez pas taxer quoi que ce soit en plus, mais réduire les dépenses publiques.

Monsieur Piedboeuf, où allez-vous les réduire? En effet, chaque fois que ce point est développé, y compris par votre président de parti, aucun dossier fédéral n'est cité. Votre président de parti vient à évoquer, notamment, la fusion des communes ou les provinces. C'est extrêmement intéressant, mais il le fait parce que l'on sait très bien qu'au niveau fédéral, en revanche, nous sommes déjà à l'os.

Si vous continuez dans ce discours qui consiste à vouloir réduire les dépenses publiques, il faut être plus précis et il faut un discours de vérité. Allez-vous couper dans les soins de santé, la police, la justice? Il faut de votre part un discours de vérité là-dessus.

01.13 Benoît Piedboeuf (MR): En effet, comme vous le dites, nous sommes à l'os. Il n'y a qu'un domaine dans lequel nous ne le sommes pas – comme l'a d'ailleurs rappelé le FMI –, celui couvrant notamment les soins de santé et la sécurité sociale. Cela suppose d'avoir beaucoup de doigté par rapport à cela. C'est ce à quoi nous nous employons.

J'ai dit que je n'y reviendrais plus car nous en avons déjà discuté longuement, mais nous avons aussi le nombre de malades de longue durée. Le budget que cela représente est assez hallucinant. C'est plus que le chômage. Il y a donc encore de la marge. Il est vrai que nous préférons privilégier la réduction des dépenses publiques – avec 55 % du PIB, nous sommes recordman absolu en la matière – plutôt que d'introduire de nouveaux impôts. C'est difficile, mais nous y arriverons.

01.14 François De Smet (DéFI): Je vous remercie collègue Piedboeuf.

Votre réponse est assez honnête. En effet, dès qu'on commence à vouloir réduire les dépenses publiques, c'est trop facile de dire: "Ne vous en faites pas, nous allons fusionner des communes et nous occuper des provinces". Comme vous l'avez dit, la réalité est qu'il va falloir continuer. En tout cas, vous comptez continuer à couper dans les soins de santé et trouver une manière de ramener les malades de longue durée vers le marché du travail.

Cependant, même la Cour des comptes vous dit que vous n'arriverez pas à atteindre les 100 000. Le plus dur socialement pour ce gouvernement est donc à venir. Cela va être très difficile, mais au moins, votre réponse est un peu plus honnête que le discours que nous entendons habituellement du MR.

01.15 Nabil Boukili (PVDA-PTB): Monsieur Piedboeuf, comme vous aviez envie de reparler d'énergie, je vais vous relancer là-dessus. Vous connaissez la gravité de la situation. Le pouvoir d'achat des travailleurs était déjà au plus bas. À présent, les prix de l'énergie grimpent à cause de la guerre d'agression des États-Unis et d'Israël contre le peuple iranien – une guerre soutenue activement par votre parti. Nous voyons les prix flamber. À l'issue du kern de vendredi dernier, votre gouvernement a pris une décision de principe en vue d'intervenir si les prix deviennent véritablement problématiques. La question que je me pose dès lors est la suivante. Payer 2 euros le litre pour le diesel, n'est-ce pas déjà problématique? Dépenser plus de 500 euros par an pour la facture de gaz, n'est-ce pas problématique? Passer de 800 à 1 000 euros par an pour le mazout, n'est-ce pas problématique? Monsieur Piedboeuf, jugez-vous la situation suffisamment problématique pour prendre des mesures de soutien au pouvoir d'achat des travailleurs ou bien considérez-vous que tout va bien et qu'il n'y a pas

de raison d'agir?

01.16 Benoît Piedboeuf (MR): Je ne vais pas vous dire que tout va bien; je ne suis quand même pas né de la dernière pluie. Vous avez déjà interrogé à plusieurs reprises le ministre des Finances à ce sujet. Que vous a-t-il répondu? Il vous a répondu: "Pas de panique. Nous allons voir comment va évoluer la situation. Ensuite, nous utiliserons les moyens qui sont à notre disposition." Parmi ces moyens, il y a le cliquet inversé, que nous souhaiterions institutionnaliser pour le soustraire à des décisions politiques. S'il était institutionnalisé avec des montants précis, ce serait probablement automatique et plus facile. C'est notre vision.

Il faut bien constater qu'une augmentation est assez étonnante en ce moment parce que, finalement, elle n'est pas créée par une pénurie, mais par l'idée qu'il pourrait y en avoir une. Donc, certains établissent des marges pour le moment, pourtant en l'absence de pénurie. C'est un fait que nous constatons. Heureusement, nous ne nous situons pas au niveau tarifaire qui avait cours voici quelques années, mais nous nous en rapprochons. Nous allons voir comment les choses évoluent. Si elles évoluent mal, nous ferons alors appel à l'installation de ce cliquet inversé.

01.17 Nabil Boukili (PVDA-PTB): Alors, avec le MR, c'est incroyable: les gens sont pris à la gorge parce que leur pouvoir d'achat ne cesse de se réduire, ils ont la trouille quand ils vont à la pompe et pour se chauffer parce que le prix du gaz augmente; et le MR leur répond: "Pas de panique! Nous allons augmenter les accises." C'est cela, la réponse du MR! Quel gouvernement! Quel message vous transmettez aux travailleuses et aux travailleurs de ce pays qui travaillent durement tous les jours! Vous, au lieu de les soutenir quand leur pouvoir d'achat baisse à cause des prix énergétiques, vous faites exactement le contraire en les taxant encore plus. C'est incompréhensible et c'est inacceptable!

01.18 Éric Thiébaud (PS): Monsieur Piedboeuf, je pense que votre gouvernement ne se rend pas vraiment compte des conséquences des mesures qu'il prend en matière de soins de santé.

Si je vous parle par exemple du diabète, en Belgique, il y a 500 000 personnes qui souffrent du diabète. Si vous imaginez une maman seule qui a un enfant qui doit prendre des médicaments pour le diabète à vie, aujourd'hui cela va lui coûter 20 euros de plus par mois, sans compter l'augmentation des prix des consultations chez le généraliste ou chez le spécialiste.

Je vous parle du diabète, mais je pourrais vous parler aussi des problèmes gastriques, des gens qui prennent du Pantomed. Des milliers de personnes ont besoin de Pantomed. Avant, il était à 3 euros la boîte. Aujourd'hui, c'est 15 euros la boîte. Imaginez-vous l'augmentation que vous avez imposée aux citoyens? Trouvez-vous cela raisonnable?

01.19 Benoît Piedboeuf (MR): Sur le sujet du diabète, je suis content que vous me posiez la question, parce que mon fils souffre depuis l'âge de 14 ans d'un diabète de type 1. Je connais bien le sujet, et je connais bien le sujet d'autres diabétiques, que je connais justement par fréquentation. En effet, cette augmentation est assez surprenante, notamment pour ceux qui souffrent d'un diabète de type 1.

Je ne suis pas un spécialiste des matières médicales, mais nous en débattons souvent, avec mon collègue Daniel Bacquelaine en fer de lance. Il y a probablement des médicaments dont le prix devrait être plus accessible. Je ne suis pas capable de vous dire lesquels; Daniel saura certainement vous le dire.

Mais ce que je vous ai dit tout à l'heure dans mon discours, c'est que nous ne sommes pas des obsédés de certaines volontés en matière de soins de santé. Il faut discuter et puis voir.

En ce qui concerne l'autre médicament dont vous avez parlé, je ne le connais pas, mais je sais qu'il y a toute une série de médicaments sur lesquels il faut probablement intervenir par rapport à une surconsommation.

J'ai un fils diabétique et ma fille est médecin. On se rend compte aussi que, face à une surconsommation d'antibiotiques et de toute une série de médicaments, il faut pouvoir essayer de restreindre l'automédication et une consommation exagérée. Il y a notamment un projet consistant à réduire le nombre de médicaments délivrés en cas de prescription médicale. Tout cela va dans le bon sens, mais c'est un long travail.

Pour le reste, je suppose que vous en avez déjà débattu avec le ministre Vandenbroucke. Comme il y a un débat thématique tout à l'heure, je vous suggère de lui reposer la question.

01.20 Éric Thiébaut (PS): Monsieur Piedboeuf, vous me dites que votre fils est diabétique, que vous connaissez le problème. Je dois vous dire que ma femme est diabétique. Je connais aussi très bien ce problème.

Nous parlions tout à l'heure de gens qui abuseraient de médicaments. Vous savez très bien, et moi aussi je le sais très bien, que quand on est diabétique, on n'a pas le choix que de prendre des médicaments ou de se piquer avec de l'insuline. C'est donc là clairement une mesure qui va toucher les gens qui n'ont pas le choix dans leur pouvoir d'achat.

Vous êtes visiblement tout à fait d'accord avec moi. Je ne comprends donc pas pourquoi le gouvernement dans lequel vous travaillez s'entête à prendre ce type de mesures.

01.21 Roberto D'Amico (PVDA-PTB): "Avec nous, il n'y aura pas de nouvelles taxes". Je ne vais pas dire qui a dit ça, parce que vous l'avez répété pendant toute la campagne et vous savez très bien que c'est à vous que je parle. Pas plus tard qu'hier, vous avez pourtant décidé de voter pour la deuxième fois une augmentation de taxe de 78 euros sur les factures de gaz et de mazout. En Wallonie, les gens se chauffent surtout au mazout. Et vous avez confirmé cette hausse de taxe, alors que les prix flambent à la suite de l'agression militaire des États-Unis et d'Israël.

Vous n'avez pas pris de mesures pour les carburants, alors que le diesel est à 2,10 euros!

(...): (...)

01.22 Roberto D'Amico (PVDA-PTB): Allez parler du cliquet inversé aux gens qui sont à la pompe! En l'attendant, ils payent 2,10 euros du litre. Votre parti a déclaré qu'il fallait réduire les accises sur le pétrole et le gaz chaque fois que le prix augmente. C'est schizophrénique!

01.23 Benoît Piedboeuf (MR): Monsieur D'Amico, j'ai énormément de sympathie pour vous, mais j'ai répondu à cette question il y a deux minutes. Si vous êtes absolument obsédé par cette question, vous la reposerez tout à l'heure en débat thématique. Mais j'ai répondu exactement à tous les éléments de votre question, et je comprends très bien que cela puisse perturber le budget des ménages.

01.24 Roberto D'Amico (PVDA-PTB): La question était de savoir ce que vous allez faire pour faire baisser le prix du diesel et de l'essence. Ma question est toute simple: à partir de quel moment le cliquet inversé sera-t-il appliqué? Comme ça, j'aurai une réponse à donner aux gens!

Le **président**: Madame Thémont, c'est à vous.

01.25 Sophie Thémont (PS): Monsieur Piedboeuf, un engagement "pied de bœuf" de votre gouvernement (*Rires*) C'était un trait d'humour.

Cet engagement fort – que vous n'avez d'ailleurs pas évoqué dans votre présentation très synthétique au regard des enjeux en matière d'emploi – était d'atteindre un taux d'emploi de 80 %. Or, personne au sein de votre gouvernement n'est aujourd'hui en mesure d'expliquer comment cet objectif sera atteint. En commission, M. Clarinval me répète qu'il existe des centaines de mesures pour y parvenir. Dans les faits, selon la Cour des comptes et le Bureau fédéral du Plan, le taux d'emploi est en train de stagner. Il n'y a aucun effet Arizona. Vos mesures sont inefficaces et ne créent pas d'emplois.

Dès lors, j'aimerais vous poser une question simple: combien d'emplois avez-vous créés? S'il vous plaît, ne me renvoyez pas à votre ministre car lorsque je l'ai interrogé à ce sujet, il n'a pas été en mesure de me répondre.

Le **président**: Veuillez répondre, monsieur Piedboeuf.

01.26 Benoît Piedboeuf (MR): Comme je ne fais pas de mauvais coup aux amis, je ne vous renverrai pas à David Clarinval.

En politique comme dans la vie, il faut viser haut pour ne pas réaliser trop bas. Il est exact que l'objectif d'atteindre un taux d'emploi de 80 % existe depuis plusieurs années, car nous savons qu'un tel niveau permettrait de résoudre de nombreux problèmes financiers dans notre pays. Cet objectif demeure. Les mesures que nous avons prises jusqu'à présent n'ont, il est vrai, pas encore produit énormément d'emplois, mais cela viendra avec les évolutions que nous voulons impulser, notamment en matière de développement économique.

J'attire également votre attention sur le fait qu'il faut tenir compte des transformations en cours et que nous observons tous, comme celles liées à l'émergence de l'intelligence artificielle. De nombreuses entreprises réduisent aujourd'hui leurs effectifs et recourent davantage à ces technologies. Une nouvelle économie est donc en train de se mettre en place autour de ces outils.

Il y a des endroits dont je m'occupe, par exemple en matière d'intelligence artificielle, de cybersécurité, où, dans les trois ans, on va tripler l'emploi. Certains domaines vont se développer, mais c'est vrai que, pour le moment, on est dans une période de latence.

01.27 Sophie Thémont (PS): Cela ne me rassure pas avec toutes les réformes que vous avez prises actuellement, notamment la suppression des allocations de chômage. Je vous rappelle quand même que le nombre de faillites enregistrées en 2026 est de 981, soit 3,7 % de plus qu'en 2025. Vous venez avec toute une série de réformes. Vous parlez systématiquement de valoriser le travail et dites qu'il faut s'adapter. Mais vous n'arrêtez pas non plus de flexibiliser le travail à outrance, ce qui entraîne des effets indésirables: l'éviction d'emplois réguliers et stables avec une précarisation du marché du travail et une perte importante des recettes pour notre sécurité sociale. En outre, vous le dites vous-même, vous n'arrivez pas à créer de l'emploi. Par ailleurs, comme déjà évoqué, vous ne cessez de parler de flexi-jobs et de jobs étudiants qui engendrent un manque à gagner, à hauteur de 1,5 milliard d'euros par an pour la collectivité. Ce sont des emplois qui ne contribuent pas à notre sécurité sociale et qui sont en concurrence avec des emplois qui, par contre, y contribuent. Je trouve que c'est une drôle de vision d'un marché du travail.

Le **président**: Mme Dedonder souhaite poser une question.

01.28 Ludivine Dedonder (PS): Le *Larousse* définit la récompense du travail comme un avantage matériel accordé en échange de tâches exécutées par un travailleur. Et le MR, avec leur complice Les Engagés, définit la récompense du travail comme "bosser plus dur, plus longtemps, pour gagner moins".

En effet, vous plafonnez l'indexation des salaires et des pensions, qui permettait juste de pouvoir payer toutes vos nouvelles taxes. Vous flexibilisez à outrance le travail pour continuer à en durcir les conditions. Travailler jour et nuit, c'est devenu la norme avec vous. Vous coupez également dans les pensions de ceux qui ont bossé toute leur vie. Et vous osez venir nous dire ici que vous allez récompenser l'effort et l'initiative? Expliquez-moi comment!

Le **président**: Monsieur Piedboeuf, vous avez la parole.

01.29 Benoît Piedboeuf (MR): Vous vous satisfaites d'un régime figé où les gens restent indéfiniment au chômage. Nous, nous essayons de dynamiser la société, de la flexibiliser – c'est vrai – et de remettre de plus en plus de gens au travail, de leur donner le goût du travail. Travailler est en effet extrêmement vivifiant et valorisant. De nombreuses personnes de ma connaissance ont retrouvé un emploi après l'exclusion du chômage et, franchement, elles ont changé de vie. Vous faites le choix d'une société statique. Nous choisissons une société dynamique. Et nous continuerons dans cette voie.

Le **président**: La parole est à Mme Dedonder.

01.30 Ludivine Dedonder (PS): Il faudra tout de même, à un moment donné, cesser de nous sortir les slogans en boucle. Vous dites vouloir dynamiser le travail, vouloir donner le goût du travail. Est-ce en plafonnant l'indexation des salaires, en coupant dans les pensions futures des travailleurs, en durcissant les conditions de travail, en faisant en sorte que le travail de nuit soit devenu la norme, que vous pensez redonner le goût du travail, que vous donnerez de l'attractivité à tous ces métiers? Je ne le pense pas.

Bien sûr que nous sommes tous pour le plein emploi. Mais ce n'est certainement pas dans ces conditions-là que vous encouragerez le travail. Vous dites encourager à travailler en diminuant les salaires? C'est cela, la nouvelle philosophie du MR?

01.31 Steven Coenegrachts (Anders.): Monsieur Piedboeuf, wij stellen ons vragen over de omgekeerde cliquet.

U bent daar voorstander van. Uw voorzitter is daar voorstander van. Hij is het net gaan verkopen aan de minister van Financiën, in de hoop dat het wordt goedgekeurd. Wij hebben dat mechanisme in de vorige legislatuur samen werkelijkheid gemaakt. Wij hebben gezegd dat 2 euro per liter de pijngrens was voor onze bevolking en dat het omlaag moest. Deze regering hanteert een andere pijngrens, maar we weten niet welke. Morgen gaat de prijs immers naar 2,10 euro per liter en u grijpt niet in. Niet. Nul. Niets. Geen actie. We weten van de vorige minister van Financiën dat hij daar ook voorstander van is, want hij heeft die maatregel vorige keer voorgesteld en ingevoerd. U weet, net als ik, dat cd&v'ers erom bekendstaan altijd standvastig te zijn in hun meningen. Zij zijn dus het probleem niet. MR is het probleem niet. Wie is dan wel het probleem? Wie houdt de omgekeerde cliquet tegen in uw regering? Dat wil ik van u weten.

01.32 Benoît Piedboeuf (MR): Décidément, c'est une question qui intéresse beaucoup de monde. Je laisserai le ministre des Finances vous répondre. Nous avons effectivement dit que le mécanisme existe. J'ai déclaré, tout à l'heure, que notre souhait était de l'institutionnaliser afin qu'il ne soit plus ponctuel et qu'il ne dépende plus d'une décision.

Je ne sais pas si vous voulez répondre maintenant, monsieur le ministre, sinon ce sera plus tard, lors du débat thématique. Il existe un système qui permet de bloquer, qui sera mis en œuvre quand le gouvernement le décidera. C'est tout ce que je peux vous confirmer à ce sujet.

Pour le reste, je m'appelle Piedboeuf, ce qui en français se prononce "piébœuf" et en liégeois "pied d'bœuf", mais je n'ai pas de particule nobiliaire.

De **voorzitter**: Ik zie dat de minister van Financiën zich niet geroepen voelt om te antwoorden.

01.33 Minister Jan Jambon: Ik verwijs naar mijn antwoord van gisteren in de commissie. Het commissiewerk dient toch ergens voor.

De **voorzitter**: Dank u, mijnheer de minister. Mijnheer Coenegrachts, ik geef u het woord voor uw repliek.

01.34 Steven Coenegrachts (Anders.): De minister van Financiën speelt hier piepkenduk, maar we weten tenminste heel zeker waar de MR staat. Volgens de heer Piedboeuf zou een omgekeerde cliquet logisch zijn. Mijnheer Piedboeuf, u hebt gelijk. Ik ben het volledig met u eens. De vraag is nu: wie steunt de heer Bouchez niet? Is het Vooruit? Zijn het de socialisten die niet willen dat tanken goedkoper wordt voor de mensen? Is het Les Engagés? Is het de N-VA? Is de N-VA van minister Jan Jambon tegen goedkoper tanken? Wij willen vandaag antwoorden. Wij zullen alle collega's van de meerderheid die op het spreekgestoelte staan vragen om kleur te bekennen. Leg uw kaarten op tafel. Waar staat u? Wie staat niet aan de kant van de mensen die buitensporig veel geld moeten betalen om hun tank te vullen? Wie houdt dit tegen? Ik wil het weten.

Le **président**: La parole est à M. Prévot.

01.35 Patrick Prévot (PS): Monsieur Piedboeuf, je ne vais pas vous lâcher sur le prix de l'énergie, parce que vous n'avez pas répondu. Vous renvoyez évidemment à ce fameux cliquet inversé.

Or, depuis le début de la guerre en Iran, nous constatons que les prix ont flambé. Ce conflit a tout de même commencé le 28 février; j'ai donc l'impression que vous avez eu un peu de temps pour réfléchir à une mesure. À la pompe, le carburant dépasse désormais les 2 euros le litre, soit 40 centimes de plus en quinze jours. Un plein coûte déjà plus de 20 euros supplémentaires. Quant à remplir sa cuve à mazout, c'est près de 1 000 euros en plus.

Et pendant que les familles comptent chaque euro pour se chauffer et pour aller travailler, votre gouvernement – votre parti, le MR, avec Les Engagés et la N-VA – a décidé d'augmenter les taxes.

Monsieur Piedboeuf, où est votre plan pour protéger le pouvoir d'achat? Je sais que vous avez parlé du cliquet inversé mais vous avez les outils, notamment le ministre de l'Économie ainsi que la tutelle sur l'Observatoire des prix et sur le contrôle des marges. Pour notre part, nous avons un texte, que vous pouvez évidemment voter.

Quelles mesures allez-vous donc prendre pour les citoyennes et les citoyens? Quelles mesures allez-vous prendre également pour les entreprises? À partir de quel montant allez-vous activer ce cliquet? Vous engagez-vous à ne pas compenser cette mesure par une autre taxe?

Le **président**: Monsieur Piedboeuf, vous avez la parole.

01.36 Benoît Piedboeuf (MR): Monsieur le président, je suis désolé, mais j'ai déjà répondu plusieurs fois à ces questions, séparément ou ensemble. J'ai renvoyé au débat thématique. Je n'irai donc pas plus loin.

Monsieur Prévot, vous pouvez ne pas me lâcher, mais je ne vous dirai rien de plus que ce que j'ai déjà dit jusqu'à présent.

01.37 Patrick Prévot (PS): Monsieur Piedboeuf, à l'instant T, les gens paient plus cher leur plein de diesel. Ils déboursent près de 1 000 euros supplémentaires pour remplir leur cuve à mazout. Et votre réponse est qu'aujourd'hui, le gouvernement n'a pris aucune mesure. Vous nous sortez le mantra du cliquet inversé. Quelqu'un bloque-t-il, au sein du gouvernement, l'activation de ce fameux cliquet inversé? Quand va-t-il entrer en vigueur? Vous l'annoncez mais nous ne voyons rien venir. Et surtout, si ce cliquet inversé est enfin mis sur la table, vous engagez-vous à ne pas compenser cette mesure par de nouvelles taxes?

Le **président**: Je donne la parole à M. De Smet.

01.38 François De Smet (DéFI): Collègue Piedboeuf, il paraît que le MR serait le parti du travail. Je ne suis pas très à l'aise quant à la création d'emplois et vous me paraissez être une des bonnes personnes pour me dire où se trouvent les emplois de l'Arizona car nous ne les voyons pas. Rappelons les chiffres pour 2026: en Wallonie, 80 000 exclus du chômage pour 36 000 emplois disponibles. À Bruxelles, 40 000 exclus pour 21 000 emplois disponibles. Ajoutons le fait que la Cour des comptes nous dit que nous allons peut-être remettre 20 % des gens exclus sur le marché du travail. Ajoutons les chiffres des faillites qui ont déjà été mis. Ajoutons le fait que l'intelligence artificielle va détruire des emplois, même si elle va peut-être en créer quelques-uns mais beaucoup moins, c'est clair.

On a l'impression que votre seule politique d'emploi réelle, c'est les flexi-jobs, le travail de nuit et le travail étudiant. On ne bâtit pas une bataille de l'emploi uniquement sur de la flexibilité. Où sont les emplois de l'Arizona et quand le MR a-t-il décidé d'abandonner son slogan "Job, job, job"?

01.39 Benoît Piedboeuf (MR): Vous savez, j'aime bien les magiciens mais dans un cirque. Ici nous ne sommes pas dans un cirque, mais bien dans un hémicycle. Celui qui trouve les solutions en claquant des doigts peut nous les développer, il n'y a aucun problème, nous les suivrons. Pour le moment, ce que l'on fait, c'est d'essayer de créer les conditions dans tous les secteurs pour qu'effectivement, il y ait une augmentation d'emploi. Elle était déjà là dans le passé, nous avons déjà été au gouvernement et on y a travaillé. Il n'y a pas que les socialistes qui ont créé de l'emploi; nous étions là.

(...): (...)

01.40 Benoît Piedboeuf (MR): C'est ce que vous racontiez ce matin. J'écoute ce que vous racontez, je suis quelqu'un de patient et d'attentif. Vous avez oublié que nous étions là pour le faire, et nous continuerons à le faire avec les partenaires, tous partis confondus. Nous voulons en effet augmenter le taux d'emploi.

Le **président**: Monsieur De Smet, je vous donne la parole pour une réplique.

01.41 François De Smet (DéFI): Si le président du MR veut poser une question à son chef de groupe, il peut solliciter la parole.

Vous ne pouvez pas, monsieur Piedboeuf, à la fois dire ce que vous venez de dire et à la fois que nous allons vers les 80 % de taux d'emploi. C'est l'un ou c'est l'autre. C'est vrai que ce sont les entreprises qui créent l'emploi. Mais faites-vous tout ce qu'il faut pour que ces entreprises créent de l'emploi?

Ce qu'il faut pour ça, c'est de la stabilité et de la certitude. Vous n'êtes même pas capables de faire un budget 2026 avant l'année 2026. Comment voulez-vous que les entreprises aient la possibilité et la certitude nécessaires pour créer des emplois? Ce n'est pas possible.

Le président: La parole est à M. Bilmez.

01.42 Kemal Bilmez (PVDA-PTB): Monsieur Piedboeuf, je me rappelle de deux grandes promesses du MR, que vous avez faites pendant la campagne et maintenant. La première était bien sûr de ne pas augmenter les taxes. Nous avons fait le tour. Nous avons compris. Les prix de l'énergie explosent et vous allez augmenter les accises. C'est clair. L'autre promesse principale était, comme vous l'avez répété dans votre introduction, de valoriser le travail. On est bien d'accord à ce sujet. Valoriser le travail était très important pour vous et vous l'avez promis. Vous avez même promis 500 euros de plus.

Mais une des mesures principales dans votre budget est le double saut d'index partiel – je précise, comme cela, on n'énervé personne –; vous allez bloquer l'index deux fois pendant la législature. Un de vos collègues nous a rappelé tantôt que l'essence et le diesel ne font pas partie du panier de l'indice. Vous êtes d'une commune rurale et vous savez très bien comment l'agriculture fonctionne. Le prix de l'essence qui explose fera exploser le prix de la nourriture. N'est-ce pas? Comment justifiez-vous à vos électeurs, à qui vous avez promis de valoriser le travail, un saut d'index pendant que le prix de la nourriture explosera?

Je vous remercie.

01.43 Benoît Piedboeuf (MR): La politique, ce n'est pas seulement raconter des histoires. C'est tenir compte des réalités aussi. Vous connaissez les réalités budgétaires. Vous connaissez le taux d'endettement. Vous voyez bien qu'on ne peut pas continuer comme cela parce qu'on va droit dans le mur. Concernant la fiscalité, dans l'accord du gouvernement, il est prévu que les efforts doivent être répartis entre plusieurs catégories, et un neuvième d'impôt complémentaire. C'est vrai, pour le moment, on est un peu au-dessus du neuvième, mais cela ne correspond pas à nos souhaits. Il faut voir la réalité en face. Mais comme cela ne correspond pas à nos souhaits, nous allons essayer d'améliorer les choses au fur et à mesure. Nous sommes là depuis un an. Nous sommes sur le terrain de travail actuel.

(...): (...)

01.44 Benoît Piedboeuf (MR): Nous étions ensemble, il faut arrêter. Concernant le volet de la fiscalité, je vous ai dit ce qu'il en est.

Certains ont l'obsession de dire que nous avons promis 500 euros. Ce que nous avons promis, c'est un différentiel de 500 euros entre ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas. Nous avons déjà pris une série de mesures qui y conduisent. Nous avons prévu une augmentation de la quotité exemptée en matière d'impôts, pas aussi importante que nous l'aurions souhaité, mais nous la réaliserons dès que nous dégagerons des marges. Nous essayons donc en effet, progressivement, d'augmenter la rémunération nette.

Quant au prix du carburant, ce n'est pas nous qui l'avons décidé. Nous le subissons comme tout le monde. Maintenant, il va falloir prendre des mesures, puisque c'est l'inquiétude de tout le monde, pour essayer d'améliorer la situation des gens. Et nous le ferons.

01.45 Kemal Bilmez (PVDA-PTB): Monsieur Piedboeuf, ma question était relative au fait de valoriser le travail. Votre campagne sur les 500 euros, nous savons qu'il s'agissait de mensonges. Mais vous avez répété dans votre introduction que vous vouliez valoriser le travail.

Vous dites que vous n'êtes là que depuis un an. Dois-je vous rappeler ce que vous avez déjà fait en un

an? Là, nous allons voter un double saut d'index. Pour valoriser le travail, n'est-ce pas? Nous allons couper les primes de nuit dans la logistique. Elles seront diminuées. On va faire travailler les gens le dimanche sans prime. On va faire travailler les gens en heures supplémentaires sans récupération et sans salaire en prime. Est-ce cela, valoriser le travail? Déjà que les salaires sont bloqués depuis quatre ans dans notre pays. Les augmentations sont interdites par la loi, monsieur Piedboeuf, par la loi de 96, vous le savez très bien. On va droit vers une crise. Vous augmentez les taxes sur l'énergie et vous votez un saut d'index. C'est inacceptable, et honteux, monsieur Piedboeuf.

01.46 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Mijnheer Piedboeuf, ik wil het over iets anders hebben, over de crisis in Justitie, in de gevangenissen.

De minister van Justitie heeft in de begrotingsbesprekingen 1 miljard aan middelen extra gevraagd. De regering heeft ter zake een beslissing genomen en mevrouw Verlinden was heel tevreden. Ik neem dus aan dat ze haar 1 miljard gekregen heeft. Hoewel we dat betwijfelen.

Er is echter nog altijd geen oplossing in de regering. Bij cd&v zegt men dat de MR, uw partij, een oplossing in de weg staat. Dat ze die zou blokkeren. Dan is mijn vraag heel eenvoudig. Hoe kijkt uw partij daarnaar? Hoe willen jullie dat probleem aanpakken?

Het heeft natuurlijk geen zin een extra miljard uit te trekken om de problemen in de gevangenissen op te lossen, als er geen oplossingen worden beslist in de regering. Is het correct dat jullie blokkeren? En wat zijn jullie oplossingen?

01.47 Benoît Piedboeuf (MR): Il existait en effet un blocage au gouvernement en ce qui concerne le déploiement des militaires dans les rues. Vous avez entendu que c'était réglé. Donc, si ça l'est, il n'y aura plus de blocage, et nous nous occuperons du reste.

01.48 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Volgens de MR is het probleem dus opgelost. Dat betekent dat er vrijdag in de regering een oplossing zal zijn voor de overbevolking. Dat is nieuws, want cd&v had dat dossier inderdaad gekoppeld aan de inzet van militairen.

U hebt minister Verlinden echter heel handig volledig in de wind gezet. Een akkoord tussen premier De Wever en de ministers Francken en Quintin heeft ertoe geleid dat militairen op straat worden ingezet. Minister Verlinden is daar boos over en moet een beetje worden gemasseerd.

Collega's, het gaat echter over een ernstig probleem. Het gaat over de rechtsstaat en over fundamentele rechten, maar ook over veiligheid. De veiligheid van de Joodse gemeenschap is belangrijk, maar ook de veiligheid in de gevangenissen, en daar heerst een explosieve situatie. Ik verwacht van de regering dat er oplossingen komen. U hebt aangegeven dat alle struikelblokken nu weg zijn, dus we kijken daarnaar uit.

01.49 Dimitri Legasse (PS): Monsieur Piedboeuf, votre gouvernement, l'Arizona, a décidé d'une cotisation patronale auprès des employeurs publics, prélevée sur les traitements de tous les agents statutaires.

Selon la Cour des comptes, cette décision engendrerait une capacité de recrutement moindre dans de nombreux services. La police serait fortement impactée, à hauteur d'environ 800 équivalents temps plein à l'horizon 2029. La justice également serait impactée.

Mes questions sont simples: quel est votre plan? Quel est le plan du gouvernement? Dans quel timing comptez-vous compenser cet impact, et selon quel budget?

Je vous remercie.

01.50 Benoît Piedboeuf (MR): Comme vous l'avez entendu, des fonds ont été débloqués pour la justice. Des fonds sont affectés pour la police. Les moyens sont effectivement donnés pour soutenir les fonctions principales de notre État. Des moyens sont dégagés.

01.51 Dimitri Legasse (PS): J'ai l'impression que vous vous trompez de réponse, parce qu'une autre réponse a été fournie en commission. Outre ces *one-shot* et ces enveloppes qui ne sont pas

structurelles en effet, d'autres membres de votre parti ont répondu en commission qu'il fallait compenser en interne sur les frais de fonctionnement notamment.

Le ministre du Budget donne une réponse. Vous en donnez une autre. Je vous invite à vous mettre d'accord.

Je vous remercie.

01.52 Nabil Boukili (PVDA-PTB): Monsieur Piedboeuf, nous avons compris que votre parti est un parti de taxes, contrairement à ce qui a été avancé. Nous avons parlé des accises, mais il n'y a pas que cela: il y a aussi la TVA. Du reste, votre gouvernement a prévu des recettes de 1,3 milliard d'euros en accises et TVA. Cette dernière taxe concernait les hôtels et les campings, les sports et loisirs, ainsi que les repas à emporter. Le Conseil d'État a sévèrement critiqué cette hausse absurde de la TVA. Nous savons, par exemple, que les plats à emporter ne seront plus compris dans cette réforme. Le trou atteint 475 millions d'euros. Vous avez dit que vous alliez voter ce budget, sans savoir d'où vont venir les 475 millions d'euros manquants. Dès lors, avez-vous une idée de ce que vous allez taxer à la place des plats à emporter? Allez-vous combler ce trou de 475 millions d'euros?

01.53 Benoît Piedboeuf (MR): Comme vous le savez, du choc des idées, jaillit la lumière. Nous devons avoir en effet des discussions budgétaires. Nous en avons parlé ce matin. Le président remettait cela à l'été. D'autres voudraient que nous commencions plus tôt. Nous devons, bien entendu, discuter du comblement des différentes recettes que nous avons en effet inscrites dans le budget. Le ministre du Budget est ici. À partir du moment où le Conseil d'État a balayé cette augmentation parce qu'elle reposait sur des iniquités, il va donc falloir trouver autre chose. Seulement, ce débat est d'ordre idéologique, puisque nous sommes partisans d'une réduction des dépenses, tandis que d'autres souhaitent une augmentation automatique du taux de TVA. Nous n'y sommes pas favorables. Nous allons en débattre et voir comment sortir de cette impasse.

01.54 Nabil Boukili (PVDA-PTB): Donc, premièrement, vous nous confirmez que vous allez voter un budget, même s'il manque près d'un demi-milliard d'euros. Vous ne savez pas d'où viendra le montant qui le comblera, mais vous allez quand même voter le budget. C'est une première nouvelle. Deuxièmement, vous avez validé ou, en tout cas, vous allez dans le sens d'augmenter la TVA, qui est la taxe la plus injuste qui existe. En effet, avec elle, peu importe le revenu, on paie la même taxe sur les produits de consommation. Vous maintenez cette idée parce que vous ne voulez pas aller chercher l'argent chez le 1 % des plus riches. Vous ne parlez jamais d'aller taxer les milliardaires de ce pays, ce qui rapporterait beaucoup plus. Au MR, c'est un tabou auquel vous ne souhaitez pas toucher, puisque vous entendez toujours protéger vos amis les riches.

01.55 Alexia Bertrand (Anders.): Monsieur Piedboeuf, votre parti est le parti du travail. *Werken moet lonen*. C'est aussi celui qui veut faire baisser les impôts. J'ai une question toute simple: soutenez-vous la politique de l'enfant unique, comme en Chine?

Ik zal het helder stellen, want eigenlijk komt er al een belastingverlaging in 2026. Nu ja, het zijn peanuts. Fiscalist Thomas De Jonckheere heeft dat berekend en de verschillen zijn gigantisch afhankelijk van het aantal kinderen ten laste. Ouders met één kind zijn de grote winnaars van dit verhaal, want zij zullen 141 euro per jaar erop vooruitgaan. Vanaf twee kinderen zal men slechts 81 euro winnen, vanaf drie kinderen nog minder, slechts 36 euro, en vanaf het vierde kind zal men zelfs verliezen.

Pourquoi soutenez-vous la politique de l'enfant unique, monsieur Piedboeuf? Ma question est toute simple.

01.56 Benoît Piedboeuf (MR): En effet, c'est une question toute simple. La politique de l'enfant unique à la chinoise, je la connais bien parce que je me suis intéressé à la Chine pendant des années et j'y ai fait plusieurs voyages. C'était quand même une politique qui entraînait toute une série de dérives. Plein de filles devaient alors être adoptées dans le monde entier parce que les parents n'ayant pas eu de fils les rejetaient, etc. Donc, ce n'est absolument pas l'orientation du gouvernement.

C'est une question intéressante parce que, pour le moment, le Grand-Duché de Luxembourg est en train de revoir son système de taxation, justement, pour tenir compte de chaque conjoint séparément et non plus ensemble. Ceci a des implications par rapport aux enfants, par rapport aux enfants des

frontaliers aussi, qui sont un sujet intéressant. Donc, non, ce n'est pas du tout une politique. C'est un fait. Cela signifie en effet que notre Code fiscal est probablement améliorable.

01.57 Alexia Bertrand (Anders.): Monsieur Piedboeuf, c'est le choix de votre gouvernement. Ceci figure dans votre projet sur l'impôt des personnes physiques. Comptez-vous corriger cela? Ce projet arrive et j'espère que vous allez le corriger car non seulement cela crée une différence entre les familles mais aussi entre les parents.

Alleen de persoon die de kinderen ten laste heeft, krijgt namelijk dat voordeel. Dat zorgt voor een verschil tussen man en vrouw. Is dat dan fair? Het gevolg is dat u het eenkindbeleid steunt.

Dat is echter peanuts; het is niets, want het wordt onmiddellijk gecompenseerd door de verhoging van de accijnzen op gas en brandstoffen. Er zal dus niets overblijven van wat u geeft. Bovendien stelt u een groot deel van de fiscale hervorming uit tot 2030, na deze legislatuur. Ik begrijp echt niet van een partij die de belastingen wil verlagen.

Trek dat nog recht, u hebt nog tijd!

01.58 Caroline Désir (PS): Monsieur Piedboeuf, le MR avait annoncé vouloir revaloriser le travail. Or, nous avons vu les effets de ce double saut d'index partiel, qui constitue une véritable claque pour les travailleurs, lesquels perdront des milliers d'euros sur l'ensemble de leur carrière, et pas uniquement les plus hauts revenus. Il faut également rappeler que les travailleurs à temps partiel seront concernés, et ce à partir de 2 000 euros bruts. Qui sont ces travailleurs à temps partiel, souvent contraints par leur employeur ou par les circonstances de la vie? Je vous le donne en mille, ce sont majoritairement des femmes. 80 % des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes. Par ailleurs, 40,5 % des femmes salariées travaillent à temps partiel, contre 12,8 % des hommes salariés. Que dites-vous à ces très nombreuses femmes qui seront, une fois encore, directement pénalisées par les mesures de l'Arizona?

01.59 Benoît Piedboeuf (MR): Comme je l'ai indiqué précédemment, une attention particulière sera portée aux femmes. Il est vrai que cela n'a pas encore produit d'effets, mais nous ne sommes qu'en début de législature, et l'égalité des chances constitue bien un des axes très clairs de notre politique. Il est exact que de nombreuses femmes travaillent à temps partiel pour des raisons liées à l'organisation familiale ou au soutien du ménage. Je ne retrouve pas la phrase exacte dans ma note, mais je vous y renvoie. C'est en effet un enjeu que nous devons traiter.

S'agissant de ce que vous appelez inlassablement un double saut d'index, il ne s'agit pas de sauts d'index, mais d'une limitation, à deux reprises, de l'indexation pour la part des revenus dépassant 4 000 euros de revenu. Il s'agit d'une mesure de modération rendue nécessaire par la situation budgétaire.

01.60 Caroline Désir (PS): Excusez-moi, monsieur Piedboeuf, mais je ne vois pas se dégager cet axe très clair que vous évoquez.

Vous indiquiez vouloir répartir les efforts. Or, le déséquilibre est manifeste, non seulement entre les épaules les plus élevées et les plus fragiles, mais aussi entre les hommes et les femmes. Toutes les associations féministes l'ont dénoncé. Depuis les propos de M. Jambon, nous savons que vous semblez considérer que les femmes doivent s'adapter à vos politiques, mais cela ne correspond pas à la réalité des chiffres que je viens de rappeler. Alors que le coût de la vie augmente, les femmes subiront chaque mois ce plafonnement de l'indexation. Elles en subiront également les conséquences au moment de leur pension. Cette mesure constitue dès lors une nouvelle mesure antisociale et anti-femmes. Nous continuerons à la dénoncer, car elle est inadmissible.

01.61 Ridouane Chahid (PS): Monsieur Piedboeuf, je voulais réagir à une phrase que vous avez dite il y a quelques instants: "Il y a deux types de philosophie budgétaire, il y a ceux qui veulent créer ou imposer des taxes, et puis il y a ceux qui veulent réduire les dépenses". Vous dites que vous n'êtes pas le parti qui veut créer des taxes, ce qui est faux puisque vous avez voté hier l'augmentation des accises sur le diesel et l'essence. Vous confirmez par là que vous êtes le parti des taxes. Vous avez dit: "Nous ne fixons pas le prix de l'essence et du diesel", ce qui est faux puisque le prix définitif est fixé par l'État.

Et, quand vous dites que vous voulez plutôt vous axer sur la diminution des dépenses, que voulez-vous dire, concrètement? Qu'allez-vous proposer? Moins de policiers? Moins de magistrats? Moins de dotations pour les hôpitaux et pour les soins de santé? Quelles sont les propositions que vous allez mettre sur la table pour diminuer les dépenses de l'État?

01.62 Benoît Piedboeuf (MR): Cher collègue, vous n'avez pas écouté tout ce que j'ai dit avant. L'augmentation que nous avons décidée fait partie de l'application d'une volonté de l'ETS2, que votre parti a votée aussi, pour orienter progressivement la consommation vers l'électricité, et plus vers le gaz, et si possible plus vers le gaz russe. C'est une stratégie qui prend un petit peu de temps. Nous anticipons une mesure européenne, qui sera d'application en 2027 et qui supprime les taux réduits, notamment sur le gaz.

Ensuite, nous sommes en effet en faveur des diminutions de dépenses. J'ai répondu tout à l'heure à M. De Smet en lui donnant les marges qui restaient disponibles. J'ai aussi parlé des malades de longue durée. Il y a toute une série d'éléments que j'ai évoqués et que vous n'avez pas écoutés.

01.63 Ridouane Chahid (PS): Monsieur Piedboeuf, je vous ai bien entendu et ma crainte est que vous renouveliez les recettes de la Suédoise: moins d'argent pour la police, pour la justice et un *tax shift* qui a coûté 8 milliards aux citoyens, et que vous n'avez pas financé. Vous ne savez pas comment vous allez diminuer vos dépenses et, *in fine*, c'est la sécurité des citoyens qui est en jeu, et moins de soins de santé pour les Belges. Voilà ce que vous préconisez dans votre budget 2026.

01.64 Nabil Boukili (PVDA-PTB): Monsieur Piedboeuf, votre gouvernement a décidé de faire travailler les gens plus longtemps, jusqu'à 67 ans, et pour moins de pension. C'est tout simplement du vol, parce que vous remettez en question les critères d'avant et vous imposez un malus pension qui va faire perdre des centaines d'euros par pensionné.

Avec quel mandat le faites-vous? J'avais le MR comme adversaire pendant la campagne électorale. Je ne vous ai pas entendu parler d'un malus pension pendant la campagne électorale. Le MR n'est pas venu avec des affiches "On veut faire travailler tout le monde jusqu'à 67 ans avec un malus pension".

C'était complètement absent de votre programme électoral. Et aujourd'hui, vous voulez l'imposer aux gens sans aucune légitimité.

Il y avait 100 000 personnes le 12 mars. Je ne parle même pas des autres actions; mais le 12 mars, 100 000 personnes étaient dans la rue pour dire qu'elles ne veulent pas travailler jusqu'à 67 ans.

Les derniers sondages donnent votre majorité perdante dans ce Parlement. Vous avez perdu votre majorité, d'après les derniers sondages.

Monsieur Piedboeuf, dans votre gouvernement, avec quelle légitimité voulez-vous imposer aux gens de travailler plus longtemps pour moins de pension?

01.65 Benoît Piedboeuf (MR): Il y avait certes 100 000 personnes dans les rues; 11 860 000 personnes n'y étaient pas. Plein de gens étaient au boulot! Quand on enlève tous les syndicalistes et tous les gens que vous entraînez derrière vous, il ne restait plus grand monde dans les rues, parce que les autres, ils bossaient! C'est une première remarque.

Quant à la légitimité par rapport au coût des pensions, le coût des pensions a augmenté de 38 % en cinq ans. Le ministre honoraire M. Bacquelaïne pourrait vous en faire la démonstration. Nous allons droit dans le mur si nous ne faisons rien. Nous allons à la faillite du système des pensions.

Or nous voulons en effet maintenir une pension. Nous revoyons les systèmes, c'est vrai. Nous essayons d'équilibrer les systèmes, parce qu'il est justement nécessaire que tout le monde puisse bénéficier d'une pension.

Notre légitimité, c'est la contrainte de la réalité.

01.66 Nabil Boukili (PVDA-PTB): C'est bien beau de venir nous dire ici qu'il y a un déficit dans les pensions, alors que c'est la Suédoise qui a dé financé la sécurité sociale avec le *tax shift*, qui a coûté

8 milliards d'euros. Ce déficit est la conséquence de votre politique.

De plus, quel mépris vous montrez aux travailleurs qui ont manifesté le 12 mars, la jeunesse qui a manifesté, les personnes sans emploi, les pensionnés, les services publics, privés. Et tout ce que vous leur dites, c'est qu'ils n'étaient que 100 000! Mais depuis quand y a-t-il 100 000 personnes dans la rue pour contester des mesures du gouvernement? Votre gouvernement a perdu sa légitimité parce qu'il est en train de voler les plus belles années de ces travailleurs et des pensionnés. Il les fait travailler jusqu'à 67 ans, il leur fait perdre de l'argent. C'est du vol et c'est inacceptable de la part d'un parti comme le MR!

Le **président**: Monsieur Piedboeuf, voulez-vous continuer votre intervention ou avez-vous fini?

01.67 Benoît Piedboeuf (MR): Je remercie les collègues pour leurs questions, qui étaient bien intéressantes. C'est un débat d'idées.

01.68 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, het zal u niet verbazen dat de PVDA de voorliggende begroting niet zal steunen.

Alvorens ik uitleg waarom, sta ik even stil bij de vraag of de regering sterk of zwak is en of het er goed mee gaat of niet.

Ten eerste, vandaag, half maart 2026 heeft de regering met volheid van bevoegdheden voorlopige twaalfden afgeleverd. Dat is al een eerste slecht teken.

Bovendien hebben wij te maken met een regering die akkoord na akkoord sluit. Wij hebben het paasakkoord gehad en het zomerakkoord. Wat stellen wij echter vast? Telkens blijven er enorm veel losse eindjes over. Met carnaval dacht ik dat er een akkoord over de btw zou komen, maar er is beslist om die btw-hervorming niet door te voeren. Er is zelfs geen akkoord. De regering schuift dat altijd voor zich uit.

Ik heb het dan nog niet gehad over wat afgelopen week is gebeurd met de minister van Justitie. In de vivaldiregering werd veel ruzie gemaakt, maar blijkbaar is de sfeer in de arizonaregering ook niet goed. Er wordt zelfs een proces aangespannen door Les Engagés tegen mevrouw Van Bossuyt. Dat is vrij ongezien.

Er is nog iets wat het feest van de arizonaregering stokken in de wielen steekt, namelijk de grote sociale beweging. Die beweging was er al vóór de regering er was. Ze bracht de voorbije week opnieuw meer dan 100.000 mensen op straat.

Voorzitter: Peter De Roover, voorzitter.

Président: Peter De Roover, président.

Oui, la semaine dernière, nous étions 100 000 personnes dans les rues de Bruxelles. Cela me donne de l'espoir parce que nous avons obtenu des résultats. Nous avons déjà pu faire postposer d'un an la réforme des pensions. Dans les tableaux budgétaires, nous voyons bien que les économies dans les pensions pour 2029 se situent à hauteur de 1,8 milliard d'euros, soit 600 millions de moins que ce qui était initialement prévu. Cela signifie que ces 600 millions iront vers les retraités. Nous étions 100 000 dans les rues pour dire non au vol des pensions, non au vol de l'index, non à l'atteinte aux droits des femmes et non à la course à l'armement, qui constitue aussi l'une des sources du déficit budgétaire. Nous étions surtout là pour dire oui à des alternatives, oui au respect de la classe travailleuse qui crée quotidiennement de la richesse et à qui il est demandé aujourd'hui de payer la crise. C'était également, bien entendu, pour dire oui à une taxe des millionnaires. C'est aussi au nom de ces 100 000 personnes que je vais prendre la parole aujourd'hui.

Je ne peux pas vous parler du budget sans évoquer la situation internationale. Fin février, la guerre a éclaté en Iran. Autrement dit, Israël et les États-Unis ont décidé de frapper illégalement ce pays. Derrière les bombardements, il n'y a pas la liberté et la démocratie, mais bien une guerre pour le pétrole, le gaz, les routes de transit stratégiques et des intérêts géopolitiques. C'est la domination américaine et d'Israël dans le Moyen-Orient qui est en jeu. Surtout, c'est un scénario auquel nous avons déjà assisté: en Irak, en Libye, en Afghanistan. Chaque fois, c'est la même chose: une société détruite, des

milliers de vies, ainsi que du chaos et de l'instabilité dans la région. La question que nous devons nous poser est: qui paie le prix de ces guerres? Ce sont d'abord les peuples du Sud. C'est ce père iranien qui reçoit un coup de fil pour s'entendre dire que l'école de sa fille a été bombardée. Il se rend jusqu'à l'école parce qu'elle est encore en vie. Quand il y arrive, elle était décédée parce qu'une deuxième frappe avait atteint cette école. On n'a pas reconnu le corps; on a reconnu la fille, qui voulait devenir médecin, à son cartable. Voilà les guerres qui sont menées!

Les gens là-bas le paient au prix de leur vie et de celles leurs proches, mais aussi évidemment de la destruction de leur pays. Et puis, nous avons bien sûr des millions de gens qui fuient: aujourd'hui déjà trois millions de réfugiés venus d'Iran, mais il faut aussi parler du Liban, où Israël frappe et tue, et d'où un million de personnes ont déjà été déplacées à cause des attaques israéliennes. Voilà la guerre que les dirigeants veulent nous présenter comme une nécessité.

Het zijn niet diegenen die de oorlog starten, het zijn niet de oorlogsprofiteurs die eronder lijden. Vandaag wrijven de wapenindustrie en de oliemultinationals zich in de handen, want zij worden nu slapend rijk. Wat doet onze regering om een einde te stellen aan die vuile oorlog? Is onze regering niet medeplichtig aan wat daar aan het gebeuren is?

J'entends le président du MR dire qu'Israël et les États-Unis doivent aller jusqu'au bout. L'ensemble de l'Occident, l'Europe et la Belgique doivent être à leurs côtés et doivent soutenir l'action. Qu'est-ce d'autre qu'un encouragement à Trump et à Netanyahu?

De heer Francken heeft gezegd dat de aanval absoluut gerechtvaardigd is en in ons eigen belang.

Is deze oorlog echter in ons eigen belang? Is deze oorlog absoluut gerechtvaardigd? Waar is de veroordeling van wat Francken en Bouchez gezegd hebben? Waar is de veroordeling door deze regering van die illegale aanval op Iran? We wachten daar nog steeds op.

Waarom volgt België het Spaanse voorbeeld niet? Spanje heeft die aanval veroordeeld en heeft opgeroepen tot respect voor het internationaal recht.

Cette guerre est-elle dans notre intérêt? Bien sûr que non. Cette guerre n'est ni dans l'intérêt des peuples sur place, ni dans le nôtre. Ici, nous commençons déjà à en voir les effets. Nous payons cette guerre avec notre pouvoir d'achat, parce que la flambée des prix frappe directement les ménages, mais aussi notre industrie. Notre industrie souffre déjà aujourd'hui de prix de l'énergie plus élevés qu'ailleurs, et cette guerre risque encore d'aggraver la situation.

Et que fait notre gouvernement? Il observe les prix, jusqu'à ce qu'ils deviennent vraiment problématiques. Je ne sais pas à partir de quand, pour vous, cela devient problématique. Le diesel est déjà à 2,10 euros le litre. Demain, l'essence passera à 1,90 euro. Je ne sais pas si, pour vous, c'est déjà un problème. Avec les prix actuels du mazout, l'augmentation annuelle pour une famille atteint déjà 800 euros. Si vous vous chauffez au gaz, c'est 500 euros de plus par an. Mais pour ce gouvernement, ce n'est toujours pas problématique. Je ne sais pas s'il faudra atteindre 4 euros à la pompe ou 3 000 euros de facture de gaz pour que cela devienne problématique pour vous.

71 % van de bevolking wil dat de regering nu ingrijpt tegen die hoge energieprijzen, maar wat doet u? Het omgekeerde. U verhoogde gisteren de accijnzen op gas. Dat betekent dat de mensen deze oorlog verschillende keren zullen moeten betalen. Ze zullen een eerste keer extra moeten betalen door de verhoging van de brandstofprijs voor de wagen en de gasprijs voor de verwarming van hun woning. Ze zullen ook extra moeten betalen omdat als de prijzen stijgen ook de btw op die producten stijgt. Dat betekent automatisch een verhoging van de inkomsten voor de Staat. U wordt daar slapend rijk van en dan besluit u ook nog eens om de accijnzen op gas te verhogen.

Wat een hypocrisie en dat nadat u hier allemaal, behalve inderdaad de N-VA, nog geen week geleden in de plenaire vergadering zei dat de bevolking beschermd moest worden tegen de verhoging van de prijzen. Onze gezinnen moesten beschermd worden, over de programmawet was nog niet gestemd en er zou nog aan gesleuteld worden. Cd&v zei dat overal, maar toch keurde u gisteren een verhoging van de accijnzen op gas goed. Hoe durft u? Dat is echt schandalig.

Pourtant, il y a des alternatives. Nous pouvons tout à fait décider de réduire les accises sur le gaz au

lieu de les augmenter. D'ailleurs, la nouvelle vient de tomber; l'Autriche a décidé de diminuer au 1^{er} avril 2026 les accises sur le gaz pour sa population. Nous pouvons aussi bloquer les prix des carburants – aujourd'hui, nous payons quand même 72 centimes d'euros de taxes par litre. Il y a donc moyen d'agir là-dessus. Nous pouvons limiter le prix de l'électricité ou faire payer les profiteurs des guerres avec des taxes sur les surprofits.

Mais, surtout, ce que nous devons faire, c'est arrêter Trump et Netanyahu, mettre fin à la complicité européenne et miser sur la diplomatie sur la scène internationale. Dans l'intérêt des peuples, ici et là-bas, nous devons arrêter ces guerres. Ce n'est pas à nous de payer la guerre.

Een belangrijke vraag is wat er zal gebeuren met de indexering van de lonen. Er wordt immers diefstal gepleegd op een deel van de indexering. De loonindex bestaat sinds 1921, zoals we geleerd hebben in de nacht van 2 op 3 maart, en zorgt ervoor dat de lonen beschermd worden als de prijzen stijgen. De lonen stijgen dan mee, hoewel veel producten uit de index zijn gehaald, waardoor die correctie bijgevolg niet volledig is. Op een moment waarop we die index erg hard nodig hebben, pakt u daar een deel van af. Boven 4.000 euro bruto wordt er niet meer geïndexeerd. 4.000 euro bruto komt neer op 2.600 euro netto. Zijn dat nu de grootverdieners geworden? Zijn dat nu de sterkste schouders geworden? Voor iemand die halftijds werkt ligt de inkomensgrens op 2.000 euro bruto. Dat betekent dat opnieuw veel vrouwen hun loon niet volledig geïndexeerd zullen zien. U beslist dus om hardwerkende mensen, in de chemiesector, in de metaalsector, maar ook de vrouwen in de zorg bijvoorbeeld, te laten betalen.

De mensen zullen die tweevoudige plafonnering van de indexering levenslang met zich meedragen. Bij een volgende overschrijding van de spilindex is het basisloon waarop de nieuwe berekening gemaakt wordt immers lager. Vooral voor jonge mensen komt dat neer op een verlies van vele duizenden euro's.

De vraag is ook wie dat bij de stemming goedgekeurd heeft. Welke partij had het aanvallen van de index, het prutsen aan de index, in haar verkiezingsprogramma staan? Het stond in geen enkel verkiezingsprogramma. Integendeel, na de discussie over de loonindex heb ik alle verkiezingsprogramma's nog eens ter hand genomen en alle partijen, cd&v, de MR, zelfs de N-VA en natuurlijk Vooruit verklaarden niet aan de index te zullen raken.

We kennen vooral Vooruit als de verdediger van de index. Vooruit heeft steeds verklaard in deze regering te zijn gestapt, wetende dat het een het sociale-afbraakregering is, in de gedachte dat Vooruit dan de index zou redden. Wat doet de regering nu echter? Ze raakt aan de index, want nu wordt de inkomensgrens op 4.000 euro gelegd. Bij een volgende keer, naar aanleiding van een ergere crisis, wordt de lat misschien op 3.000 euro gelegd. U opent een nieuw mechanisme dat de indexering van onze lonen, zoals ze vandaag bestaat, in gevaar brengt.

Ik doe dan ook een oproep aan de collega's van Vooruit. Toen dat werd beslist, was de oorlog immers nog niet uitgebroken en waren de prijzen nog niet de pan uit geswingd. De mensen zullen de index de komende maanden dubbel en dik nodig hebben, gezien wat er op hen afkomt. De koopkracht komt in gevaar. U zegt dat u de beschermers bent van de koopkracht, maar de koopkracht staat onder druk door de stijgende energieprijzen. Als u daar iets aan wilt doen, moet u ervoor zorgen dat er niet aan de index van de salarissen wordt geraakt.

We kunnen het niet over de begroting hebben zonder ook onze pensioenen te bespreken, of beter gezegd de pensioendiefstal die de regering wil doorvoeren. Het gaat niet alleen over het probleem dat we vandaag al de laagste pensioenen van West-Europa hebben en dat u die nog wilt verlagen. Het gaat er ook over dat veel mensen niet kunnen werken tot hun 67ste. Uw hervormingen benadelen vrouwen bovendien over de hele lijn. De uitspraak die minister Jambon vorige week heeft gedaan, was dan ook geen lullige of misplaatste uitspraak, maar niets meer of minder dan de waarheid over uw pensioenhervorming.

Collega Kim De Witte heeft op basis van alle schriftelijke vragen die hij aan minister Jambon heeft gesteld een overzicht gemaakt van de verschillende maatregelen die men wil nemen rond de pensioenen en van de impact daarvan op vrouwen en mannen. Ik overloop ze even.

Ten eerste, er is de verstrenging van het vervroegd pensioen. Op welke datum kan men eventueel met vervroegd pensioen gaan? U wilt die regels veranderen, waardoor 37 % van de vrouwen en 21 % van

de mannen langer zullen moeten werken.

Ten tweede, u wilt het overlevingspensioen inperken. Vandaag is 93 % van de personen die van een overlevingspensioen leven, een vrouw.

Een derde maatregel is de pensioenmalus. Daar is het al veel over gegaan. Van alle vrouwen die vandaag met vervroegd pensioen gaan, riskeert 37 % een pensioenmalus, tegenover 13 % van de mannen.

Vervolgens is er de beperking van de gelijkgestelde periodes. Dat komt erop neer dat wanneer men te veel gelijkgestelde periodes heeft, het pensioen naar beneden wordt afgetopt. Daardoor lopen 33,7 % van de vrouwen en 22,5 % van de mannen het risico op een vermindering van het pensioen.

Nog een maatregel is het echtscheidingspensioen. 75 % van de mensen die vandaag een echtscheidingspensioen ontvangen, zijn vrouwen.

Tot slot is er nog het schrappen van de welvaartsenveloppe. 58 % van de mensen die profiteren van een pensioenverhoging via die enveloppe, zijn vrouwen.

Het feit dat de pensioenhervorming meer vrouwen dan mannen treft, wordt niet alleen door Kim De Witte gezegd. Ook de Raad van State en het Federaal Planbureau tonen dat aan. Zij verklaren trouwens dat die hervorming vrouwen discrimineert.

Collega's, van de meerderheid, als u beweert dat de oppositie liegt, toon dan aan welke leugens er zitten in de maatregelen die ik zonet heb opgenoemd. Dat is allemaal correct. De pensioenhervorming hakt in op mannen, maar treft vrouwen harder. Dat is de waarheid. Daarom is deze pensioenhervorming onrechtvaardig.

De mensen zeggen het trouwens zelf ook. Er loopt momenteel een enquête van *De Stem van Vlaanderen*. Zeven op tien mensen vinden uw hervorming oneerlijk voor vrouwen. In het algemeen zeggen negen op tien mensen dat ze niet kunnen werken tot 67 jaar. De helft vindt het pensioen onvoldoende om comfortabel van te leven.

Mensen willen rust na een lang leven werken. Mensen hebben ook recht op rust na een leven van arbeid. Daarvoor zullen wij blijven strijden.

Vous avez donc également menti. Vous aviez dit que vous aviez un plan pour réformer les pensions, mais en réalité, vous les cassez et les diminuez. Vous disiez que vous alliez revaloriser le travail, mais vous faites le contraire. Vous plafonnez l'indexation des salaires, vous bloquez ces derniers, vous attaquez les primes de nuit ainsi que les sursalaires pour les heures supplémentaires.

Vous aviez dit qu'il n'y aurait pas de nouvelles taxes et finalement, vous inscrivez ici l'équivalent d'1,3 milliard d'euros de taxes. Vous disiez que vous alliez mettre le budget en ordre, et là aussi, nous voyons le déficit augmenter. La casse sociale et la militarisation ne mènent pas du tout à un budget en bonne santé. D'ailleurs, le Bureau fédéral du Plan le dit clairement: le déficit budgétaire augmente.

L'avis de la Cour des comptes a également été très sévère, et nous avons vu que vous n'incluez pas les chiffres de votre administration dans votre propre tableau budgétaire. Je parle ici de la compensation nécessaire pour les CPAS pour faire face à la nouvelle vague d'arrivants à la suite de la limitation des allocations de chômage dans le temps. Vous n'avez pas inscrit 500 millions d'euros pour 2027 et 2028. Pourquoi ne l'avez-vous pas fait? Est-ce pour maquiller les chiffres? Même si vous faites des économies d'un côté en limitant les allocations de chômage, le coût des CPAS est énorme. C'est clair qu'il n'y a pas un emploi pour tout le monde. Voulez-vous envoyer la facture aux communes? C'est aussi injuste, car de nombreuses communes augmentent déjà leurs taxes et les charges des CPAS deviennent vraiment intenable.

La Cour des comptes indique également dans son avis que toutes les recettes provenant des épaules les plus larges sont largement surestimées, que ce soit la taxe sur les plus-values ou celle sur les comptes-titres.

Vous nous entraînez dans un cycle infernal où vous faites des économies en attaquant le pouvoir d'achat des gens, alors que celui-ci est justement l'un des moteurs de l'économie. Nous sommes ainsi dans une spirale infernale dont il est impossible de sortir.

Want waar komt dat gat in de begroting nu eigenlijk vandaan? Mijnheer de minister, daar moeten wij het ook nog even over hebben.

De heer Magnette sprak daarnet al over de taxshift van de regering-Michel. Er is een mooi artikel verschenen in *L'Echo*.

Cet article est paru à la suite d'une question que j'avais posée à M. Vandenbroucke concernant les effets du *tax shift*. Il a été confirmé par le ministre Vandenbroucke que les mesures prises par le gouvernement Michel de diminuer les cotisations patronales ont eu comme effet direct un sous-financement de 8 milliards d'euros de la sécurité sociale. Voilà le vrai problème, la raison du trou dans notre sécurité sociale.

Zijn er alternatieven? Natuurlijk zijn er alternatieven.

Laten we kijken naar die lastenverlaging, maar ook naar alle loonsubsidies, verminderingen van sociale bijdragen en belastingverlagingen. Het Planbureau heeft gezegd dat het over 15 miljard euro gaat. In het budget worden de subsidies aan de bedrijven weliswaar een beetje verminderd, maar slechts met 187 miljoen euro. Dat is echt heel weinig. Volgens ons kunnen we die cadeaus wel degelijk in vraag stellen en kunnen we 3 miljard van die 15 miljard euro recupereren.

Ten tweede moeten we natuurlijk middelen halen bij de sterkste schouders. We moeten de fiscale achterpoortjes sluiten, zoals de DBI-af trek – 4 miljard euro per jaar die we mislopen – en de rijken belasten met een echte miljonairstaks. Ik moet zeggen dat ik daar wel blij mee ben, want de collega's van de PS hebben gisteren effectief voorgesteld en verkregen dat Zucman naar het Belgisch Parlement komt om in mei zijn miljonairstaks toe te lichten. We hopen ons daar ook hier op te kunnen inspireren.

Ten derde moeten we natuurlijk stoppen met miljarden uit te geven aan de oorlog, want ook het Rekenhof en het Planbureau zeggen heel duidelijk dat de investeringen in defensie totaal niet gefinancierd zijn en ervoor zorgen dat het vorderingssaldo blijft toenemen.

Chers collègues, je termine.

Vous avez compris que nous ne soutiendrons pas ce budget. Nous nous y opposerons de toutes nos forces, ici comme sur le terrain, comme nous l'avons fait la semaine passée avec plus de 100 000 personnes.

Oui, il existe des alternatives. Il y a de la richesse dans ce pays, mais elle est concentrée entre les mains de quelques-uns que vous avez choisi de protéger. Il est possible de faire contribuer les plus grandes fortunes. Il est possible de revoir les cadeaux fiscaux. Il est possible de renforcer et de financer notre sécurité sociale. Il est possible de choisir la paix plutôt que l'escalade vers la guerre.

Aujourd'hui, vous nous demandez de valider un budget qui fait payer aux travailleurs et aux familles le prix de la crise, de la guerre et de vos choix. Nous refusons cette logique. Nous refusons que la population paie pour vos guerres. Nous refusons le vol de l'index et de nos pensions, et nous ferons tout pour vous arrêter.

01.69 Xavier Dubois (Les Engagés): Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, nous sommes réunis ici pour analyser en profondeur le projet de budget fédéral pour l'année 2026. Cet exercice exige une certaine rigueur, un peu de hauteur de vue, une vision pour le pays. Nous devons répondre aux exigences européennes et aux signaux d'alerte qui nous ont été envoyés pour relever les finances de ce pays, dresser un cap et, enfin, avancer.

Et pourtant, à quel grand cirque des slogans nous assistons! Quel grand cirque nous offrons, une nouvelle fois, à nos concitoyens! Bien sûr, aucune majorité ne s'attend jamais à être félicitée par l'opposition dans cette Assemblée – ce n'est du reste pas son rôle –, mais cette vieille maison mérite de la dignité. Face à ce monde qui bouge sans cesse et nous met constamment à l'épreuve, nous

devons nous adresser à nos concitoyens autrement car ils méritent un discours de vérité.

J'entends à ma gauche des gens qui voudraient rester dans le passé, ne rien changer, s'offusquer, tout critiquer, agiter des mesures magiques alors qu'hier encore ils étaient dans la majorité. Je suis d'ailleurs étonné de leur créativité puisqu'hier encore ils pouvaient faire adopter ces mesures. J'entends à l'extrême gauche des slogans, toujours des slogans: diaboliser les patrons, les entreprises et le système, jouer sur les peurs des plus précarisés en leur faisant croire qu'il n'y a qu'une solution: taxer, taxer et encore taxer. Et j'entends à l'extrême droite ceux qui ne veulent que diviser, rejeter, discriminer. Ce n'est pas aujourd'hui que l'on se convaincra mutuellement bien entendu. Je n'attendais du reste rien d'autre de ce parti dont le seul héritage est d'avoir fait basculer l'histoire de nos démocraties vers le pire qu'ait connu l'humanité.

J'entends beaucoup de choses dans ces débats, mais surtout une énergie déployée pour faire peur aux gens, pour diaboliser cette majorité. Vous avez toutefois manqué une chose: exposer enfin la réalité budgétaire à laquelle nous faisons face – quelle que soit la majorité qui serait en place d'ailleurs –, une réalité qui nous oblige à avoir le courage de changer.

En effet, ce ne sont pas les réformes qui affaiblissent notre solidarité, mais bien l'immobilisme et ce manque de courage politique durant tant d'années. C'est cet immobilisme qui a trop longtemps affaibli notre système de sécurité sociale et nos pensions, fragilisé la lutte contre la fraude et conduit à un désinvestissement dans la Justice, dans la Défense, dans la police et dans notre sécurité.

La vérité, c'est ouvrir les yeux face à un mur car il se rapprochait. Ce n'est pas moi qui le dis, mais les rapports précédents de la Cour des comptes sous la Vivaldi que vous avez sans doute omis de citer, et j'y reviendrai.

Il faut du courage pour placer l'intérêt général face aux perspectives électoralistes, pour adopter des réformes d'ampleur qui ont bien trop souvent été promises, annoncées, mais rarement concrétisées. Ce manque de courage politique n'a finalement eu qu'un seul résultat: nous faire décrocher. Les problèmes de ce pays se sont aggravés et le déséquilibre budgétaire s'est très, trop gravement creusé.

Le vieillissement démographique exerce une pression croissante sur nos systèmes de pension et de soins de santé. Nous devons encourager les carrières longues quand cela est possible, dessiner la Belgique de ces prochaines décennies, celle de nos enfants.

Bref, une société plus sûre, plus juste, plus verte au sein d'une Europe plus indépendante qui ose enfin la fierté. Un monde d'après face aux crises qui se succèdent. Et pour que ce monde d'après soit possible, il faut qu'il puisse reposer sur des fondations stables au niveau budgétaire. Or solidifier ces fondations, c'est ce que fait ce budget: 32 milliards, chers collègues, c'est l'effort budgétaire structurel inédit entrepris par cette majorité. Il n'est pas terminé, bien entendu. Il permet que les intérêts de notre dette cessent de s'emballer. Nous devons poursuivre le travail, mais c'est déjà ici une avancée significative et sérieuse.

Quant à la Cour des comptes et son rapport tant invoqué par certains collègues, permettez-moi de vous dire que je trouve assez amusant de relever qu'un rapport est critique, lorsqu'il s'agit de son principe même. Il a pour vocation de critiquer, c'est le rôle de la Cour en tant que premier conseiller budgétaire du Parlement. Il fut une époque où j'y travaillais. Je connais donc bien sa méthode, sa rigueur, son objectivité. Elles visent à observer, à soulever les points positifs mais surtout à demander des précisions à une majorité et à pointer, bien sûr, les faiblesses de ce qui peut être amélioré.

Ce rapport est qualifié de sévère par une opposition qui a la mémoire courte et ne se souvient pas de ceux qui étaient émis sous la Vivaldi. Vous en faisiez partie, chers collègues, certains même en tant que ministre. "Globalement crédible", ce sont les termes de la Cour en commission pour qualifier le budget de cette majorité. Alors, permettez-moi de vous dire que c'était très loin d'être le cas lors des majorités précédentes. Nous allions dans le mur, selon les précédents rapports de la Cour. La Cour demande ici certaines estimations imparfaites de réformes d'ampleur, des millions sur un effort qui se compte en dizaines de milliards. Bref, ce sont des ajustements logiques lorsqu'on refuse la paralysie et qu'on met en place des mesures ambitieuses et surtout novatrices, donc plus complexes à estimer.

Ce rapport est bien moins critique que par le passé, alors même que nous assumons des

responsabilités que vous avez, il faut le dire, esquivées ces dernières années. Dans le rapport de la Cour des comptes sur le budget 2023, sous la Vivaldi, on peut lire que la Commission constate, par ailleurs, que les dépenses nettes croissent trop fortement par rapport à la croissance économique potentielle. De la même manière, dans le rapport de la Cour sur le budget 2024, il est indiqué qu'un tiers des mesures adoptées par le gouvernement sont de nature technique, comme l'impact financier favorable du bon d'État, la réestimation du rendement de la régularisation fiscale ou, recette de facilité, l'augmentation de la prévision de sous-utilisation des crédits. Autrement dit, des mesures ponctuelles, du court terme, mais pas de mesures structurelles.

Là où nous étions menacés de sanctions par l'Europe, il y a quelques années, nous sommes déjà parvenus à revenir dans les clous européens en respectant le critère des dépenses nettes. Il ne s'agit pas d'un principe déconnecté, il juge de la soutenabilité financière d'un État et vise à éviter qu'un gouvernement ne recoure à des mesures ponctuelles de façade pour afficher un beau résultat, plutôt que de rétablir une trajectoire pérenne et équilibrée de maîtrise des dépenses.

Ce respect du critère des dépenses nettes et la volonté de réaliser les mesures structurelles nécessaires, bien entendu, sont ce qui nous différencie du gouvernement précédent, un gouvernement privilégiant des opérations de court terme.

Voilà de nombreux éléments qui appuient fortement la crédibilité de cette majorité, une majorité qui ne coupe pas à l'aveugle, une majorité dans laquelle Les Engagés ont tracé des lignes rouges, des combats clairs, des marqueurs pleinement assumés. Plus de justice, plus de responsabilités, une lutte accrue contre la fraude, de la solidarité et un budget solide pour les soins de santé.

Au niveau de la responsabilité, avec la réforme du chômage, l'objectif est de faire du chômage un réel tremplin et de permettre à chacun de retrouver sa place au sein de la société, du sens, une identité autour de sa contribution par le travail, car il a bien plus qu'une fonction purement économique, il structure notre quotidien et façonne qui nous sommes. Nous étions le seul pays au monde à prévoir un régime de chômage à vie. Le limiter à deux ans et renforcer notre économie doivent se faire en plaçant l'humain au cœur de nos préoccupations, avec des mesures de soutien concrètes, un accompagnement personnalisé qui tient compte des situations spécifiques et une protection accrue des plus vulnérables.

Les efforts que nous demandons dans le cadre de ce budget sont justes parce qu'ils sont équilibrés. Les Engagés ont veillé au sein du gouvernement et du Parlement à ce que personne ne soit abandonné en chemin, comme en témoigne notre combat de très longue date pour les aidants proches ou le déblocage d'une enveloppe compensatoire de 300 millions d'euros pour les CPAS dans le cadre de la réforme du chômage.

Il s'agit d'une enveloppe ouverte, contrairement à ce que certains laissent entendre. C'est une compensation logique, nécessaire et adaptable en fonction des besoins réels de nos pouvoirs locaux.

Mais se battre pour l'emploi, dans un monde où la concurrence est de plus en plus rude, c'est aussi soutenir nos industries et notre compétitivité. Cette majorité a décidé de consacrer, durant cette législature, près d'un milliard d'euros à la norme énergétique et à la décarbonation en l'investissant dans les entreprises les plus exposées au coût de l'énergie et à la concurrence internationale. Il s'agit d'un signal clair en faveur de nos entreprises belges et de l'emploi.

Comme je l'ai déjà dit, nous voulons également plus de justice. Il est crucial que chacun contribue à la hauteur de ses moyens, car cette contribution est la condition d'un véritable vivre-ensemble. À ce titre, nous assumons pleinement de demander une contribution historique aux épaules les plus larges. Je la qualifie d'historique car j'entends sans cesse le PTB crier et rester au stade des slogans dans nos rues, et le PS la revendiquer sans avoir obtenu d'avancées significatives en la matière dans les gouvernements précédents. Nous, nous aurons un résultat: 2 milliards d'euros à l'horizon 2029.

Que vous le vouliez ou non, vous en rêviez, et nous l'avons fait, qu'il s'agisse de la taxe sur les plus-values, du durcissement de la taxe sur les comptes-titres, de la taxe bancaire, ou encore d'une opération de régularisation fiscale qui permettra à l'État de récupérer une part des fonds non déclarés qui échappent aujourd'hui à l'impôt. Bref, jamais les plus aisés de notre société n'ont autant contribué à l'effort commun.

La justice, c'est aussi lutter contre la fraude. Je le répète, cette lutte doit être une priorité absolue, qu'il s'agisse de la fraude sociale – avec l'engagement de 377 inspecteurs supplémentaires – ou de la fraude fiscale. C'est ce que nous ferons grâce à la création d'un parquet national financier et au recrutement de nombreux inspecteurs fiscaux et sociaux. Éviter l'impôt, c'est abîmer la cohésion sociale.

Ces efforts servent à assainir les finances publiques, à réduire nos dépenses, à faire vivre notre économie et à créer de nouvelles recettes auprès de celles et ceux qui fraudent. Mais ils servent surtout à financer nos nombreuses priorités, en matière de santé, d'abord. Dans le contexte budgétaire difficile que nous connaissons, la santé a été préservée. Le budget de l'INAMI a augmenté de 1,485 milliard par rapport à 2025. Nous continuons donc à investir dans ce secteur, mais aussi à renforcer l'impact des budgets octroyés, à analyser les politiques publiques, à renforcer ce qui fonctionne, ce qui améliore la vie des patients et donc notre système de soins. Lutter contre les gaspillages ou la fraude, c'est cela, une gestion saine des deniers publics.

Pas seulement dépenser, mais bien dépenser. Soutenir davantage ceux qui ont le plus besoin et prendre soin de ceux qui prennent soin.

Nous sommes également heureux d'avoir un budget et des politiques qui avancent dans la transition verte, en intégrant des enjeux environnementaux et énergétiques. Je salue ici l'action de notre ministre Crucke pour un budget qui soutient nos ambitions climatiques en respectant nos engagements européens et internationaux et en soutenant nos industries et nos concitoyens.

Il ne peut y avoir de véritable sécurité pour nos concitoyens sans une justice forte, et il n'y a pas de justice forte sans les moyens nécessaires pour la faire fonctionner. À l'heure où l'autorité des juges est remise en cause, chez nous, en Europe et à l'international, renforcer notre système judiciaire n'est pas une option; c'est un impératif pour défendre notre État de droit.

01.70 Patrick Prévot (PS): Monsieur Dubois, vous avez parlé de discours vérité dans votre introduction. Vous le savez, depuis que la guerre en Iran a débuté, le prix du diesel a flambé à la pompe. Il est à plus de 2 euros le litre actuellement.

Depuis le début de cette guerre qui n'est pas la nôtre, il faut maintenant compter plus de 1 000 euros en plus pour remplir la cuve à mazout. Pendant que les familles comptent chaque euro pour se chauffer et pour se déplacer, vous avez décidé d'augmenter les taxes.

Puisque vous avez parlé de discours vérité, je suppose que vous serez franc, honnête et transparent avec nous. Tout d'abord, pourquoi n'avoir pris aucune mesure alors que les prix flambent? Qu'avez-vous prévu concrètement pour diminuer la facture des citoyens et des entreprises?

M. Piedboeuf a parlé tout à l'heure, tel un mantra, du cliquet inversé, sans dire quand ni comment. Est-ce vraiment sur la table? Y êtes-vous favorables, au niveau des Engagés? Pouvez-vous nous assurer que si le cliquet inversé est adopté, vous n'allez pas le compenser avec une autre taxe?

01.71 Xavier Dubois (Les Engagés): La mesure qui a été prise, je pense qu'il faut le rappeler, l'a été dans un cadre européen, puisque différents partis – dont le vôtre – ont décidé, au niveau européen, d'augmenter la TVA sur les énergies fossiles d'ici 2030. Nous avons décidé d'anticiper cela.

Deuxième élément, il faut rappeler aussi que ce *tax shift* vise à diminuer les accises sur l'électricité. Un élément important qu'il faut rappeler est qu'il y a une diminution au minimum européen des accises pour les bénéficiaires du tarif social. Nous protégeons donc bien entendu les plus faibles en la matière.

Deuxième chose, il faut arrêter de faire peur. Il y a une augmentation. Elle est là. Il faut être vigilants. Mais nous sommes loin des augmentations que nous avons connues en 2022-2023.

Une autre chose à dire, c'est que dans la loi-programme dont nous avons discuté, une augmentation des accises sur l'essence et le diesel est prévue, mais ce n'est pas pour cette année. C'est pour le 1^{er} janvier 2027. D'ici là, nous avons bien entendu encore le temps de revoir les choses.

Enfin, la solution n'est pas dans la révision de cette mesure. Elle est dans une mesure de protection réelle, concrète, efficace. C'est ce que j'ai proposé avec une proposition de résolution, dont j'ai parlé ici lors des questions d'actualité récemment, renforçant le mécanisme de protection des prix.

On doit le faire vite pour qu'il protège beaucoup plus. Actuellement, il ne protège pas assez, seulement 6 % au-dessus d'un plafond. Il doit protéger toutes les énergies, pas seulement l'électricité et le gaz, mais aussi le diesel et le mazout. Il faut aussi protéger les bénéficiaires du tarif social, qui en sont exclus pour l'instant, ce qui n'a bien entendu aucun sens.

J'espère donc que la proposition de résolution que nous avons déposée amènera des résultats concrets et rapides le plus vite possible.

01.72 Patrick Prévot (PS): Monsieur Dubois, vous dites qu'il ne faut pas faire peur aux gens. Je pense que les gens n'ont pas attendu pour avoir peur. Ils le voient concrètement tous les jours, à chaque fois qu'ils font le plein de la voiture. Pour une citadine normale, nous arrivons à des pleins qui dépassent parfois les 100 euros. Je l'ai dit, il faut plus de 1 000 euros supplémentaires pour remplir sa cuve à mazout. Nous ne sommes pas ici en train d'agiter la peur pour les citoyens; ils la vivent concrètement.

Cette guerre a débuté le 28 février et ce gouvernement n'a strictement rien fait. Nous avons déposé une proposition de loi. Vous nous dites qu'avec Les Engagés, vous avez déposé une proposition de résolution alors même que vous faites partie du gouvernement. C'est risible. C'est uniquement pour faire de la communication, mais structurellement, vous n'avez strictement rien fait, et aujourd'hui, vous n'avez rien fait pour faire baisser le prix à la pompe et faire baisser le prix pour les gens qui se chauffent au mazout.

01.73 Sophie Thémont (PS): Monsieur Dubois, j'aime bien recevoir des leçons, puisque vous semblez très bien connaître le Parti Socialiste.

Parlons un peu de votre réforme du chômage qui constitue un véritable tsunami social. Vous l'avez élaborée, comme j'ai déjà eu l'occasion de l'indiquer, dans la précipitation, sans y apporter aucune nuance ni vous préoccuper des travailleurs ALE. Vous avez parlé tout à l'heure des aidants proches, mais notez que ce n'est qu'un petit pas, vous qui les défendez si bien. On peut également parler des professeurs d'académie qui n'ont que quelques heures par semaine et des travailleuses de Cora de plus de 50 ans. Vous n'avez rien anticipé. Tout le monde vous avait prévenu. Vous êtes venu à la dernière minute, alors que votre parti siège au gouvernement, avec cette réforme du chômage. Donc, aujourd'hui, ces gens vont devoir se tourner vers les CPAS et arrêter parfois de travailler pour retourner à la case "foyer". Dites-moi, monsieur Dubois, ce que vous allez faire pour toutes ces mamans solo que vous défendiez dans votre programme et qui vont perdre une grande partie de leur pouvoir d'achat.

01.74 Xavier Dubois (Les Engagés): Pour les mamans solo, plusieurs points sont à souligner. L'un d'entre eux me tient particulièrement à cœur: c'est la question des pensions et des créances alimentaires. C'est le rôle du Service des créances alimentaires (SECAL). Il convient de souligner cette avancée, ce gain que nous avons obtenu dans le cadre de l'enveloppe cohésion. Dans l'accord budgétaire, nous avons donc obtenu ces moyens pour avancer vers une véritable automatisation du paiement des dépenses par le SECAL. J'ai introduit une proposition de loi à ce sujet. Des budgets nous ont été accordés. Nous pourrions bientôt vous présenter une réforme d'envergure destinée à réduire la charge mentale qui pèse sur les mamans solo, puisque ce sont essentiellement des mamans qui bénéficient du SECAL et qui sont victimes de ce système. En ce sens, c'est une réponse concrète à un problème bien précis que nous apportons, en l'accompagnant de moyens budgétaires.

01.75 Sophie Thémont (PS): Vous avez uniquement parlé des mamans solo, mais pas des autres groupes. S'agissant du SECAL, je peux en parler puisque j'avais naguère déposé un amendement pour supprimer le plafond qui y était prévu.

Qu'avez-vous promis concrètement aux gens? Ce sont 450 euros de plus pour les travailleurs, un soutien renforcé aux pensionnés, un refinancement de la santé, une attention aux étudiants et aux familles. Voilà pour vos slogans de campagne. Aujourd'hui, nous pouvons essayer de faire les comptes avec vous, puisque vous êtes en train de dire que le Parti Socialiste est toujours occupé à semer la bisbrouille un peu partout. Si nous faisons les comptes, nous constatons que les 450 euros sont absents, que le pouvoir d'achat recule, que les pensionnés attendent toujours, que la santé est sous-

financée, que les familles ne reçoivent rien du tout. Surtout, vous aviez dit quelque chose de très clair pendant la campagne, mais vous faites exactement le contraire aujourd'hui, monsieur Dubois. Vous promettiez de mieux rémunérer le travail, et vous organisez une perte de pouvoir d'achat. Vous promettiez de protéger les revenus, et vous les affaiblissez. Vous promettiez de soutenir les classes moyennes, et ce sont elles qui paient la facture. Derrière les bons mots "revalorisation du travail" et "réformes ambitieuses", c'est plus de flexibilité. La réalité sur le terrain, monsieur Dubois, je vous invite à l'observer, car elle est vraiment très brutale.

01.76 Xavier Dubois (Les Engagés): Je vais revenir à la question de Mme Thémont, car il est important d'y répondre.

J'ai dit qu'il fallait parler vrai. La promesse de campagne figurant dans notre programme n'est effectivement pas encore mise en œuvre. Toutefois, chacun sait que lorsqu'un parti participe à un gouvernement et conclut un accord, il ne peut pas appliquer l'ensemble de son programme. C'est une réalité partagée par tous. Il suffit d'ailleurs d'examiner ce qu'il en est de votre côté. La taxe sur les millionnaires figurait également dans votre programme. Elle n'a jamais été mise en œuvre et vous revenez aujourd'hui sur cette question alors que vous êtes dans l'opposition. Il s'agit là d'un exercice de vérité nécessaire.

En revanche, toute une série de mesures, notamment dans le cadre de la réforme de l'impôt des personnes physiques, vont améliorer la situation. Vous me dites que je ne connais pas le terrain. Je suis bourgmestre, je connais le terrain et je rencontre des personnes en difficulté. Je m'efforce d'y apporter des réponses concrètes.

01.77 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Monsieur Dubois, vous avez évoqué la pension alimentaire d'une mère seule. Pour ma part, je souhaite aborder la question des pensions des femmes. Aujourd'hui, les femmes qui partent à la pension perçoivent en moyenne une pension inférieure de 17 % à celle des hommes. Je ne comprends pas comment vous, Les Engagés, le parti qui met en avant la famille, avez pu accepter une réforme des pensions qui nuit aux femmes. Toutes les mesures que vous y avez prévues les pénalisent davantage. L'âge de départ à la pension, le malus pension – 33 % pour les femmes contre 13 % pour les hommes –, les périodes assimilées, la pension de survie ou encore la pension de divorce: toutes ces mesures attaquent davantage les femmes.

Monsieur Dubois, comment avez-vous pu accepter une telle réforme?

01.78 Xavier Dubois (Les Engagés): Je pense qu'il faut examiner l'ensemble des éléments. J'ai lu que la réforme proposée va réduire l'écart de pension entre les femmes et les hommes, même si cet écart subsiste. Nous devons continuer à nous battre pour le réduire. Pour y parvenir, il faut permettre aux femmes d'accéder plus facilement à l'emploi. Cela suppose une série de mesures, tant au niveau fédéral qu'au niveau des régions et des communautés, notamment en matière d'accueil de la petite enfance. Ce n'est pas le sujet du débat d'aujourd'hui mais c'est à mon sens un élément important. Le débat d'aujourd'hui porte sur le budget. Un débat spécifique sur la réforme des pensions aura lieu et nous aurons l'occasion d'en approfondir l'analyse, en détail, en commission et en séance plénière, avec le ministre.

01.79 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Monsieur Dubois, je ne vois pas sur quelle base vous osez affirmer que cette réforme réduira l'écart entre les pensions des hommes et des femmes. Une étude d'impact du Bureau fédéral du Plan est attendue. Le Conseil d'État a déjà été très clair: pour lui, cette réforme est discriminatoire et doit être revue. Elle est injuste pour l'ensemble des personnes concernées et particulièrement pour les femmes. Les débats à venir seront particulièrement vifs, car nous ne laisserons pas passer cette réforme en l'état.

01.80 François De Smet (DéFI): Monsieur Dubois, vous avez évoqué le parquet national financier. Quelle belle idée, si belle qu'elle n'était pas dans le programme des Engagés, mais seulement dans le programme de DéFI! Mais cela ne me pose pas de problème, je ne suis pas contre le braquage des bonnes idées, si c'est pour la bonne cause et si c'est bien fait. Et c'est là que j'ai éventuellement un problème.

Premièrement, vous avez déjà perdu la bataille du caractère indépendant de ce parquet. Vous l'avez perdue face à la ministre de la Justice. Deuxièmement, pour rappel, seuls 5 à 6 % des signalements à

la CTIF sont traités par la justice. Vous proposez une équipe de dix magistrats spécialisés. C'est bien, mais ce n'est pas suffisant. Troisièmement, et c'est la Cour des comptes qui nous le dit, le rendement semble revêtir jusqu'à présent un caractère imaginaire puisqu'on table sur un montant de 175 millions d'euros, et que la Cour nous dit qu'aucune méthodologie ne justifie ce chiffre, qui paraît donc purement gratuit.

Ma question est simple, et elle est sincère. Comment parviendra-t-on à un tel rendement avec si peu de magistrats?

01.81 Xavier Dubois (Les Engagés): Je n'ai pas les chiffres exacts concernant ce qui pourra être réalisé avec ce parquet. Je pense d'ailleurs que c'est assez compliqué de l'imaginer. Si vous-même avez des informations ou des évaluations qui ont été réalisées dans le cadre de votre programme, ce serait bien de nous en faire part, et nous analyserons cela. Mais honnêtement, nous devons effectivement voir ce qui pourra être réalisé.

L'important, c'est que nous avons obtenu ce parquet national financier, qui représente une réelle avancée. S'agissant des résultats, on parle en France de 10 à 12 milliards de revenus. Bien entendu, nous ne réaliserons pas un tel chiffre, mais en attendant, nous devons tous nous féliciter que ce parquet soit en place. Avançons avec ce qui a été obtenu, les moyens qui sont à disposition, et nous nous améliorerons par la suite pour faire en sorte que les prévisions se réalisent.

C'est surtout aussi un signal fort qui est donné. Ce nouveau parquet revêt une grande valeur symbolique, et nous devons la communiquer.

01.82 François De Smet (DéFI): C'est vrai. Je vous laisse désormais ce parquet. Nous avons un pied dans la porte et nous devons en faire quelque chose.

Le rendement possible en Belgique, pour nous, c'est un milliard par an, en rythme de croisière. Comment pourra-t-on y arriver? Pour nous, l'investissement est insuffisant. Nous ferons tout notre possible pour vous aider de manière constructive quand le texte nous arrivera au Parlement – puisque c'est d'ici qu'il devrait venir.

Simplement, je crois que nous constaterons rapidement qu'on a affaire à des réseaux criminels tellement sophistiqués, tellement bons dans le blanchiment d'argent et dans la logistique, que le niveau de spécialisation requis devra dépasser les dix magistrats. J'encourage vraiment le gouvernement, en ce compris Les Engagés, à enclencher la deuxième sur ce parquet, qui est une très belle idée. Je n'ai pas de souci à mettre tout le programme de DéFI à votre disposition.

01.83 Alexia Bertrand (Anders.): Mijnheer Dubois, ik moet eerlijk toegeven dat ik verrast ben. Uw minister, minister Prévot, steunt namelijk een rechtszaak tegen mevrouw Van Bossuyt. Hij argumenteert dat mevrouw Van Bossuyt de regels inzake asiel en migratie niet respecteert en haar beleid handhaaft, tot er een uitspraak komt van het Europees Hof. Dat is helemaal nieuw en ongezien en dus vraag ik mij af of u morgen wel op de groene knop zult drukken. Zult u het budget voor asiel en migratie goedkeuren en dus het beleid van mevrouw Van Bossuyt steunen?

01.84 Xavier Dubois (Les Engagés): Cela ne relève pas du débat budgétaire, mais je peux vous répondre. Nous avons déjà adopté des lois au mois de juillet passé. Ces lois sont remises en question. Nous avons eu tout un débat la semaine passée. Je n'ai pas été convaincu par les éléments de réponse de la ministre. Je pense que mon président de parti ne l'a pas été non plus. Dans ce cadre, il y a un recours devant le Conseil d'État qui est pendant et nous attendons de voir le résultat de ce recours. Il sera absolument nécessaire d'en tenir compte. Pour nous, c'est une évidence. Il faudra respecter cette décision de justice.

01.85 Alexia Bertrand (Anders.): Monsieur Dubois, ce que vous dites est inédit. C'est du jamais vu, c'est une toute nouvelle méthode. Il n'y a pas d'accord au sein du gouvernement, alors on va au tribunal et on soutient une action. Vous avez tant reproché à M. Bouchez de faire de la "particip-opposition", mais c'est un petit joueur par rapport à ce que vous faites ici! C'est extraordinaire!

U stapt gewoon naar de rechtbank! Dat is ongezien!

Eigenlijk is dat gewoon de zoveelste illustratie van de verdeeldheid in uw regering, of het nu gaat over Iran, Rusland, Israël, het voorstel van de minister van Justitie, de accijnzen, de militairen op straat of het omgekeerde cliquetsysteem, waarvan we nog steeds niet weten wat uw plannen ermee zijn. Het is ongelooflijk en ongezien. En dan vraagt u dat de bevolking u ernstig neemt? Ik weet niet wat ik daarvan moet denken. Ik zal er een nieuwe naam voor moeten uitvinden. Het is geen *particip-opposition*, maar *particip-judiciarisation*. Dat is helemaal nieuw. Proficiat met die nieuwe methode, ze toont voorwaar de goede banden in uw regering.

01.86 Dimitri Legasse (PS): Monsieur Dubois, nous avons eu il y a quelques semaines une audition en commission de l'administrateur général de la Régie des Bâtiments. La conclusion de cette audition était sans appel, je le cite: "Jamais on ne nous a imposé une telle économie structurelle." Cette économie structurelle a été décidée lors des négociations gouvernementales et des négociations budgétaires, et on parle de 250 millions en moins pour cette législature à ajouter aux coupes linéaires d'1,8 %. Cela représente absolument toutes les rénovations de la Régie. Nous le savons. C'est cependant loin d'être un luxe face à des palais de justice qui s'effondrent, des prisons insalubres, des musées fédéraux épuisés, des locaux de la police fédérale où il pleut littéralement à l'intérieur. Autant de nécessités qui ne seront pas rencontrées.

Dans le contexte budgétaire que nous évoquons aujourd'hui, comment allez-vous assurer leur bien-être au travail ou ne serait-ce que des conditions de travail acceptables?

01.87 Xavier Dubois (Les Engagés): Ce sont bien entendu des économies importantes. Nous n'allons pas le nier puisque c'est la réalité. Il faut beaucoup plus d'efficacité en matière de gestion des bâtiments. Je pense que l'administrateur en est conscient et s'engage dans cette voie. À côté de cela, des moyens sont débloqués. Des moyens importants pour la justice ont été débloqués. Des moyens importants pour lutter contre la surpopulation carcérale également. Tous ces moyens vont être injectés pour améliorer la situation dans les ministères régaliens. C'est important de savoir fixer des priorités. C'est en ce sens que les moyens supplémentaires obtenus vont permettre de garantir un service de qualité au public et de bonnes conditions pour l'ensemble du personnel concerné.

01.88 Dimitri Legasse (PS): M. Dubois n'a sans doute pas eu les mêmes documents que moi. Il n'y a pas un euro prévu pour ce faire. Il n'y a aucun moyen, si ce n'est à l'horizon 2035. Je vous invite vraiment à reprendre connaissance des documents budgétaires.

01.89 Khalil Aouasti (PS): Cher collègue Dubois, à partir du moment où on était dans le débat sur le budget, sur les pensions et sur le parquet, à la conjonction de ces trois thèmes, il y a finalement un domaine: la pension des magistrats.

Dans votre réforme des pensions, en avril 2025, votre groupe disait qu'il allait demander au ministre des Pensions, le ministre Jambon, de ne pas inclure les magistrats dans la réforme des pensions parce qu'il y a un déficit d'attractivité, une nécessaire sécurité et, derrière cela, un enjeu d'État de droit: maintenir une fonction attractive qui puisse toujours et encore plus recourir aux meilleurs soldats du service public pour accomplir sa mission. Ça, c'était en avril 2025.

Aujourd'hui, on constate que les magistrats sont inclus dans la réforme des pensions et qu'ils vont perdre entre 20 et 30 % de leur pension lorsqu'ils seront admis à l'âge de la pension. Vous revenez donc en réalité en arrière sur la réforme du statut social des magistrats qui permettait justement de résorber ce déficit d'attractivité. Alors, d'avril 2025 à mars 2026, que s'est-il passé pour qu'une revendication à 9 millions d'euros, ce qui n'est pas grand-chose dans le budget de l'État, soit oubliée par votre groupe politique et que les magistrats et l'État de droit soient à ce point *bypassés* et malmenés?

01.90 Xavier Dubois (Les Engagés): Le rôle des magistrats est absolument important pour nous. Alors ici, il ne s'agit pas d'une question qu'on a oubliée, je peux dire qu'il y a un accord sur les pensions qui sera discuté, je l'ai dit, et je renvoie au débat sur ces pensions à ce moment-là. Ce n'est pas ici qu'on va en discuter. Il y a un débat entier et global à avoir sur le statut général des magistrats. Ce ne sont pas juste les pensions qu'il faut prendre en compte mais c'est toute l'attractivité de cet emploi, de cette fonction absolument importante, que nous devons prendre en considération. Je renvoie donc ici au débat sur la réforme totale des pensions.

01.91 Khalil Aouasti (PS): Monsieur Dubois, chers collègues, il est ici question du budget. On ne dissocie pas les politiques fonctionnelles des politiques budgétaires. Si vous n'avez pas de ligne budgétaire, vous n'avez pas de ligne pour les politiques fonctionnelles. Ce qui se passe aujourd'hui, c'est que les magistrats sont absorbés dans votre réforme des pensions. Ceux-ci vont donc perdre une part conséquente de leur pension. Et là où, sous la législature passée, nous avons repensé le statut social des magistrats pour améliorer l'attractivité et renforcer leur fonction au bénéfice de l'État de droit, ici, vous prenez une mesure, symbolique certes mais néanmoins dogmatique, pour 9 millions d'euros. Pourtant, voici moins d'un an, vous vous étiez encore engagés à ne pas les y inclure et à les protéger, comme d'autres catégories professionnelles ou d'autres catégories de la population. Malheureusement, c'est encore une promesse non tenue.

Alors, on nous dit qu'il se pourrait qu'à travers certains budgets, on leur donne des chèques-repas. Effectivement, vous leur ôtez le pain de la bouche pendant leur pension et vous leur donnez des miettes aujourd'hui. C'est peut-être cela le résumé de votre politique!

01.92 Ludivine Dedonder (PS): "J'ai 35 ans, je cumule deux boulots, je travaille 7 jours sur 7 pour pouvoir élever correctement mes enfants et même ainsi, je me prive tous les jours. Comment vais-je faire demain?"; "J'ai 68 ans, quand j'ai payé mon loyer, mes charges, mes médicaments et mes soins, j'ai à peine de quoi manger. Comment vais-je faire demain?" Ce sont deux témoignages parmi tant d'autres personnes que j'ai rencontrées ces dernières semaines. Je veux ainsi vous parler de ce que vit la majorité des gens de ce pays. Des pensionnés et des travailleurs dont vous avez bloqué l'indexation, dont le salaire et la pension stagnent ou diminuent, tandis que vous augmentez sans gêne les taxes, les accises, et le prix des médicaments et des soins. Ces gens de la classe moyenne qui se lèvent ou se sont levés tous les jours de leur vie pour bosser, prennent aujourd'hui en pleine figure toutes vos augmentations.

Avec vous, ils deviennent des travailleurs pauvres qui doivent cumuler plusieurs jobs pour élever leur famille. Ils deviennent des pensionnés qui ne pourront plus se soigner. Et vous osez dire: "vous en rêviez, nous l'avons fait." Vous êtes là, assis bien tranquillement dans votre fauteuil, à décider de la vie des gens sans connaître leur réalité.

Est-ce donc ça, Les Engagés, votre conception de la récompense du travail?

01.93 Xavier Dubois (Les Engagés): Je ne connais pas les cas particuliers que vous avez évoqués. Je pense que si vous avez effectivement des données précises sur ces cas et les coordonnées de ces personnes, vous ne devez pas hésiter pas à nous les transmettre. On analysera de manière précise ce qu'il en est et nous verrons quelles sont les solutions qu'on peut leur apporter par rapport à leur situation concrète.

Concernant l'indexation, je pense qu'on a eu le débat avec les collègues précédemment. Il ne s'agit pas de sauts d'index. Ces personnes seront indexées jusqu'à 4 000 euros bruts, bien entendu. Je pense qu'il faut aussi dire la vérité. C'est la raison, et c'est la vérité.

Je pense que dans ce sens, nous avons fixé des priorités pour permettre une indexation garantie pour tout le monde. C'est ce qu'il faut retenir de cette réforme.

01.94 Ludivine Dedonder (PS): Mais il ne s'agit pas de cas particuliers! C'est une généralité pour les travailleurs et pour les pensionnés de ce pays, en tout cas, pour bon nombre d'entre eux. Mais visiblement, les travailleurs que vous défendez, ce sont ceux qui gagnent 25 000 euros par mois. Ceux-là, vous les exonérez de cotisations. Mais ceux qui font tourner notre pays, ceux dont vous prélevez déjà la moitié du salaire au niveau des impôts, ne doivent certainement pas être des bons travailleurs, ou n'être pas suffisamment bons pour pouvoir être défendus. Ceux-là, ils ne sont protégés par aucun mécanisme. Ils se prennent en pleine figure toutes vos mesures, toutes vos augmentations.

Votre si beau bilan, en fait, en quoi consistera-t-il? Ce sera creuser encore un peu plus l'écart entre les populations et faire de la classe moyenne des travailleurs pauvres, et des pensionnés de plus en plus pauvres aussi. J'ai l'impression que de votre engagement, visiblement, vous n'en avez que le nom.

01.95 Sarah Schlitz (Ecolo-Groen): Monsieur Dubois, ce week-end, le premier ministre a déclaré dans la presse que, pour ce budget, il n'allait pas recevoir un prix de beauté. Je vous le confirme, c'est du

travail de cochon et, encore, c'est méchant pour les cochons.

Nous craignons ici que l'on assiste à un *bis repetita* de la saga des aidants proches. Nous avons eu des discussions assez endiablées, ici, avec certaines de vos collègues qui ont admis à la fin qu'il aurait fallu obtenir cette exception pour les aidants proches au moment de la négociation. Arriver après la réforme du chômage pour demander une exception au MR, qui n'a aucune intention de l'octroyer, c'est plus compliqué que si on s'y était pris au moment des négociations.

Dans le cadre de ces négociations budgétaires, Les Engagés ont-ils pu mettre en place des balises, des protections pour certains groupes particuliers qui vont subir la violence des mesures alors qu'ils sont absolument légitimes dans leur réalité et dans leur parcours de vie, ou bien allons-nous devoir ramasser les pots cassés pendant toute l'année?

01.96 Xavier Dubois (Les Engagés): C'est une question très générale, très vaste. Vous manquez un peu de précision. Ce que nous avons obtenu, c'est les 300 millions d'euros pour les CPAS, ce qui est un montant très important et une enveloppe ouverte. Même si, effectivement, comme la Cour des comptes le souligne, cela ne sera pas suffisant. Il faudra le vérifier et, si c'est le cas, la loi que nous avons votée permettra et nous obligera d'ailleurs à augmenter les moyens. Ces moyens sont là.

J'ai aussi expliqué le cas du SECAL, pour lequel nous avons obtenu un montant important. Cela répondra à un problème très précis, concret, pour des personnes qui en ont véritablement besoin. Voilà nos priorités, répondre aux cas les plus problématiques avec des solutions concrètes. C'est notre rôle et c'est en ce sens que nous avons avancé et obtenu ces moyens.

01.97 Sarah Schlitz (Ecolo-Groen): La Cour des comptes établit qu'il manque aux budgets 2027 et 2028 1 milliard cumulé. De vrais gros efforts vont devoir être réalisés. Pour le moment, ces montants ne sont pas suffisamment compensés, ce qui entraîne des répercussions sur les budgets des communes et donc sur les citoyens, additionnées aux mesures d'austérité qui sont portées au niveau des régions et de la Fédération Wallonie-Bruxelles, notamment par votre formation politique, avec une augmentation du prix de l'inscription à l'académie, l'augmentation de toute une série de services à la population, du prix de la piscine, le report de l'installation de certains services, comme des halls sportifs, par des communes faute de moyens, ou la mise en place de nouvelles taxes qui sont en train de voir le jour pour pallier la mauvaise compensation de la réforme du chômage. Voilà ce que nous observons sur le terrain.

01.98 Matti Vandemaele (Ecolo-Groen): Mijnheer Dubois, ik kom toch nog eens terug op uw favoriete onderwerp, Asiel en Migratie.

U zegt dat er geen link is, maar wat u doet, is de instroom 'beperken' door de M-statussen de straat op te sturen. Op die manier krijgt u capaciteit vrij in de opvang en kunt u besparen.

Dat is eigenlijk het beleid van mevrouw Van Bossuyt in een notendop. Nu is daartegen een rechtszaak hangende en uw voorzitter zegt die te steunen. Dat is natuurlijk hallucinant, maar goed, de juristen zijn blij dat er een rechtszaak is, de academici zijn blij dat er eindelijk een rechtszaak is en de specialisten zijn blij dat er een rechtszaak is. Nu geldt dat dus ook voor uw voorzitter.

U zit toch in de regering? Is het voor een regeringspartij niet in de eerste plaats de bedoeling op het beleid te wegen en niet achteraf naar de rechter te stappen? Vindt u het trouwens logisch dat regeringspartijen mee procedures voeren tegen het eigen beleid? Vindt u dat logisch?

Cruciaal is natuurlijk wat u gaat doen als de uitspraak tegenvalt. Stel dat het beleid van mevrouw Van Bossuyt effectief wordt vernietigd. Dan zal ze natuurlijk gewoon rechtdoor gaan, zoals ze dat altijd doet. Wat zal Les Engagés op dat moment doen? Blijft u dan in de regering of zult u dan mee uitdragen dat de rechtsstaat ten grave gedragen wordt?

01.99 Xavier Dubois (Les Engagés): Je pense avoir déjà répondu à la question. Mon président y a également répondu. Nous sommes très clairs: si la stratégie avancée ne respecte pas la loi, alors elle devra adapter sa politique. C'est absolument essentiel. Nous ne plaisantons pas avec ce principe. Nous sommes là pour défendre l'État de droit. À ce titre, elle devra tenir compte de ces différentes décisions. C'est, pour nous, absolument primordial.

01.100 Matti Vandemaele (Ecolo-Groen): Goed, maar mocht u dat nu al toepassen, dan is er een probleem, want mevrouw Van Bossuyt legt tientallen arresten naast zich neer. Tientallen uitspraken van rechtbanken wil zij vandaag al niet honoreren, maar dat is voor Les Engagés geen probleem. Wat is dan nog het verschil?

Het mag duidelijk zijn dat Les Engagés mee de verantwoordelijkheid draagt. U stuurt deze winter gezinnen met baby's mee de straat op. U zorgt er mee voor dat gezinnen niet meer samen kunnen zijn via gezinshereniging en binnenkort zult u ook de woonstbetreding mee steunen. Dat is wat Les Engagés echt doet in de regering. Het is allemaal tof en sympathiek om in de media te zeggen dat u tegen bent, maar in de praktijk steunt u dit beleid voor de volle 100 %. Zelfs als mevrouw Van Bossuyt ongelijk zou krijgen, dan nog zou u gewoon meelopen, luisteren en niets doen.

01.101 Xavier Dubois (Les Engagés): Nous pourrions continuer ce débat longtemps, mais je pense que nous n'avons aucune leçon à recevoir de la part d'un parti qui a participé à un gouvernement qui ne respectait pas les décisions de justice et qui ne payait pas non plus les astreintes. Il faudrait donc, de votre côté aussi, avoir la capacité de se regarder dans le miroir.

01.102 Matti Vandemaele (Ecolo-Groen): Nu handelt u echt als een kleuter die tegen de meester of de juf zegt dat de andere eerst heeft gestampt. Sorry, dat doet er niet toe. Uw partij heeft niet de culot om haar standpunt te verdedigen in de regering maar doet dat wel in de gazet. Dat is de waarheid. Dat is wat we hier luid en duidelijk moeten zeggen.

01.103 François De Smet (DéFI): Monsieur Dubois, vous avez évoqué le sens du travail, ce qui est particulièrement intéressant. Il est néanmoins regrettable qu'un parti qui se nomme Les Engagés participe à un gouvernement qui ne crée pas d'emplois. Je vous pose la même question qu'au MR: où sont les emplois de l'Arizona? Je rappelle qu'en Wallonie comme à Bruxelles, nous allons nous retrouver avec deux fois plus d'exclus que d'emplois disponibles. Vous postulez que la fin des allocations de chômage provoquera un choc qui changera la donne.

Dans les faits, les personnes concernées seront orientées vers des flexi-jobs ou vers du travail de nuit, tandis que les emplois à durée indéterminée se feront de plus en plus rares. Lorsque vous parlez de sens du travail et de remettre l'humain au cœur des préoccupations, je veux bien croire à la sincérité de votre discours. Toutefois, c'est précisément ce qui fait défaut dans la politique de l'emploi de l'Arizona. Vous donnez chaque jour vie à un gouvernement dont la logique est essentiellement comptable et qui ne donne aucun sens au travail.

Partagez-vous ce constat?

01.104 Xavier Dubois (Les Engagés): Je ne pense pas qu'il soit pertinent de tirer un bilan de la politique de l'emploi après un an. Les réformes engagées sont importantes et ambitieuses, et leurs effets prendront du temps à se concrétiser. Ces politiques ne pourront produire des résultats que si une collaboration étroite s'instaure avec les régions. Nous sommes également présents dans les gouvernements régionaux en Wallonie et à Bruxelles, ce qui permet de mener une action coordonnée.

Je crois aussi fortement au rôle des pouvoirs locaux dans la réinsertion. En tant que bourgmestre, je constate que des moyens ont été mobilisés au niveau de mon CPAS pour accompagner de manière plus concrète les personnes vers l'emploi et remettre sur le chemin du travail toutes ces personnes qui en sont restées trop longtemps en dehors. Des effets combinés devraient émerger de la mobilisation de l'ensemble de nos institutions.

01.105 François De Smet (DéFI): J'aimerais partager votre enthousiasme, mais je ne perçois pas de stratégie industrielle. Je constate surtout une responsabilisation et un report de charges vers les pouvoirs locaux.

Je ne vois pas non plus de stratégie claire en matière d'intelligence artificielle. La réforme de l'emploi semble reposer sur l'idée que les chômeurs doivent travailler, même en l'absence d'emplois, et que les malades doivent cesser de l'être. Cela va totalement à l'encontre du sens du travail et du respect de l'humain. Nous en mesurerons sans doute les conséquences dans les années à venir.

01.106 **Sofie Merckx** (PVDA-PTB): Monsieur Dubois, vous avez dit plus tôt que vous alliez investir dans les soins de santé avec ce gouvernement. Pourtant, je reçois des témoignages tous les jours de gens qui m'expliquent que les médicaments sont de plus en plus chers. Aujourd'hui, ce gouvernement impose des taxes aux gens, leur fait payer la crise avec toutes ces économies, mais, en plus, il fait payer les malades! J'ai reçu le témoignage de quelqu'un qui a 50 ans, est diabétique depuis son enfance et doit payer 2 euros pour une boîte d'insuline. Mais elle en a besoin de plusieurs pour vivre! Une autre personne m'a expliqué que, avant, elle prenait des médicaments pour son cœur, qui coûtaient 16 euros pour quatre boîtes. Elle est allée à la pharmacie et a payé 38 euros! Ce gouvernement a décidé de faire payer les patients plus cher. Les gens me disent qu'ils ne peuvent plus se soigner, parce que les prix augmentent partout et que la vie est très chère.

Monsieur Dubois, pourquoi avez-vous décidé d'augmenter le prix des médicaments pour les patients?

01.107 **Xavier Dubois** (Les Engagés): Nous investissons en matière de santé. Je le redis fortement: les moyens augmentent, la norme de santé et de croissance est confirmée, et les moyens augmentent encore en 2026. Et des mesures sont prises pour plus d'efficacité, pour plus d'efficacité, pour mieux protéger ceux qui en ont le plus besoin. Vous parlez des médicaments, et du prix de 2 euros la boîte d'insuline. Pour les personnes ayant le statut BIM, c'est 1 euro. C'est en ce sens que nous renforçons les moyens de la santé, en protégeant davantage ceux qui en ont le plus besoin. Je ne connais pas le cas que vous mentionnez, il serait intéressant de l'analyser de manière précise pour voir là où les failles sont encore présentes. Je pense que, dans ce sens, des améliorations seront encore apportées, car tout un travail est effectué pour améliorer l'efficacité et l'efficacité de nos soins de santé. C'est une priorité.

01.108 **Sofie Merckx** (PVDA-PTB): Vous affirmez investir dans les soins de santé, mais, aujourd'hui, vous avez décidé d'aller chercher 140 millions d'euros en rendant les médicaments plus chers. En outre, cette mesure ne sera pas efficace, parce que les gens qui ont des problèmes de cœur ou de diabète, par exemple, ne vont pas se soigner car ces boîtes seront trop coûteuses. Cela nous reviendra plus cher, parce qu'ils vont faire des infarctus, des complications de leur diabète. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) préconise au contraire de rendre les soins de santé accessibles. C'est comme cela qu'on peut soigner les gens convenablement et éviter des frais dans le futur.

01.109 **Nabil Boukili** (PVDA-PTB): Monsieur Dubois, aujourd'hui on voit une flambée des prix et de l'énergie, notamment à cause de la guerre d'agression commencée par les États-Unis et Israël contre le peuple iranien. Une guerre d'ailleurs légitimée par votre ministre des Affaires étrangères, qui était même prêt à s'engager auprès des grandes démocraties comme l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis dans cette guerre.

Cette guerre fait des victimes sur place, mais elle attaque aussi le pouvoir d'achat des travailleurs ici. On a vu la flambée des prix. Le gaz a augmenté, ainsi que le diesel et l'essence.

Et vous, qu'avez-vous fait hier avec votre majorité? Vous avez voté l'augmentation des accises sur le gaz.

Pensez-vous aujourd'hui que le gaz est trop peu cher, qu'on peut augmenter les accises? Comment justifier aujourd'hui, alors que les gens n'arrivent pas à payer leur plein, n'arrivent pas à se chauffer à cause du prix du gaz, qui a augmenté de 500 euros par an par ménage, que vous, vous ayez augmenté les accises hier?

01.110 **Xavier Dubois** (Les Engagés): J'ai déjà été interpellé sur le sujet. J'ai déjà fourni la réponse. Je ne sais pas si vous étiez là à ce moment-là. Sinon, vous pouvez aller réécouter le détail, puisque j'ai répondu en détail sur l'objectif, sur les craintes de la population, sur le fait qu'il faut avoir des réponses claires, précises et rapides, c'est vrai.

Je ne vais pas réexpliquer le tout, mais je pense qu'il faut aussi être correct. Un élément du *tax shift*, puisque c'est de cela que nous parlons, était dans la loi-programme. Ce n'est pas dans le budget; c'est dans la loi-programme. Cela vise aussi à répondre à une obligation européenne, que votre parti aussi a votée. Il faut aussi mettre cela en avant. L'augmentation de la TVA sur les énergies fossiles, vous la soutenez. Je pense qu'il faut aussi pouvoir le dire.

La réponse n'est pas là, comme je l'ai dit tantôt. La réponse est dans un mécanisme de protection qui marche à chaque crise, sans qu'il faille se poser la question à chaque fois qu'il y a une crise.

Ce que j'ai déjà proposé, ce qui est prévu dans une proposition que nous avons déposée, c'est de renforcer le mécanisme de protection des prix. Je pense que nous devons le faire rapidement, effectivement avec une protection plus importante pour l'ensemble de la population en termes de dépassement de plafond, une protection plus importante pour toutes les énergies. Le système actuel ne concerne en effet pas toutes les énergies.

Il faut aussi qu'il intervienne plus rapidement. Pour l'instant, il faut attendre deux trimestres avant qu'il y ait un effet. Il faut que l'effet soit beaucoup plus rapide.

Je pense que c'est en ce sens que nous aurons une protection pérenne et complète de nos citoyens et de nos entreprises.

01.111 Nabil Boukili (PVDA-PTB): Je pense qu'il y a urgence à agir. Il ne faut pas encore attendre des semaines ou des mois sur la question. Vous avez proposé avec votre parti un plafond dont vous avez parlé: un plafond de 100 euros le mégawattheure.

Savez-vous quel est le prix actuel du mégawattheure? C'est 50 euros. À ce prix, les gens payent une facture de 500 euros supplémentaires. Mais Les Engagés leur disent: ne vous inquiétez pas, jusqu'à 50 euros le mégawattheure, c'est encore ok. Nous allons attendre d'atteindre un plafond de 100 euros.

C'est maintenant qu'il faut agir, et c'est aujourd'hui qu'il faut diminuer les prix. Or, vous faites exactement le contraire. Vous les augmentez en augmentant les accises. Vous dites aux gens: attendez, nous verrons comment nous allons agir. Entretemps, vous augmentez les accises. C'est une politique incompréhensible et incohérente, alors que les gens aujourd'hui souffrent de leur facture de gaz.

01.112 Dimitri Legasse (PS): Je vais éviter de faire de la casuistique, monsieur Dubois, afin de ne pas vous amener à me répondre que je dois vous donner un cas précis pour obtenir une meilleure réponse. Je vais au contraire évoquer un collectif: les cheminots.

Aujourd'hui, on veut les opposer aux navetteurs et on les rend presque coupables de leur situation, voire responsables. Certes, ils ont fait de nombreux jours de grève, c'est vrai, mais pour de bonnes raisons, d'excellentes raisons même. Cent millions d'euros d'économies sur le rail sont confirmés cette année, pour une facture totale d'environ 675 millions d'euros d'économies, et sans doute davantage encore.

Qui va payer cette facture de 675 millions? Vous le savez, et vous êtes d'ailleurs concernés, j'imagine, à Walhain. Pensez à ces personnes: les habitants des zones rurales, les navetteurs déjà écrasés aux heures de pointe qui ne verront sans doute aucune amélioration, ceux qui devront parcourir davantage de kilomètres en voiture pour pouvoir prendre le train, alors même que le prix du carburant augmente. Cherchez l'incohérence et l'erreur entre le ministre de l'Environnement et le ministre des Chemins de fer – c'est le même.

Toutes ces économies s'inscrivent finalement dans un contexte particulier, dans une vision. Le ministre se défend de vouloir privatiser, mais c'est bien de cela qu'il s'agit, puisqu'il ne veut pas envisager d'autre solution. Toutes ces économies se font sur le dos des travailleurs, alors même que les études démontrent que les conditions de travail sont catastrophiques.

Monsieur Dubois, je souhaiterais savoir quelle est vraiment la vision en matière de libéralisation et de privatisation, et quelles économies supplémentaires seront encore demandées.

Je vous remercie.

01.113 Xavier Dubois (Les Engagés): Je ne vais pas parler d'économies supplémentaires, mais de solutions concrètes. Il faut absolument que beaucoup plus de personnes puissent prendre le train. Vous avez évoqué le cas de ma commune: il n'y a pas de gare dans ma commune, effectivement. Que faut-il pour pouvoir prendre le train? Il faut des bus. La solution passe par l'intermodalité et je pense que ce sont des solutions concrètes que nous devons développer en concertation avec les régions. Je

l'assume: nous sommes aussi à la Région wallonne et nous devons renforcer et augmenter les services en la matière, afin que chacun puisse effectivement accéder aux transports publics. C'est une solution nécessaire, bien sûr, et partagée à tous les niveaux. Ce n'est pas évident, car il faut trouver les moyens, mais c'est réellement sur cette voie qu'il faut compter pour atteindre l'objectif d'une augmentation du nombre de voyageurs dans les transports publics.

01.114 Dimitri Legasse (PS): C'est complètement extraordinaire. Deux ministres issus de la même formation politique ne parviennent pas, dans le cadre de conférences interministérielles ou de discussions peut-être plus informelles, à avancer sur le sujet. La réponse que vous nous proposez ne peut venir que de votre formation politique et, c'est le moins qu'on puisse dire, elle tarde à se concrétiser.

Sur la question du billet ou de la tarification, il n'y a toujours pas de solution, alors que cela fait des mois que nous en parlons. Ce sont donc bien les navetteurs qui vont payer, ainsi que les cheminots, qui ont raison de continuer à se battre. Il ne s'agit pas de les opposer, mais au contraire de trouver de véritables solutions plutôt que de réaliser des économies dans ce secteur.

Je vous remercie.

01.115 Khalil Aouasti (PS): Cher collègue Dubois, nous nous connaissons puisque nous siégeons ensemble en commission de l'Intérieur. Je connais vos convictions personnelles et je sais qu'elles sont parfois en grand décalage avec celles de la ministre de l'Asile et de la Migration. Cela dit, il y a aussi une réalité. Les désordres du monde – que nous connaissons en Ukraine, en Iran, à Gaza, en Palestine, mais aussi au Mali ou au Soudan – font qu'inexorablement des êtres humains cherchent à se protéger et à venir en Europe. Nous savons aussi que, lorsque la ministre indique que ce serait sa politique qui aurait réduit le nombre de personnes arrivant en Belgique, elle ment puisque l'on constate, à l'échelle européenne, une baisse totale de 16 % qui découle d'un calme relatif dans le monde, ayant conduit à une réduction du nombre de personnes cherchant un refuge. Elles sont bien là. Or votre budget prévoit 250 millions d'euros d'économies, et c'est énorme, dans le réseau d'accueil des demandeurs d'asile alors même que la Cour constitutionnelle a suspendu les réformes que vous aviez entreprises en juillet dernier, alors même que le Conseil d'État a annulé une circulaire antérieure et identique à celle qui est prise aujourd'hui, alors même que des incertitudes existent et alors même que, dans cette Assemblée, votre chef de groupe a exhorté la ministre à respecter les décisions de justice. Comment peut-on concilier 250 millions d'euros d'économies avec le respect de l'État de droit, des décisions de justice et, simplement, de la dignité de ces hommes et femmes qui fuient la guerre?

01.116 Xavier Dubois (Les Engagés): Merci pour votre intervention.

En effet, ce n'est pas en communiquant et en recourant à des slogans que l'on va régler le problème de la migration. Je partage donc votre vision de cette question. Nous devons affronter la réalité et répondre à nos obligations internationales en accueillant les personnes qui viendront chez nous et qui correspondront aux critères d'accueil. Par conséquent, nous devons adapter les budgets. Ce sera le cas si nous devons nous conformer à nos obligations internationales en cas d'afflux important. Ce n'est pas le tout de communiquer. À un moment donné, il faut regarder les faits et adapter nos budgets à la réalité.

01.117 Khalil Aouasti (PS): Je vous remercie de votre réponse.

Mais, si j'entends bien la ligne politique qui est désormais la vôtre, et je la saluerai si elle se maintient, c'est l'exact contraire du "quand on veut, on peut" qui a été martelé avec force deux semaines d'affilée dans cet hémicycle et qui traduit un total mépris pour l'État de droit. Ce que vous dites aujourd'hui à la ministre, ce n'est pas "quand on veut, on peut", mais "quand il faut, on doit". C'est donc une autre ligne politique, monsieur Dubois, qui est incompatible avec les économies que vous projetez de 250 millions d'euros dans votre budget. Cela signifie que votre budget que vous soumettez au vote n'est pas réaliste, à tout le moins sur ce plan-là. Il existe d'autres exemples tels la TVA à 250 millions – et nous sommes déjà à un demi-milliard – ou la Justice qui a besoin de 100 millions – nous sommes à 600 millions –, et ainsi de suite. En tout cas, dans ce dossier, il y a 250 millions qui doivent servir non pas à gérer une politique et la promotion personnelle d'une ministre, mais à rétablir de la dignité humaine et l'État de droit dans ce pays.

01.118 Hugues Bayet (PS): J'ai une petite question technique, monsieur le député. Vous avez parlé plus d'une fois d'enveloppes ouvertes pour les compensations des CPAS. Cela fait un bon moment que je suis actif en politique, mais je n'avais encore jamais entendu cela. Qu'est-ce qu'une enveloppe ouverte? Pouvez-vous m'expliquer sur quelle législation repose le concept, sur quelle circulaire? Comment cela fonctionne-t-il?

Par ailleurs, je suppose que le terme "enveloppe ouverte" implique que l'on peut y mettre tous les montants qu'on veut, et que donc tous les CPAS qui en éprouvent le besoin pourront faire une demande. Mais qu'est-ce que cela signifie exactement? Ne faudra-t-il plus repasser par le gouvernement? L'accord existant est-il une ligne ouverte? Ce serait très bien, du reste.

Dans votre commune comme dans tant d'autres, les "seulement 30 % de gens" qui allaient s'adresser aux CPAS sont finalement bien plus nombreux. Les demandes seront donc beaucoup plus importantes. Comme nous parlons ici du budget, il est tout de même important de savoir ce qu'est ce mécanisme d'enveloppe ouverte, quel montant y figure encore ou quel montant en a déjà été consommé.

01.119 Xavier Dubois (Les Engagés): Ce n'est pas que les CPAS peuvent demander et obtenir ce qu'ils veulent. Une loi a été votée, qui fixe des montants d'aide et de compensation en fonction des différents types de dossiers. Ces montants doivent être respectés.

La loi ne parle pas de 300 millions d'euros, mais bien de montant par dossier. Si les montants sont justifiés par rapport à cette loi, nous devons bien entendu compenser les CPAS. Si, au contraire, les 300 millions d'euros s'avèrent *in fine* insuffisants, nous devons adapter l'enveloppe de 300 millions d'euros au moyen d'un ajustement budgétaire. C'est comme cela qu'on fonctionne.

Je n'ai pas toutes les informations à ce stade, mais je ne peux imaginer que les 300 millions d'euros soient déjà consommés, sûrement pas. Nous aurons l'occasion, dans le cadre du contrôle budgétaire, de vérifier l'évolution de la situation dans les CPAS et d'adapter. Ce sera une obligation légale, donc inscrite dans la loi: nous devons répondre aux demandes des CPAS par rapport aux montants qui sont inscrits par dossier. C'est comme cela qu'on fonctionnera.

01.120 Hugues Bayet (PS): C'est bien ce qui me semblait. Vous appliquez la législation et vous travaillez par ajustement budgétaire. Arrêtez donc de dire qu'il y a une enveloppe ouverte. L'enveloppe n'est pas du tout ouverte. Un certain montant est inscrit au budget et, s'il est insuffisant, il faudra repasser par le gouvernement et obtenir son accord. Au moins, les choses sont claires.

On nous fait croire qu'il n'y aura jamais de problème avec les CPAS. Nous verrons cela puisque, manifestement, ce n'est pas du tout une enveloppe ouverte. Des montants ont été définis. S'ils sont dépassés, il faudra en rediscuter. Dès lors, cessez de parler d'enveloppe ouverte, c'est totalement faux.

01.121 Xavier Dubois (Les Engagés): Il s'agit d'une obligation légale, donc une dépense obligatoire, comme il y en a quantité d'autres. Quand les dépenses obligatoires sont là, il faut effectivement procéder à des ajustements, et parfois augmenter les moyens. C'est ce que cela veut dire, tout simplement.

En l'occurrence, nous n'aurons donc pas le choix. L'accord a été obtenu, la loi est passée. Tant que cette loi existe, elle est contraignante et les moyens doivent être débloqués. La première chose qu'on examine lors d'un contrôle budgétaire, ce sont les dépenses obligatoires. Les compensations aux CPAS feront partie des dépenses obligatoires, et les montants seront donc alloués.

01.122 Hugues Bayet (PS): C'est encore pire que ce que je pensais. Vous venez de me dire ici, dans votre deuxième réplique, qu'il s'agit d'un droit de tirage. De deux choses l'une. Soit vous utilisez la technique habituelle, à savoir un article budgétaire dédié aux compensations pour les CPAS. Dans ce cas de figure, si le montant est insuffisant, vous devrez revenir au gouvernement pour un ajustement budgétaire – que vous obtiendrez, ou pas, ou peut-être, ou "on verra", ou "reporté aux vacances", ou "après la taxation sur les accises", etc. Soit vous avez vraiment un droit de tirage. Il faut arrêter de raconter n'importe quoi. C'est l'un ou l'autre.

Je crois donc que ce concept d'enveloppe ouverte n'est qu'une formulation communicationnelle visant à faire croire que vous avez gagné quelque chose et que des millions d'euros sont encore disponibles

pour les CPAS. Mais ce n'est manifestement pas le cas puisque, vous l'avez répété par deux fois, vous appliquerez la loi. Ce ne sont donc pas des enveloppes ouvertes.

01.123 Caroline Désir (PS): Monsieur Dubois, vous nous avez parlé d'un budget solide pour les soins de santé. Vous avez même parlé d'investissements. Mais il faut appeler un chat un chat, monsieur Dubois. Quand on impose près d'un milliard d'euros d'efforts au budget des soins de santé en 2026, puis encore plusieurs centaines de millions d'euros les années suivantes, ce ne sont pas des gains d'efficience mais bien des économies budgétaires.

Derrière vos tableaux budgétaires, il y a des vies. Que direz-vous à celles et ceux qui voient le prix d'un médicament vital ou d'une consultation augmenter? Êtes-vous conscient que, dans un budget familial déjà serré, quelques dizaines d'euros par mois font toute la différence?

Lors de notre visite à l'hôpital Saint-Pierre avec la commission, la cheffe du service des maladies infectieuses nous a expliqué que, depuis l'augmentation du prix des traitements antirétroviraux et des traitements contre la tuberculose, certains patients, déjà vulnérables, ont déjà tout simplement renoncé à se soigner.

Remettez-vous aussi en cause les témoignages des acteurs de terrain? Que dites-vous à ces patients qui doivent renoncer à un traitement à la suite de vos décisions d'économies budgétaires? Leur dites-vous encore que leur santé est votre priorité?

01.124 Xavier Dubois (Les Engagés): Nous avons déjà eu plus ou moins la même question, et j'y ai déjà répondu. Les investissements et l'augmentation des moyens sont bien là. Ils vont évidemment au-delà de la simple indexation: c'est une réalité.

Il y a, en parallèle, des mesures d'efficience qui sont demandées. Comme je l'ai déjà dit, ces mesures visent à faire en sorte que nous puissions mieux protéger celles et ceux qui en ont le plus besoin. Les cas que vous évoquez sont effectivement des cas prioritaires. Ils devront être analysés de manière précise. Mais l'objectif reste clair. Il est de prioriser les dépenses de santé pour celles et ceux qui en ont le plus besoin. Cela reste notre priorité.

01.125 Caroline Désir (PS): Je vous remercie, monsieur Dubois, mais vous savez bien que la norme de croissance que vous avez obtenue est insuffisante. Vous plaidez vous-même pour une norme à 3,5 %, et vous n'en avez obtenu que 2 %. Cela ne couvre pas, aujourd'hui, l'augmentation des besoins de la population. Par ailleurs, vous imposez des économies inédites dans le budget de la santé.

L'augmentation du prix de médicaments importants – comme pour le VIH, le diabète ou le cancer – touche directement les patients dans leur portefeuille. Il en est de même pour les médicaments pour l'estomac ou contre le cholestérol, désormais moins bien remboursés. L'augmentation des consultations chez les sages-femmes et chez les médecins alourdissent aussi la facture pour les patients.

Les conséquences sont très concrètes, et nous les avons entendues sur le terrain, à travers le témoignage de cette cheffe de service. Et non, les plus fragiles ne sont pas protégés par le maximum à facturer, puisque 90 % de la population n'atteint pas ce plafond et verra donc sa facture de soins augmenter. Dans un contexte où déjà trop de Belges renoncent à des soins pour des raisons financières, toutes vos mesures ne feront qu'aggraver la situation.

01.126 Jean-François Gatelier (Les Engagés): Je voudrais quand même intervenir à propos des soins de santé, par rapport aux critiques qui ont été formulées. Je suis très étonné de voir que ni le PS ni le PTB n'ont mentionné que la Cour des comptes a remis un avis positif sur le budget des soins de santé. J'ai entendu plus tôt le chef de file du PS énumérer toutes les critiques sur chaque paragraphe de l'avis. Ils ont donc oublié de mentionner que la Cour des comptes avait salué l'équilibre du budget des soins de santé et avait même mentionné qu'il fallait continuer à faire des économies. Ce que vous critiquez, la Cour des comptes ne le critique pas.

Lorsque vous parlez d'économies; vous savez très bien que nous y voyons des mesures d'efficience. Efficience veut dire "chasse au gaspillage" mais c'est peut-être quelque chose que votre politique n'a pas connu ces dernières années. Sachez que c'est important car, si ne voulons pas avoir de déficit

structurel en soins de santé, nous devons non seulement continuer à investir, mais également chercher des moyens.

Je tiens également à préciser que, depuis la création de la sécurité sociale, jamais un budget en soins de santé n'aura été aussi fort et ambitieux qu'en 2026, et c'est également grâce aux Engagés. Que cela vous déplaît, je le comprends. Je comprends que cela fait du mal à entendre mais c'est ainsi.

Je voudrais quand même rappeler que nous avons 2,3 millions de bénéficiaires d'intervention majorée en Belgique. Cela veut dire que nous avons 2,3 millions de citoyens plus faibles ayant un accès presque gratuit aux soins de santé.

Pour répondre à Mme Merckx quant à sa préoccupation concernant les dépenses en soins de santé – qui est aussi la nôtre – nous avons élargi le maximum à facturer à tout ce qui était remboursable par la sécurité sociale. Il y a donc un bouclier financier qui protège les patients les plus précaires. Cela répond à son interrogation.

Je tiens aussi à préciser que les hôpitaux ne sont pas oubliés, vous savez que c'est quelque chose de très important pour Les Engagés. Nous allons bientôt parler du refinancement des hôpitaux, cela va être une autre paire de manches. Nous, nous réformons les soins de santé. Car si nous ne les réformons pas – que vous soyez ou non dans le gouvernement – ces soins sont perdus. Je tiens à préciser que le budget global des hôpitaux a augmenté de 38 % en moins de 5 ans. Je trouve donc que ce budget des soins de santé est très ambitieux. *(Brouhaha)*

Je n'ai pas fini.

De **voorzitter**: Ik grijp niet in omdat de duur van de tussenkomst in mindering wordt gebracht van de spreektijd van de partij.

01.127 Jean-François Gatelier (Les Engagés): Merci, monsieur le président, et merci de me décompter les 15 secondes que l'on vient de me voler!

Je tiens aussi à préciser que, pour la toute première fois, nous faisons des mesures d'économie et d'efficacité pour mettre de l'argent dans un accord social pour valoriser les soignants. Ceux-ci n'ont jamais été valorisés ces 10 dernières années. Sous peu, nous accorderons un ticket modérateur pour les sages-femmes, chose qu'elles demandent également depuis des années. Nous en parlerons la semaine prochaine. Vous voyez, comme toujours, le verre à moitié vide mais vous ne parlez pas du verre à moitié plein. Il importe donc de le préciser.

Concernant les coûts des médicaments, madame Merckx, "je la trouve un peu forte" pour ne pas reprendre la réplique d'un film célèbre. Il faut avouer qu'à chaque commission de la Santé, vous dénoncez les accords secrets.

Ces accords secrets permettent le remboursement des traitements les plus coûteux, qui ont permis, ces dernières années, de doubler l'espérance de vie face à un cancer. Ces accords secrets ont permis, de manière très concrète, depuis que l'Arizona est au pouvoir, de rembourser le vaccin contre la bronchiolite chez les nourrissons. De plus, dans le même hôpital que nous avons visité, madame Désir, une infectiologue en pédiatrie nous a aussi signalé qu'il y avait une diminution de 75 % des hospitalisations en pédiatrie, parce que, oui, la contribution de 1 et 2 euros sur quelques boîtes de médicaments a permis de rembourser des médicaments extrêmement coûteux, notamment ce vaccin qui coûte 750 euros.

Donc, j'ai quand même une question pour M. Dubois.

(L'Assemblée s'exclame.)

Monsieur Dubois, pouvez-vous nous réaffirmer que la santé reste une priorité pour Les Engagés?

(Applaudissements)

Confirmez-vous, monsieur Dubois, que les tableaux budgétaires prévoient bien 200 milliards sur 5 ans investis en santé, et cela grâce aux Engagés? Si certains ne voient pas la signature politique des

Engagés, ils feraient bien de consulter l'ophtalmologue.

01.128 Xavier Dubois (Les Engagés): Cher collègue, je vous remercie pour cette excellente double question, à laquelle il sera très facile de répondre. J'aime bien les questions simples et les réponses simples aussi.

Donc, oui et oui. Effectivement, c'est bien notre priorité et cela le reste. Quant aux 200 milliards d'euros, cela représente bien entendu l'accumulation des moyens qui sont prévus dans la trajectoire pour la santé. Il s'agit de montants importants, surtout au vu du contexte budgétaire et géopolitique que nous connaissons.

De **voorzitter**: Collega's, u merkt op die manier dat wanneer u beknopt bent in uw vraagstelling, u een concreet en kort antwoord krijgt.

Mevrouw Merckx, iedereen die wil, kan probleemloos reageren.

01.129 Sofie Merckx (PVDA-PTB): J'ai encore une question pour vous, monsieur Dubois, mais je vais d'abord réagir brièvement aux propos de M. Gatelier.

Pouvez-vous m'indiquer précisément où la Cour des comptes aurait formulé des félicitations dans son rapport sur le budget des soins de santé? Je n'ai, pour ma part, trouvé aucune mention en ce sens. Vous affirmez que les remboursements ont été augmentés via le mécanisme du maximum à facturer. Pourtant, même avec les mesures que vous avez prises, 90 % de la population n'entre pas dans ce dispositif.

J'ai reçu le témoignage d'un travailleur, Éric, employé chez Volvo, qui travaille en pauses. Il souffre de problèmes cardiaques et gastriques et doit prendre quatre médicaments par jour. Aujourd'hui, ces médicaments lui coûtent beaucoup plus cher. Il n'a pas droit au maximum à facturer et il n'est pas un cas isolé, loin de là. De nombreuses personnes voient le prix de leurs médicaments augmenter sans bénéficier de ce mécanisme.

Plus largement, en matière de soins de santé, vous représentez un parti qui affirme défendre les habitants des zones rurales. Vous réalisez de bons scores électoraux dans ces régions. Pourtant, des inquiétudes majeures existent, notamment à Chimay, où l'hôpital risque de fermer. Cela résulte de votre politique. Une telle situation créerait un véritable désert médical, avec des distances pouvant atteindre 60 kilomètres pour accéder à des soins.

Que répondez-vous à ces habitants? Pouvez-vous garantir que cet hôpital ne fermera pas?

01.130 Xavier Dubois (Les Engagés): Je ne sais pas s'il s'agissait d'une question ou d'une intervention. Il ne m'appartient pas de rassurer les habitants de Chimay. Le ministre compétent pourra répondre à cette question. Je vous invite à l'interroger directement.

01.131 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Monsieur Dubois, je souhaite prolonger la discussion sur la réforme du chômage ouverte par M. Bayet. Cette réforme est inhumaine, car il n'y a pas d'emploi pour tout le monde. M. Clarinval est là, il pourra confirmer les chiffres. On compte plus de 500 000 demandeurs d'emploi dans notre pays, dont 300 000 chômeurs indemnisés, pour environ 170 000 postes vacants. Le compte n'y est donc pas du tout.

Je souhaite évoquer le cas de Maria, qui travaille dans le système des titres-services. Elle ne travaille que 13 heures par semaine et n'atteint pas un mi-temps. Elle bénéficie donc d'un complément de chômage qu'elle va perdre. Première question: trouvez-vous normal qu'une personne qui travaille, mais n'atteint pas un mi-temps, perde son complément de chômage?

Deuxième question: concernant les compensations pour les CPAS, la Cour des comptes a indiqué qu'il manquerait au moins 500 millions d'euros pour les années 2027 et 2028.

Comment se fait-il que ces chiffres n'aient pas été prévus dans le budget?

01.132 Xavier Dubois (Les Engagés): Je vais répondre sur la première partie. Il s'agit à nouveau d'un

cas très spécifique. Je ne le connais pas particulièrement. Si vous avez des informations, transmettez-les nous et on analysera la situation.

En ce qui concerne les compensations, je ne sais pas dans quel sens ni dans quelle langue il faut le dire. Si les moyens nécessaires s'avèrent supérieurs à l'enveloppe actuellement prévue au budget, nous devons adapter les montants lors de l'ajustement. À ce stade-ci, il n'a pas encore été démontré que ces moyens étaient insuffisants. Nous verrons lors de la deuxième vague, qui sera très informative quant aux résultats concrets. Attendons ces résultats. Si nous devons effectivement augmenter les moyens, nous le ferons. Je l'ai dit tantôt à mon collègue, il existe une obligation légale, cela fait partie des dépenses obligatoires, et nous devons donc augmenter les moyens si nécessaire. C'est assez simple.

01.133 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Les personnes qui travaillent moins d'un mi-temps et qui sont exclues du chômage sont nombreuses; il ne s'agit pas d'un cas particulier, cela fait partie de la réforme. Vous devez tout de même savoir ce que vous avez voté. Les femmes occupant des emplois très peu rémunérés, notamment dans les titres-services, qui ont encore droit à un complément de chômage – ce qui suppose des revenus très faibles – sont désormais exclues. Voilà l'inhumanité de votre réforme.

Deuxièmement, alors que la Cour des comptes observe que les chiffres fournis par l'administration et le SPP Intégration sociale sont insuffisants, notamment en ce qui concerne les CPAS, il n'est pas normal que ces montants ne soient pas inscrits au budget. Je ne sais pas ce que le gouvernement a cherché à faire, mais ces moyens ne sont pas suffisamment prévus pour 2027 et 2028. Je me demande donc si vous n'avez pas tenté de maquiller quelque peu les charges que vous transférez en réalité aux CPAS. Nous vous prendrons en tous cas au mot pour en assurer le suivi, car il n'est pas normal que les communes doivent payer pour la limitation dans le temps des allocations de chômage.

01.134 Caroline Désir (PS): Monsieur le président, je réponds à ce que M. Gatelier nous a affirmé.

D'abord, la Cour des comptes pointe les mesures manquantes concernant la contribution de l'industrie pharma, par exemple. Vous avez passé cela sous silence. Elle dit également que l'INAMI doit encore élaborer des mesures d'économie pour 2026. Tout cela, vous ne l'avez pas dit, monsieur Gatelier.

Vous dites aussi, monsieur Gatelier, que le maximum à facturer protège les plus fragiles. Mais la réalité, je l'ai dit tout à l'heure, c'est que le maximum à facturer protège en fait les très gros consommateurs de soins. 90 % de la population n'atteint pas ce plafond et verra *de facto* sa facture de soins augmenter. Ce sont les plus fragiles du point de vue de la santé, et pas forcément au niveau financier.

Sur le terrain, je dois dire que nous n'avons vraisemblablement pas retenu les mêmes témoignages. Nous avons visité ensemble deux hôpitaux. Nous avons vu que la norme d'encadrement d'un infirmier pour dix patients est toujours insuffisante. Les hôpitaux croulent aujourd'hui sous cette réalité. Nous avons vu que des infirmières tiennent parfois seules tout un service à bout de bras pendant la nuit, et que cela rend les choses impossibles. Nous avons visité le site de Fond'Roy à Uccle. Cela nous a montré que notre système de santé mentale ne parvient plus à répondre aux situations critiques, et que des familles se retrouvent souvent laissées seules face à la détresse de leurs enfants. Les problèmes de santé mentale explosent littéralement. En 11 ans, les hospitalisations pour tentative de suicide ont augmenté de 44 %. Cette hausse touche particulièrement les jeunes, les femmes et les publics précaires. Nous devons absolument faire de la santé mentale une priorité nationale.

Je terminerai là, mais je veux réitérer mon opposition aux économies que vous faites peser sur le secteur et les patients. Ne niez pas la réalité de terrain.

01.135 Dimitri Legasse (PS): Je pense que c'est le moment de poser ma question, parce que vous avez ouvert une brèche avec les fameuses enveloppes ouvertes, une sorte de norme de croissance pour les CPAS, pour le RIS. Le président du CPAS de la commune de Rebecq – commune dont je suis le bourgmestre, mais vous le savez – qui est Engagé, sera ravi de l'apprendre. Je lui en toucherai un mot dans quelques heures.

Dès lors, je comprends que les 500 millions que la Cour des comptes pointe comme insuffisants vont apparaître *de facto*, obligatoirement, en vertu de cette espèce de norme de croissance pour les CPAS, au prochain ajustement budgétaire. Je vous promets du plaisir pour l'équilibre.

Avec le renvoi vers les CPAS, la réforme fiscale, la réforme des pensions, la suppression d'une série de subventions, ou encore la contribution des 500 millions demandée aux régions, vous attaquez ainsi les pouvoirs locaux. C'est à vous, monsieur le bourgmestre de Walhain, que je m'adresse. Vous disiez d'ailleurs tout à l'heure que vous avez dû accepter l'idée d'augmenter le transfert vers le CPAS de Walhain pour engager du personnel pour couvrir les demandes supplémentaire des RIS. Le MR et Les Engagés restent, me semble-t-il, bien passifs face aux "attaques" de la N-VA par rapport à la région wallonne, puisque c'est essentiellement notre communauté, notre région qui est touchée ainsi. *In fine*, ce sont les régions et les communes, la vôtre comme la mienne, qui vont devoir compenser.

Je vous demanderai de nous transmettre les chiffres de cette fameuse enveloppe ouverte, cette norme de croissance RIS, et de nous confirmer que les 500 millions que la Cour des comptes estime manquants sont bien prévus dès le prochain ajustement budgétaire.

01.136 Xavier Dubois (Les Engagés): Je pense avoir déjà répondu plusieurs fois à cette question. La réponse est assez simple. Vous nous critiquez quand vous affirmez que les 300 millions sont insuffisants et, lorsque nous vous disons que nous avons les moyens d'y répondre en raison d'une obligation légale, vous nous critiquez aussi. Donc, je ne sais pas quelle réponse il faut vous apporter pour vous satisfaire. L'important à retenir est que c'est une véritable victoire des Engagés, puisque nous avons obtenu une compensation pleine et entière des impacts de la réforme du chômage sur les pouvoirs locaux. Il me semble vous devriez en être satisfait. C'est également une réponse essentielle pour votre commune. S'agissant des questions relatives à la mienne, nous n'allons pas commencer un débat provincial. Nous aurons d'autres endroits pour le faire, par exemple en allant boire un verre après la séance et en discuter ensemble, bien entendu.

01.137 Dimitri Legasse (PS): Je prends déjà bonne note de l'invitation. Cela étant dit, les communes et les CPAS vont devoir faire face, vous n'en disconvenez pas. Vous ne pouvez pas nous garantir que les montants manquants cités par la Cour des comptes seront versés. La norme de croissance en question n'existe pas, comme vous le savez. Nous verrons lors de l'ajustement budgétaire ce qu'il en sera et dans quelle mesure vous pourrez convaincre vos partenaires gouvernementaux d'augmenter à 300, 400, 500 ou même 600 millions pour réagir à ce transfert.

Je vous remercie.

Le président: Merci, monsieur Legasse.

Monsieur Dubois, vous pouvez poursuivre.

01.138 Xavier Dubois (Les Engagés): Je parlais de justice quand vous avez commencé à m'interrompre, monsieur Legasse. Bien entendu, je vais rappeler que nous avons obtenu l'exemption complète des mesures d'économies dans la justice, avec un refinancement de 112 millions d'euros par an pour le pouvoir judiciaire, 60 millions d'euros par an pour lutter contre la surpopulation carcérale et 840 millions d'euros sous cette législature pour les infrastructures pénitentiaires. Les batailles constantes des ministres Matz et Verlinden sont essentielles: faire en sorte que la justice évolue dans des conditions dignes et dans des bâtiments sains. C'est ce dont je parlais précédemment. C'est faire en sorte, tout simplement, que la justice dispose des moyens d'évoluer et que nous puissions enfin lutter contre la surpopulation carcérale.

Cette priorité de revalorisation de notre justice et de notre sécurité s'est concrétisée par un Plan Marshall "justice-police" dès le début de la législature, avec une enveloppe budgétaire de plus de 1,275 milliard d'euros et par l'immunisation des départements de sécurité face aux économies linéaires.

Je vous le dis avec force, construire un avenir plus juste et plus durable pour nos enfants serait totalement inutile si nous ne travaillons pas à renforcer le plus fondamental de nos piliers, c'est-à-dire la paix. Dans un contexte international de plus en plus instable, il est indispensable que la Belgique renforce ses instruments d'action extérieure et de sécurité. Je souligne ici l'implication de notre vice-premier ministre Maxime Prévot en la matière, qui a défendu un investissement accru dans notre diplomatie. C'est une première en plus de trente ans. Notre pays doit consolider sa présence dans le monde, notamment à travers une diplomatie économique plus active, une adaptation de son réseau d'ambassades aux réalités géopolitiques actuelles et une contribution déterminée à la construction

d'une véritable autonomie stratégique européenne. Bâtir la paix, c'est également savoir faire face aux diverses menaces qui pèsent sur notre pays et sur l'Europe, garantir nous-mêmes notre sécurité, ne pas compter éternellement sur les autres et peser sur la scène européenne dans un monde qui ne nous attend plus.

Trop longtemps, nous avons laissé de côté l'obligation d'atteindre 2 % du PIB consacrés à notre défense. Nous rattrapons aujourd'hui un retard de plus de onze ans afin de nous conformer à nos engagements. Nous poursuivons la modernisation de nos capacités pour répondre aux nouvelles menaces. Cela implique des investissements dans l'innovation, le soutien à l'industrie de la défense, ainsi que dans des domaines clés tels que la cyberdéfense, le renseignement et la gestion des crises. Investir dans la défense, c'est protéger la paix. C'est aussi protéger nos hôpitaux, nos réseaux d'énergie, notre industrie et nos sites stratégiques.

Par ailleurs, notre responsabilité est également morale et nationale. Le gouvernement doit continuer à combler le retard accumulé dans l'indemnisation des victimes des attentats de 2016, afin de garantir que justice et reconnaissance leur soient pleinement accordées. Enfin, il est primordial pour nous de poursuivre notre action en matière d'égalité des chances et de rester parmi les pays pionniers en Europe et dans le monde. Nous continuerons à être parmi les plus ardents défenseurs des politiques d'inclusion et de lutte contre les discriminations.

Chers collègues, je conclurai en rappelant que les retards ne se rattrapent pas en un an. Le monde de demain ne se construit pas en un jour ni par un seul texte. Toutefois, ce budget constitue une marche importante sur laquelle nous pourrions nous appuyer pour construire les conditions d'un monde meilleur.

Pour cette raison, nous voterons ce budget et poursuivrons nos efforts courageux pour une société plus juste et un pays plus fort pour les prochaines générations. Ce n'est pas la voie de la facilité, mais notre choix est guidé par une conviction simple: nous ne pensons pas uniquement aux prochaines élections, comme d'autres.

01.139 Dieter Vanbesien (Ecolo-Groen): Monsieur Clarinval, je prétendrai que vous êtes le ministre du Budget. De meeste van mijn boodschappen zijn immers aan u gericht. Ik heb echter begrepen dat de vredespijp tussen MR en cd&v ondertussen is gerookt en dat u die boodschap dus wel zult willen overbrengen aan de heer Van Peteghem. Proficiat met uw vredespijp trouwens.

Collega's, vandaag hebben we het over de centen, over de begroting. Dat gaat eigenlijk over een paar heel eenvoudige vragen.

Waar komen onze centen vandaan? Daarvoor zorgt de heer Jambon. Waar gaan onze centen naartoe? Daarvoor zorgt de heer Van Peteghem. Heeft de heer Jambon genoeg centen om aan de heer Van Peteghem te geven, of heeft de heer Van Peteghem er meer nodig en zijn er centen te kort? Ik zal beginnen met die laatste vraag al te beantwoorden, zodat die spanning alvast weg is. Het antwoord is dat de heer Jambon niet genoeg centen heeft om aan de heer Van Peteghem te geven. De heer Van Peteghem heeft er meer nodig of hij moet er minder uitgeven. Dat op zich is al een interessant debat. Dan is de volgende vraag waar u die extra centen zult halen.

Voor ik daarop verder inga, wil ik eerst even teruggaan naar vorig jaar, naar het regeerakkoord en naar de eerste begroting van deze regering in juni 2025. Daar is namelijk iets gebeurd dat tot nu toe redelijk onderbelicht is gebleven, maar toch ernstige vragen oproept die voorlopig onbeantwoord blijven. Herinner u dat de regering in die begroting 8 miljard euro aan terugverdieneffecten had opgenomen. De heer Dermagne heeft het daarstraks uitgebreid gehad over die 8 miljard. Er is toen heel veel commentaar gekomen, zowel van de oppositie als van de experts, over het feit dat die terugverdieneffecten totaal uit de lucht gegrepen waren en nooit konden kloppen. Toch bleven die terugverdieneffecten in de begroting staan, zelfs na zware kritiek van het Rekenhof. Tijdens het begrotingsdebat vorig jaar heb ik die terugverdieneffecten expliciet een zwaard van Damocles genoemd dat boven de begroting hing.

Op 14 februari van dit jaar verscheen er een opmerkelijk interview met de premier. De eerste minister kwam daarin terug op die oorspronkelijke budgettaire tabellen, meer bepaald op die 8 miljard aan terugverdieneffecten. In dat interview zegt de premier dat die terugverdieneffecten fake waren. Ze werden door de minister van Financiën 'chocoladegeld' genoemd, geld dat verdwijnt zodra de zon erop

schijnt. De eerste minister zegt bovendien dat er eigenlijk een soort fictie werd gecreëerd om de regering van start te kunnen laten gaan. Hij stelt dat hij er altijd van is uitgegaan dat dat chocoladegeld in de begrotingsonderhandelingen van het najaar 2025 zou moeten worden omgesmeed in echt geld door bijkomende maatregelen.

Dat betekent, collega's, dat de regering vorig jaar in de Kamer bewust een meerjarenbegroting heeft ingediend waarvan ze wist dat maar liefst 8 miljard aan inspanningen volledig verzonnen was. Dat is problematisch. De volledige oppositie, het Rekenhof en alle experts hebben vorig jaar aangegeven dat die 8 miljard ongeloofwaardig was. Toch hebben de regering en alle meerderheidspartijen dat bedrag herhaaldelijk verdedigd. De minister van Begroting zei daarover vorig jaar het volgende: "De kritiek dat deze regering ongeziene terugverdieneffecten inschrijft, kan gelet op de omvang van de genomen structurele maatregelen weinig ernstig genoemd worden. De kritiek is niet ernstig."

Dat roept een aantal vragen op. De regering dient een begroting in waarvan de eerste minister en de minister van Financiën wisten dat er 8 miljard lucht in zat. De vraag is of de minister van Begroting daarvan ook op de hoogte was. Ofwel was de minister van Begroting op de hoogte en dan betekent dat dat hij bewust een verkeerde begroting liet goedkeuren door het Parlement en bewust een verkeerde meerjarenbegroting heeft ingediend bij Europa. Ofwel was hij niet op de hoogte en dan betekent dat dat hij bewust op het verkeerde been werd gezet door de eerste minister en de minister van Financiën en dat hij dat zelf en zijn kabinet niet hebben gezien. Beide opties zijn problematisch. Ik wil weten hoe de vork aan de steel zit. Ik heb die vraag in de commissie gesteld. Er is geen antwoord op gekomen. Misschien krijgen we vandaag dat antwoord wel.

Mijnheer de minister, hebt u bewust het Parlement een rad voor de ogen gedraaid of werd u zelf belogen door de eerste minister en de minister van Financiën? Ik hoop daar vandaag een antwoord op te krijgen.

Dat brengt ons bij de begroting van 2026, de begroting die vandaag voorligt.

Daarbij rijst onmiddellijk een eerste belangrijke vraag, namelijk of er in de aangepaste meerjarenbegroting opnieuw elementen zijn opgenomen waarvan de regering of de eerste minister nu al weet dat ze in realiteit niet haalbaar zijn. Zullen we het verhaal over het chocoladegeld volgend jaar opnieuw te horen krijgen? Collega's, misschien moeten we de btw op chocoladegeld verhogen. Dan brengt dat toch nog iets op.

De cijfers voor de begroting zijn dramatisch. De regering heeft de ambitie om de legislatuur te eindigen met een tekort van 3%, zoals gevraagd door Europa. De minister van Begroting heeft gezegd dat hij die ambitie niet wil loslaten. Sommigen van zijn collega's hebben al gezegd dat ze misschien toch iets minder ambitieus willen zijn.

Laten we kijken naar de cijfers. Dit jaar, 2026, bedraagt het tekort voor ons land bijna 33 miljard. Tegen het einde van de legislatuur loopt dat op tot 41,5 miljard. Daar zijn nog geen externe schokken bijgerekend. Vandaag zitten wij nochtans al met een externe schok van jewelste, namelijk de oorlog in het Midden-Oosten met bijzonder snel stijgende energieprijzen. Als de economie daardoor een half procentpunt minder zou groeien, wat absoluut denkbaar is, dan betekent dat onmiddellijk een extra gat van 2 miljard euro.

Voorzitter: Florence Reuter, ondervoorzitter.

Président: Florence Reuter, vice-présidente.

Dat is het resultaat vandaag nadat al enorm veel maatregelen zijn meegenomen die de gewone mensen veel pijn doen. Denk aan de beperking van de werkloosheid in de tijd waardoor veel mensen naar het OCMW worden gestuurd voor een leefloon en met een verminderde begeleiding naar een job. Denk ook aan de pensioenhervorming, waarvan wij ondertussen weten dat er slachtoffers vallen bij mensen die al lang werken en bij mensen die in het verleden keuzes hebben gemaakt om onze maatschappij en economie te ondersteunen door onbetaalde arbeid. Dat is voornamelijk een aanslag op vrouwen. Vrouwen krijgen al minder pensioen dan mannen en die kloof zal nog groter worden. Ook de ambtenaren doen een stevige duit in het zakje via besparingen op hun pensioen. Ook worden twee keer verkapte indexesprongen doorgevoerd op de lonen van werkenden en op de pensioenen en wordt de welvaartsenveloppe afgeschaft. Dat zijn allemaal inspanningen die gewone mensen tot vandaag hebben moeten doen.

Nu moet de regering opnieuw op zoek naar extra miljarden. Mijnheer de minister, ik heb begrepen dat die zoektocht niet zal beginnen in het voorjaar van 2026 met een begrotingscontrole op de voorliggende begroting, maar dat ze zal plaatsvinden in de zomer van 2026 met een volgend groot zomerakkoord. Dan wordt iedereen natuurlijk opnieuw bang. Welke andere asociale maatregelen heeft de regering nog in petto voor ons? We weten namelijk hoe het zal gebeuren, want dat staat beschreven in het regeerakkoord. Het zal gebeuren via de vaste verdeelsleutel.

Ik herinner u aan die verdeelsleutel. Hoofdzakelijk zal het gaan via het effect van structurele hervormingen op onder meer de arbeidsmarkt en de pensioenen. Aan het einde van de legislatuur moet dat meer dan twee derde van de totale inspanning zijn. De rest gebeurt via discretionaire maatregelen en moet aan het einde van de legislatuur minder dan een derde van de totale inspanning uitmaken. Daarbij wordt een onderverdeling gehanteerd van minimum twee derde via het beheersen van de uitgavengroei en maximum een derde van dat ene derde via een bijdrage van de sterkste schouders en diverse inkomsten. Dat is een bijzonder onevenwichtige en bijzonder asociale verdeelsleutel. Twee derde van de bijkomende inspanning zal komen van pensioenen en arbeidsmarkt.

Wat staat ons op dat vlak nog te wachten? Komen er nog bijkomende ingrepen in de pensioenen? Als dat gebeurt, staat volgens mij het land helemaal in brand. De welvaartsenveloppe hebt u al volledig afgeschaft voor de hele legislatuur. Dus daar kunt u het niet meer halen. Komt er een volledige indexsprong boven op de twee verkapte indexsprongen die al beslist zijn? Wordt daaraan gedacht?

Dat is immers de formule-De Wever. Hij heeft vorig jaar niet volledig zijn zin gekregen, maar is ongetwijfeld niet van gedachte veranderd; dat is niet zijn gewoonte. Hij heeft de oplossing en er zijn geen alternatieven mogelijk. Een btw-verhoging, een indexsprong, besparen op de gezondheidszorg en besparen op langdurig zieken zijn het klavertje vier.

Een deel daarvan zit al in de huidige cijfers. Er wordt 1,9 miljard euro bespaard op langdurig zieken tegen 2029. Het zal een huzarenstuk zijn om dat te verwezenlijken, dus dat bedrag verhogen lijkt mij niet realistisch. Ook de groeinorm in de gezondheidszorg komt ongetwijfeld opnieuw in het vizier komende zomer.

Dan komen wij onvermijdelijk bij de btw-verhoging. Het partijtje armworstelen tussen de eerste minister en de heer Bouchez kan opnieuw beginnen. Cd&v en Vooruit kunnen opnieuw gedwee volgen. Als de eerste minister wint, komt er ook een bijkomende indexsprong op tafel, want een btw-verhoging zonder indexsprong heeft geen zin. Als de btw stijgt, wordt de winkelkar duurder. Als de winkelkar duurder wordt, stijgt de index en stijgen dus ook de lonen. Dan gaat het effect verloren. Kortom, een btw-verhoging en een indexsprong gaan hand in hand. Voor elk van beide maatregelen is er al een draak van een compromis goedgekeurd, een totaal van de pot gerukte aanpassing van de btw-tarieven, die uiteindelijk terug naar de tekentafel gestuurd is, en een centenindex waarvan ook het einde niet in zicht is wat de complexiteit ervan betreft.

Ik vraag me dus af of komende zomer uiteindelijk niet het echte werk op tafel zal komen: een goede oude btw-verhoging van 21 % naar 22 %, samen met een goede oude indexsprong. Horror voor de socialisten. Horror voor ons. Wij zullen standhouden. De socialisten zullen plooiën, want deel uitmaken van de regering is zoveel belangrijker.

De begrotingscijfers zijn dramatisch. Er moeten maatregelen komen. De eerste minister zal zijn kans schoon zien en de gewone mensen zullen opnieuw de dupe zijn. U zult dat mogen uitleggen aan uw kiezers, mijnheer Van Peteghem. Voor de eerste minister is dat geen probleem. Zijn kiezers willen niets liever. Maar uw kiezers, cd&v-kiezers, zitten hier niet op te wachten. Het is de asociale verdeelsleutel in uw regeerakkoord die de kern vormt van het probleem. Dat is de reden waarom wij aanklagen dat u in de verkeerde zakken zit. Dat is wat uw kiezers ook stilaan zullen beginnen inzien.

Misschien, mijnheer de minister, kunt u bij de gesprekken komende zomer die verdeelsleutel op tafel leggen? Ik meen dat die verdeelsleutel stilaan leeggemolken is. Zorg voor een ander akkoord, waardoor de mogelijkheid ontstaat ook alternatieven te onderzoeken, alternatieven die er zijn, maar waar men niet naar kijkt.

Sta me toe even terug te komen op een thema dat ik vorig jaar ook heb aangekaart, zoals ik dat elk

jaar zal blijven doen, namelijk dat van de armoede.

In de vorige legislatuur zijn de armoedecijfers voor het eerst in decennia gedaald en wel op een structurele manier. Tienduizenden gezinnen kregen een stabiel inkomen en meer koopkracht. Tussen 2019 en 2025 is het aantal mensen met een inkomen onder de armoedegrens gedaald van 14,8 % naar 10,9 %. Dat zijn 400.000 Belgen minder in armoede. Dat is een van de grotere successen van de vorige regering, met de groenen, en wij mogen fier zijn op die realisatie. Professor Ive Marx noemt die daling spectaculair. Hij zei enkele weken geleden het volgende: "Dit is ongezien. Armoedecijfers zijn meestal redelijk stabiel. Om een significante daling te krijgen, moet er al heel veel gebeuren. Er zijn weinig landen waar we zo'n sterke daling van de armoede hebben gezien." Dat succes dreigt door de maatregelen van de regering-De Wever, die steeds opnieuw bij dezelfde mensen komt aankloppen, te worden tenietgedaan. Veel mensen, vooral vrouwen, moeten inleveren op hun pensioen en krijgen een pensioenmalus aan hun been. De welvaartsenveloppe is geschrapt. Werklozen worden na twee jaar naar het OCMW gestuurd. Begeleiding naar een job is er amper. Pensioenen die al onder de armoedegrens liggen, zoals de gezinspensioenen, krijgen toch nog een centenindex te verwerken.

Met Groen en Ecolo voorspellen we dat het resultaat van het beleid van de regering-De Wever zal zijn dat de armoedecijfers opnieuw zullen stijgen. Dat is een schande. Als het klopt dat tienduizenden gezinnen opnieuw in de armoede terechtkomen, met alle miserie die daarvan het gevolg is, zullen wij en samen met ons de hele bevolking de regering-De Wever en alle regeringspartijen verantwoordelijk houden.

Dan kom ik tot een thema waaraan ik in de commissie veel tijd heb besteed, namelijk de democratie en de rol van het Parlement.

Het Parlement wordt buitenspel gezet bij de opmaak van een bijzonder groot deel van onderhavige begroting. Alles wat valt onder provisie of begrotingsruiter, kan door de regering naar goedgevallen worden aangewend, zonder goedkeuring van het Parlement. In de voorliggende begroting loopt dat bedrag op tot 17 miljard euro, op een totale begroting van eigen federale uitgaven van 37 miljard euro. Bijna de helft van de volledige begroting valt dus buiten de controle en de goedkeuring van het Parlement. Dat creëert totale non-transparantie, terwijl het toch een fundamenteel onderdeel van het debat zou moeten zijn.

Kampioen van de non-transparantie is het budget voor Defensie. Minister Francken heeft de macht over een bedrag van meer dan 10 miljard euro, waarmee hij naar goedgevallen kan schuiven. Bij justitie gaat het over 2,5 miljard euro. Bij de federale politie over 1,6 miljard euro.

De heer Dubois heeft daarstraks gesproken over de open enveloppe voor het OCMW. Wat betekent dat? Als het daartoe bestemde budget niet volstaat, komt de minister met een begrotingswijziging naar het Parlement. Als die aanpassing daar wordt goedgekeurd, worden de budgetten verhoogd. Dat is de manier waarop het zou moeten werken. Voor de aangehaalde 17 miljard euro gebeurt dat niet. De minister mag het allemaal zelf doen; het Parlement heeft daar geen enkel woord over te zeggen.

Het Rekenhof is daarover heel vernietigend. Volgens het Rekenhof is de post Justitie het meest flagrante geval van niet-transparantie in de begroting. De combinatie van de begrotingsruiter voor het volledige budget, samen met mogelijke allocaties uit verschillende provisies, heeft tot resultaat dat "het Rekenhof noch het Parlement kan concluderen of deze budgetten ruim voldoende zijn dan wel volledig tekortschieten voor de geïdentificeerde noden en de voorgelegde plannen van de regering".

Collega's, dat gaat veel verder dan flexibiliteit, dat gaat ten koste van degelijk bestuur. Op die manier vaart u volledig blind.

Het gaat ook ten koste van de democratie. Er is geen goedkeuring nodig van het Parlement voor het gebruik van de budgetten voor Defensie, Justitie en de federale politie, terwijl het perfect mogelijk is om met een budgetwijziging, zoals de heer Dubois heeft aangegeven, naar het Parlement te komen, indien er bedragen moeten verschuiven. Die praktijken zijn niet nieuw, maar het volume ervan is gigantisch gegroeid, volledig buiten proportie.

Ik geef even een citaat van een N-VA-parlementslid tijdens de vorige legislatuur, dat ik ook al in de commissie van Financiën naar voren bracht: "Er rijst een principiële probleem aangaande het feit dat

voorzien wordt in dermate hoge provisionele kredieten. Het is beter om, indien nodig en op basis van een grondig dossier, bijkomende middelen te vragen bij de begrotingscontrole. Dat zet de dienst en het kabinet van de bevoegde minister aan tot waakzaamheid met betrekking tot de toewijzing van de middelen." Collega's, dat betrof een provisie ten belope van 90 miljoen, niet 90 miljard. Het parlementslid in kwestie was niet Sander Loones, maar Theo Francken, de man die vandaag de vrije hand vraagt en krijgt over meer dan 10 miljard euro. Die man klaagde in de vorige legislatuur over 90 miljoen. Hij zei trouwens in de commissie voor Landsverdediging ook dat hij die vrijheid zal blijven vragen, omdat hij dat logisch vindt.

Die evolutie werpt natuurlijk nieuwe vragen op. Wat als volgend jaar andere ministers dezelfde privileges vragen? Zullen zij die dan ook krijgen? Op basis van welke argumenten kan men immers zeggen dat Defensie, Justitie en politie die wel krijgen, maar Mobiliteit, Energie en Economie niet? Als het op die manier doorgaat, hebben we over een paar jaar een heel eenvoudige begroting om goed te keuren, een begroting op één A4, per departement één lijn met één bedrag en het is dan aan de minister om daarmee te doen wat hij of zij het beste acht. Dat is natuurlijk efficiënter. We schakelen daarmee een vervelende stap uit, namelijk de voorafgaande controle en goedkeuring door het Parlement. Want wie heeft dat eigenlijk nodig? Dat is de afbraak van de democratie.

Ik heb in de commissie de minister van Begroting gevraagd wat als andere ministers hetzelfde privilege opeisen en of hij daaraan dan tegemoet zou komen, wat zijn argumenten zouden zijn om dat goed te keuren voor ministers Francken, Verlinden en Quintin en niet voor de anderen, wat de criteria zouden zijn en wat er eigenlijk nog overblijft van de parlementaire controle als die techniek ook voor andere ministers wordt goedgekeurd. Ik weet dat dit een vervelende vraag is, maar ik heb er nog geen antwoord op gekregen.

Mijnheer de minister, kunt u die vraag vandaag beantwoorden? Wat zijn uw criteria om te beslissen of een minister via een begrotingsruiter effectief de volledige controle krijgt over zijn of haar budget? Zult u ook andere ministers dat privilege toekennen als ze daarom vragen? Waarom wel of waarom niet?

Het uithollen van parlementaire bevoegdheden past trouwens in een patroon dat we de jongste tijd vaker zien opduiken, een patroon waarbij de rechtsstaat onder druk komt te staan. Controle opbouwen bij het Grondwettelijk Hof en tegelijk geen rekening houden met de uitspraken van datzelfde Hof, het ontkennen van uitspraken in de media en daarbij de openbare omroep beschuldigen van manipulatie van die uitspraken; dat zijn allemaal bedenkelijke praktijken wat betreft onze democratie en onze rechtspraak. Van de N-VA verbaast mij dat niet, maar het verontrust me enorm dat cd&v en Vooruit dit allemaal mee goedkeuren in plaats van die democratie te verdedigen.

Wat de begroting betreft, wij zullen opnieuw onze amendementen indienen die de volledige vrijheid van de betrokken ministers over hun budgetten beteugelen en die ervoor zorgen dat de ministers de goedkeuring van het Parlement moeten vragen voor een wijziging binnen hun budget; zoals dat hoort.

Over naar een volgend thema. Ik weet dat Bart De Wever graag citaten gebruikt van Jean-Luc Dehaene, Winston Churchill en Roland Reagan. Dat zijn grote staatsmannen en ik denk dat De Wever graag zou hebben dat de mensen ook hem beschouwen als een groot staatsman. Wat maakt van een politicus een groot staatsman? Een groot staatsman is een politicus die de grote problemen van zijn of haar tijdperk aanpakt. De klimaatverstoring is een groot probleem van dit tijdperk. Dat probleem is niet weg en vroeg of laat komt dat opnieuw bovenaan de politieke agenda te staan. Zolang Bart De Wever niet erkent dat de klimaatverstoring een groot probleem van ons tijdperk is en zolang hij niet naar buiten komt met een globaal plan met maatregelen om dat probleem aan te pakken, kan hij geen groot staatsman zijn.

Dat is exact wat we zien in deze begroting en ook in de meerjarenbegroting. Ik heb vorig jaar al verwezen naar de analyse van Sacha Dierckx over het klimaatbeleid van deze regering. Ik zal dat even opfrissen: *delay is the new denial*. Vertragen is het nieuwe ontkennen. De tactiek van klimaatontkenners is niet langer om te ontkennen, maar om telkens opnieuw uit te stellen. Een wetenschappelijk artikel uit 2020 identificeert 12 strategieën van vertraging om de maatregelen voor zich uit te schuiven. Die vertragingstrategieën worden regelmatig gebruikt wanneer men eigenlijk niets wil doen: het is zwaar voor de samenleving, het is sociaal onrechtvaardig, het is desastreus voor de competitiviteit, het kost de burgers te veel, het moet haalbaar en betaalbaar blijven, het is nu echt het moment niet. Minstens 6 van die 12 vertragingstrategieën volgens de analyse van Sacha Dierckx staan dus in dit

regeerakkoord.

Daarbovenop begint diezelfde Bart De Wever nu die vertragingstrategieën toe te passen op het Europese niveau. De Green Deal, de Natuurherstelverordening, ETS2, zijn allemaal goede en belangrijke maatregelen voor onze toekomst, maar het is nu niet het juiste moment. We zullen dat allemaal wel uitvoeren, maar laten we het nu even uitstellen tot er een beter moment komt. Vertragen is het nieuwe ontkennen. Tot zover de grote staatsman, tot zover de klimaatambities van deze regering.

Collega's, ik heb goed nieuws, ik kom tot mijn conclusie.

Ik ben begonnen met enkele vragen. Waar halen we onze centen? Waar gaan onze centen naartoe? Waar gaan we de volgende centen zoeken?

Waar halen we onze centen? Met andere woorden, wie betaalt hier eigenlijk de rekening? Het is duidelijk dat deze regering de centen voornamelijk haalt bij de middenklasse en bij de mensen in preciaire omstandigheden. Ze duwt mensen die moeilijk toeleidbaar zijn naar werk uit de werkloosheid naar een leefloon en stort hen zo in de armoede. Ze voert tot twee keer toe op één legislatuur een verkapte indexsprong voor werkende mensen en gepensioneerden door, wat ongezien is. Ze laat mensen langer werken voor een lager pensioen. Ze schaft de welvaartsenveloppe af. Tegen 2029 zullen de besparingen op de gezondheidszorg en op zieken, mensen met pech en mensen met een klein pensioen acht keer groter zijn dan de bijdrage die van de sterkste schouders wordt gevraagd. Dat is dan nog maar de voorlopige raming, zonder rekening te houden met de bijkomende plannen van de eerste minister en de MR, waarbij Vooruit, cd&v en Les Engagés braaf in de pas lopen.

Waar gaan onze centen naartoe? Elk jaar geeft men 25 miljard euro aan bedrijfssubsidies. Volgens de Nationale Bank heeft een deel daarvan geen enkel effect op de reële economie. Waarom blijft de regering dat dan doen? Elk jaar opnieuw geeft u 16 miljard aan subsidies voor fossiele brandstoffen. Nogmaals, een deel daarvan is zeker zinvol, maar een deel niet. Ga dus ook daar met de kam doorheen. De defensie-uitgaven stijgen aanzienlijk terwijl de controle op de defensie-uitgaven afneemt. De regering kan een bedrag van 10,7 miljard zonder parlementaire toestemming verdelen, terwijl meer geld net meer controle zou moeten betekenen en niet minder. Daarenboven zou meer geld meer Europese onafhankelijkheid van de Verenigde Staten moeten betekenen, niet minder onafhankelijkheid. Dat zien we hier vooralsnog niet gebeuren. Daarnaast stellen we vast dat tal van uitzonderingen op de belastingwetgeving worden toegevoegd en uitgebreid om vaak goed gefortuneerde belangen en lobbygroepen van dienst te zijn.

Waar gaan we de volgende miljarden halen die nodig zijn om de begroting verder te saneren? Volgens de eerste minister is er geen alternatief. Het moet komen van het klavertjever indexsprong, btw-verhoging, activatie van langdurig zieken en besparingen op de gezondheidszorg.

Ik heb voorlopig nog geen nieuwe ideeën gehoord van de premier, dus ik neem aan dat hij met diezelfde piste verder zal werken. Correctie, vorige week heb ik wel een nieuw idee gehoord, namelijk het normaliseren van de relaties met Rusland om op die manier aan goedkopere energie te komen. Ik mag hopen, mijnheer de minister van Begroting, dat u en de andere coalitiepartners sterk genoeg zullen zijn om de premier tegen te houden in zijn enthousiasme daaromtrent.

Wij zeggen dat er wel alternatieven zijn. Stop de lekken aan de inkomstenzijde, zoals die reeds werden geïdentificeerd door de minister van Begroting: misbruik van managementvennootschappen, de uitbreiding van flexi-jobs en misbruik van auteursrechten. Stop ook de nieuwe lekken die worden georganiseerd. De meerwaardebelasting die binnenkort zal worden goedgekeurd bevat een joekel van een achterpoort voor grote investeerders. De minister van Financiën weigert die achterpoort te sluiten. Socialisten, doe daar iets aan. Dit is uw paradepaardje. Sluit die poort. Ga met een kam door de bedrijfssubsidies en door de fossiele subsidies. Heb bovendien het lef om een echte vermogensbelasting te heffen voor multimiljonairs en miljardairs.

Collega's, aangezien deze begroting verdergaat met het uitvoeren van asociale maatregelen en aangezien de alternatieven die wij aanbieden voorlopig niet worden overwogen, zullen wij deze begroting morgen niet steunen.

Ik dank u voor uw aandacht.

De **voorzitter**: Mijnheer Bertels, u hebt het woord.

01.140 Jan Bertels (Vooruit): Mevrouw de voorzitter, ministers, collega's, ik heb vandaag al goed geluisterd naar alle uiteenzettingen en naar de discussie over de vraag of de begroting die voorligt wel goed genoeg is en of de maatregelen zullen opbrengen wat ze beloven. Dat zijn interessante discussies. We zullen het vervolg daarvan zien in de komende maanden, bij de begrotingscontroles en de nieuwe begrotingen.

Voor Vooruit is de echte vraag echter wat onze verantwoordelijkheid hier en nu is, in de wereld van vandaag. Dat is voor ons de kernvraag.

We zeggen al een tijd – we staan daarin niet alleen – dat de wereld in brand staat. Jammer genoeg is dat nu letterlijk het geval. In Teheran staan bijvoorbeeld straten in brand. Er woedt oorlog, iets wat mijn generatie niet meer heeft meegemaakt. Er is oorlog in Oekraïne en in het Midden-Oosten. Daarnaast is er nog een handelsoorlog met de Verenigde Staten.

Wat moeten wij, Europeanen, dan doen? Wat moeten wij, Belgen, doen?

We moeten investeren in onze verdediging. Daarom investeren wij met Vooruit ook in defensie. Ten tweede moeten we ervoor zorgen dat we op eigen benen kunnen staan. We moeten dus inzetten op eigen energieproductie om minder afhankelijk te zijn van gas. Ten derde moeten we zorgen voor sterke competitiviteit in ons land en in Europa. Ook dat is essentieel. Daarom moeten we inzetten op Europese industrie, op *made in Europe* en op handelsakkoorden met diverse landen. Tegelijk moeten we blijven investeren. Dat is voor de Vooruitfractie enorm belangrijk en dat is ook ons engagement in deze federale regering. We moeten investeren en hervormen, maar vooral blijven investeren, in onze welvaartsstaat, in onze koopkracht en in onze gezondheidszorg. Kortom, we moeten investeren in de sociale zekerheid en de sociale welvaartsstaat. Ons sociaal model moeten we, Van Acker in gedachten, duurzaam beschermen, vandaag en in de toekomst.

Dat is een gigantisch moeilijke uitdaging waar we voor staan. Het is ook de uitdaging waar we met deze begroting voor staan, waar we met dit meerjarenplan voor staan. Die uitdaging gaat men niet aan door aan de kant te staan. Die uitdaging gaat men niet aan door enkel commentaar en kritiek te leveren en filmpjes op de sociale media te posten. Die uitdaging gaat men aan door de mouwen op te stropen, zijn handen vuil te maken en aan de slag te gaan. Die verantwoordelijkheid nemen wij met Vooruit op.

We hebben daarbij een heel duidelijke leidraad, namelijk rechtvaardigheid. Rechtvaardigheid begint door iedereen een eerlijk deel te laten bijdragen aan de inspanningen; zijn deel doen en zijn deel krijgen, bijdragen naar vermogen en krijgen naar noden. Dat is voor ons maar normaal. Daarop zet, tot spijt van wie het benijdt, de meerjarenbegroting 2026-2029 absoluut in.

Samen met al eerder genomen maatregelen vragen we van de sterkste schouders een bijdrage van maar liefst 4,5 miljard euro. Mag het meer zijn? Ja, maar we doen het toch maar. Dat zien we meteen in de begroting voor 2026, met een historische meerwaardebelasting, waarover ik ongetwijfeld vragen zal krijgen, maar het is wel een historische meerwaardebelasting, met een verhoogde, verdubbelde, effectentaks, met een hogere bankenbijdrage en met een echte turbo op fraudebestrijding. Onze minister, minister Beenders, toont alvast aan dat dat werkt, dat de samenwerking tussen Overheidsdiensten – de SIOD, weet u wel – met datagedreven opsporing en gerichte handhaving, loont. In 2025 werd zo maar liefst 414 miljoen euro gerecupereerd in de strijd tegen sociale fraude.

Collega's, van de minister van Financiën verwachten we, en we vertrouwen daarop, evenveel inzet om de fiscale fraude aan te pakken. Immers, collega's, hopelijk bent u het er allemaal mee eens: fraude is diefstal, diefstal van gemeenschapsmiddelen. Hardwerkende mensen betalen vandaag te veel belastingen omdat sommige mensen de dans blijven ontspringen. Dat kan niet, dat kan echt niet. Dat moeten we aanpakken.

Door dat aan te pakken, wordt het mee mogelijk om te blijven investeren in de koopkracht van de mensen. Ook daar, tot spijt van wie het benijdt, zullen de lasten op arbeid tegen 2030 verlaagd worden, met maar liefst 4,5 miljard euro. Dat is geen belofte voor de verre toekomst. Vanaf april krijgen mensen met een minimumloon al 50 euro netto per maand extra, onder andere via de werkbonus. Ook de

maaltijdcheques zullen stijgen.

Bovendien – let goed op mijn woordkeuze – blijft de automatische index behouden, voor iedereen. Voor de ene blijft het automatisme behouden in procenten, voor de andere, mijnheer Van Hecke, uitzonderlijk twee keer in centen. Het automatisme blijft dus behouden. De automatische indexering is en blijft de beste bescherming van onze koopkracht. Hoeveel landen doen ons dat na, zelfs in crisistijd? Collega's, u zult er niet veel vinden. België, met Vooruit in de regering, doet dat. Ondanks de moeilijke tijden en maatregelen blijven we investeren in koopkracht. Daarmee maken we een bewuste keuze.

Die keuze loont. In de vorige regering hebben we dat ook gedaan. De heer Vanbesien heeft daar ook naar verwezen. We zien dat in de cijfers. De armoede is fors gedaald. Op vijf jaar tijd zijn er effectief 400.000 minder Belgen met een inkomen onder de armoedegrens. Dat is een spectaculaire daling, zoals specialisten dat terecht noemen. Tot spijt van wie het benijdt, collega's, het Federaal Planbureau, niet wij, stelt in zijn rapport dat het beschikbaar inkomen van de gezinnen in de komende jaren zal stijgen. Die cijfers worden vaak niet aangehaald, maar het staat wel letterlijk in het rapport van het Planbureau.

Dan kom ik tot mijn stokpaardje, een thema waarover we ongetwijfeld nog zullen debatteren: de regering blijft bijkomend investeren in de gezondheidszorg. De investering bedraagt 4 miljard boven op de index. Te veel of te weinig, het is 4 miljard boven op de index. In tijden van crisis en een moeilijke begrotingsoefening is dat een duidelijke keuze die wij met Vooruit maken. Wij investeren extra in gezondheidszorg.

Die investeringen doen we niet blind, we zetten niet zomaar het kraantje open, zoals de minister zegt. We investeren met het oog op meer efficiëntie en door de nodige hervormingen door te voeren. Investeren en hervormen, met één doel voor ogen: een betere gezondheid, een betere gezondheid voor iedereen.

01.141 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): Mijnheer Bertels, ik waardeer u ten zeerste, maar u hebt me getriggert met het woord rechtvaardigheid.

Ik weet niet of u vorige week de 100.000 mensen op straat hebt zien passeren, maar zij hebben toch een andere definitie van rechtvaardigheid. Ik heb trouwens ook een persbericht van OKRA, Samana en het BAPN, behorend tot een andere zuil, van voor de betoging voor me liggen, waarin ze haarfijn uitleggen wat de problemen zijn met de hervorming van de personenbelasting, met name de schrapping van de belastingverminderingen, en waarin ze de afbouw van de pensioenen aanklagen. Dat debat is daarnet reeds gevoerd.

Het is heel eenvoudig. Rechtvaardigheid betekent in de regering blijkbaar iets anders voor vrouwen dan voor mannen, begrijpelijkerwijs natuurlijk gelet op de samenstelling van het kernkabinet. Vrouwen vormen in de hervormingen van de regering een grote, experimentele doelgroep. Vandaag worden ze al geconfronteerd met een pensioenkloof van 30 % ten opzichte van hun mannelijke partners en het gevoerde beleid zal die kloof alleen maar vergroten. U zult de armoede doen toenemen. De minister bevoegd voor armoedebestrijding zal vaststellen hoe door het voorgestelde beleid de vooruitgang van de vorige regering wordt afgebroken en de armoedegraad zal exploderen. De dorre arizonawoestijn voor vrouwen zal dus alleen nog erger worden. Vrouwen werken vaker deeltijds en nemen meer zorgtaken op zich. Ze dragen 70 % van alle onbetaalde zorgtaken in ons land en werken gemiddeld tien uur per week meer. Ze worden bovendien het hardst getroffen door het gebrek aan opvangmogelijkheden in crèches en door een gebrek aan mogelijkheden om flexibel te werken.

U spreekt over rechtvaardigheid, maar we weten vandaag al dat een op de drie vrouwen door de pensioenhervorming slechter af zal zijn dan ervoor, omdat haar loopbaan niet lang genoeg is, tegenover een op de tien mannen. Is het rechtvaardig dat een op de drie vrouwen erop achteruitgaat tegenover een op de tien mannen?

Ik heb nog een vraag over rechtvaardigheid. Onze premier weigert de roekeloze inval in Iran te beoordelen als wat hij is, namelijk: illegaal volgens het internationaal recht. Wij delen met u de bezorgdheid over de koopkracht van de mensen, maar dat de olie- en energieprijzen door het dak gaan, is het gevolg van de waanzin in het Midden-Oosten. De eerste minister slaagt er niet in die waanzin te benoemen als wat hij is, met name illegaal, noch slaagt hij erin duidelijk te maken dat we niet zullen

plooien en dat we altijd het internationaal recht laten primeren. Neen, de eerste minister spreekt vandaag, in tijden van stijgende energieprijzen, over een normalisering van de relaties met Rusland en zet zo Oekraïne met de rug tegen de muur. Vindt u dat rechtvaardig?

De burgers in ons land worden ook niet geholpen om de omslag te kunnen maken en hun huizen beter te isoleren. Die Vlaamse materie is, toevallig of niet, een bevoegdheid van uw minister. Wat is er op dit moment rechtvaardig aan de positie die de regering inneemt in die oorlog en in de onderhandelingen met Rusland en aan de manier waarop we kijken naar de Verenigde Staten? Zou u het rechtvaardig vinden mochten we luchtsteun geven aan Saoedi-Arabië? Ik stel de vraag, omdat er gisteren een debat was met de eerste minister in de commissie. Dan heb ik het nog niet gehad over de scheefftrekking van het defensiebudget, zeker als men kijkt naar de besparingen op ontwikkelingssamenwerking – toeval of niet, gisteren was Tom Fletcher, de vicevoorzitter Humanitaire Zaken van de VN, te gast in het Parlement –, noch over de onderbudgettering van het klimaatbeleid.

Zeg mij dan eens, waar is de rechtvaardigheid in die domeinen? Hoe kan een partij als Vooruit de begroting in godsnaam verdedigen?

01.142 Jan Bertels (Vooruit): Mevrouw Almaci, voor ons is rechtvaardigheid een criterium, net zoals solidariteit een criterium is. We zullen samen met de regering zorgen voor een duurzaam pensioenstelsel. Daarvoor moeten we een aantal maatregelen nemen, dat klopt, en dat zullen we ook doen, zodat er ook aan onze kinderen en kleinkinderen een pensioen kan worden betaald. Wij gaan niet mee in het klachtenverhaal dat zij daar niet meer op zullen kunnen rekenen. We zullen ervoor zorgen dat een duurzaam socialezekerheidssysteem overeind blijft, voor vrouwen en voor mannen. Voor de onbetaalde zorg moeten we eerbied hebben. Voor onze partij mag onbetaalde zorg meer gewaardeerd worden, denk maar aan het voorstel van onze minister om het vaderschapsverlof met één week uit te breiden.

Dat doet men door concrete zaken te realiseren, mevrouw Almaci, niet door te roepen aan de zijlijn. U weet dat, want u zat met ons samen in de vorige regering. Daarvoor moet men botten aantrekken en in het slijk staan. Voorafspiegelingen van wat ideaal zou kunnen zijn, helpen niet.

Met betrekking tot Iran kan ik heel duidelijk zijn. Voor Vooruit is dat niet onze oorlog. Met betrekking tot energie – die vraag zal waarschijnlijk nog een paar keer terugkomen – hebben we al gezegd dat we een prijsbeheersingssysteem willen. Andere partijen hebben zich bij dat pleidooi aangesloten. De regering zal dus werken aan een prijsbeheersingssysteem wanneer de energieprijzen blijven de pan uit swingen, zoals we dat ook hebben gedaan in de vorige legislatuur, ook met Vooruit erbij. We zullen de koopkracht dus proberen te beschermen.

Met betrekking tot defensie, we leven nu eenmaal in de wereld waarin we leven. We hebben in Europa – België maakt daar deel van uit – een eigen industriële capaciteit en een eigen defensie nodig. Afhankelijkheid van wie dan ook werkt niet. We moeten onze afhankelijkheid afbouwen en autonomie op verschillende vlakken, waaronder defensie, nastreven.

01.143 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): Collega Bertels, u weet dat ik u waardeer, maar u hebt niet geantwoord op de vraag.

De pensioenhervorming is niet rechtvaardig. U draait rond de pot. Dat u er niet in slaagt om hier als socialistisch parlementslid te erkennen dat het niet rechtvaardig is dat 30 % van de vrouwen in ons land slechter af zijn na de pensioenhervorming, zegt alles. Dat zegt alles over hoe ver u bent afgegleeden in de regering. Een derde van de vrouwen is slechter af en u probeert dat te verkopen met het argument dat u zich vuilgemaakt hebt? U hebt zich helemaal niet vuilgemaakt, u hebt zich laten rollen. Dat is de analyse. U hebt zich zeker laten rollen wanneer het gaat over het massale budget voor Defensie, want dat mag in deze gevaarlijke tijden blind worden uitgegeven, zonder dat we mogen weten wat ermee zal gebeuren. Het zit helemaal scheef.

Neen, het is niet rechtvaardig en, neen, wij roepen niet vanaf de zijlijn. Het is dankzij de groenen in de vorige regering en in de onderhandelingen dat de armoedegraad zo hard daalde. Zonder groenen ziet men het verschil. Uw minister van Armoede zal de armoedegraad zien exploderen, terwijl we niet eens weten waar we vandaag staan, als het gaat over de oorlog in Iran, en of wij morgen het schatrijke Saoedi-Arabië met belastinggeld van de Belgen zullen helpen om zijn luchtruim te verdedigen. De

regering heeft in dat debat nog niet eens kunnen trancheren.

Ik herinner u eraan hoe een voorganger van u met wie ik samen zetelde, met name Dirk Van der Maelen, en een oud-partijvoorzitter, toen burgemeester van Oostende, vanuit de oppositie affiches verspreidden met F-16's erop afgebeeld en daaronder de tekst: daar vliegt uw pensioen. Misschien moet u teruggaan naar die tijd, want ik ben dat niet vergeten, en met mij heel veel Vlamingen, als ze kijken naar de voorliggende begroting. U laat de gewone Vlamingen keihard in de steek. Dat is de analyse.

01.144 Irina De Knop (Anders.): Mijnheer Bertels, ik hoorde u daarnet zeggen dat er 4 miljard euro in de gezondheidszorg wordt geïnvesteerd, boven op de index. We hebben hier al herhaaldelijk gezegd dat de groeinorm inderdaad wordt behouden, maar tegelijkertijd worden jaarlijks ook ettelijke miljoenen niet uitgegeven. Dit jaar alleen al wordt 310 miljoen euro van die groeinorm niet uitgegeven. Daarvoor wordt naar bijkomende inkomsten gezocht. De groeinorm waarvoor u zich zo op de borst klopt, is dus gedeeltelijk artificieel.

We begrijpen dat dit voor uw fractie een belangrijk politiek symbool is, maar de waarheid heeft haar rechten. Wat wij problematisch vinden, is dat u op die manier, samen met uw minister, telkens opnieuw een grotere belastingbasis creëert en zo de volgende begrotingen bezwaart, terwijl u dat nadien moet corrigeren en naar inkomsten op zoek moet gaan. Wij verkiezen het eerlijke pad te bewandelen.

Ik heb begrepen dat 125 miljoen euro van die 'besparingen' van remgeldverhogingen moet komen. Op zich kunnen wij ons daarin vinden, want we stellen een heel grote overconsumptie en overbevraging van artsen vast. We begrijpen dus vanwaar dit komt, maar het is intussen al maart. Het is dus hoog tijd dat eindelijk duidelijk wordt op welke manier u die remgeldverhoging zult organiseren. Voor welke prestaties zal die worden toegepast? Nog belangrijker, welke patiënten zullen worden getroffen? Zal opnieuw het heilige huisje van de verhoogde tegemoetkoming gespaard blijven? Zult u opnieuw het geld zoeken bij de gewone mensen, die altijd voor alles mogen opdraaien?

Ik hoor dus heel graag hoe u die remgeldverhoging zult inzetten, waar u dat zult doen en wanneer dit eindelijk zal ingaan.

01.145 Jan Bertels (Vooruit): Mevrouw De Knop, voor de gezondheidszorgbegroting, ook voor de andere begrotingen maar vooral voor de gezondheidszorgbegroting, zijn wij voor transparantie. Ik heb nog de tijden meegemaakt van een liberale minister van Volksgezondheid die zei dat wij volgens haar een reële groeinorm van 1 % à 1,5 % hadden. De rekeningen lieten evenwel elk jaar een tekort van 3 % à 4 % zien. Daar zaten we dan met de problemen. Ik heb dan liever een reële groeinorm die correct is en waarbij we gereserveerde bedragen hebben, deels omdat we die bedragen op kruissnelheid correct en transparant regelen, in plaats van achteraf de factuur te presenteren en te stellen dat anderen moeten betalen. Vanaf het begin moet er een duidelijke groeinorm worden afgesproken, die gerespecteerd wordt en doorheen de jaren stijgt.

Wat uw 125 miljoen euro betreft, ik val soms echt van mijn stoel. Als wij iets doen, roept u als eerste dat er geen overleg is met de sector en dat de actoren er niet bij betrokken zijn. Nu hebben wij duidelijk met de actoren in de Algemene Raad afgesproken dat die 125 miljoen euro remgeld tegen het midden van het jaar met hen zal worden uitgewerkt. We zullen samen afspreken en overleggen hoe dat gebeurt, om dat bedrag opnieuw in de zorg te investeren. Nu merkt u op dat er altijd moet worden overlegd. Tegelijk verwijt u ons dat we te snel gaan en niet overleggen of dat wij de maatregel nog niet hebben getroffen. Wij doen dat echter zoals afgesproken met alle actoren in de Algemene Raad, namelijk regering, partners, zorgverstrekkers, vakbonden en werkgevers. We zullen die maatregel van 125 miljoen euro tegen het midden van 2026 concretiseren. Dat zal gebeuren en dat bedrag zal geherinvesteerd worden.

Ik moet toch nog iets opmerken. Als er een maatregel wordt getroffen, bijvoorbeeld bij de Federale Toezichtcommissie, die met de actoren is afgesproken, wie stelt die maatregel dan uit? Wie voert er vertragingsmanoeuvres uit? Dat is mevrouw Irina De Knop, zonder enige reden. Dat is eergisteren nog gebeurd. Mevrouw Irina De Knop gaf aan dat zij geen vragen meer had, maar stelde toch een tweede lezing voor. Dat zorgt voor vertraging.

01.146 Irina De Knop (Anders.): Mijnheer Bertels, ik wist wat u ging zeggen. U ging zeggen dat ik

verrast was dat we toch artikelsgewijs hebben gestemd, ondanks de tweede lezing. Ik leer bij. We hebben inderdaad artikelsgewijs gestemd en iedereen heeft daarin zijn ding gedaan.

Ik ga even terug naar de groeinorm. U zegt dat die wordt behouden en dat u daarvoor kiest. U weet, mijnheer Bertels, dat dit windowdressing is. U stelt een zeer hoge groeinorm voorop en geeft vervolgens de facto minder uit. Wij hebben effectief een andere keuze gemaakt. Als liberalen kiezen wij liever de moeilijke weg: een maximum van anderhalf. Als dat moet worden bijgesteld, dan moeten daar goede redenen voor zijn. Mijn collega's hier vooraan zeggen dat er aan het einde van de legislatuur waarin wij nog die verantwoordelijkheid hadden wel degelijk een evenwicht was. We zullen zien of u dat evenwicht zult kunnen bewaren. The proof of the pudding is in the eating.

Dan gaat u over tot overleg. Jullie doen dat "in overleg", zegt u. We kennen het overleg van minister Vandenbroucke – u mag altijd applaudisseren, ook bij het Vlaams Belang, daar heb ik geen probleem mee. Als men met minister Vandenbroucke spreekt, is dat geen dialoog maar een monoloog, een dictaat; dat hoor ik van iedereen in de sector. Precies daarom duurt het zo lang. Hoelang wordt die kaderwet al aangekondigd? Volgende week houden we daar voor het eerst besprekingen over, en hoe sterk is die al afgezwakt? Dat komt niet door de minister zelf, maar door uw vrienden-coalitionpartners en door de zogenaamd fantastische dialoog die de minister heeft gevoerd.

Dan kom ik bij de Federale Toezichtcommissie. De minister kiest ervoor om bijkomende controlemechanismen op te leggen aan zorgverleners die nu al niet weten waar eerst te beginnen, die geconfronteerd worden met lange wachtlijsten en overbevraging. Wij zouden als liberalen andere keuzes maken.

Dan kom ik terug op het remgeld, want daarop hebt u eigenlijk niet geantwoord. Wij stellen voor dat het in elk geval geen lineaire verhoging wordt voor alle categorieën, maar dat duidelijk is dat men daarmee beleid willen voeren. Een beleid dat ervoor zorgt dat we onze zorgverleners ondersteunen, dat het huisartsentekort wordt aangepakt en dat we misschien iets selectiever worden in de toegang tot de gratis geneeskunde, zodat mensen die echt ziek zijn en dringend zorg nodig hebben voorrang hebben.

01.147 Jan Bertels (Vooruit): Mevrouw De Knop, iedereen kan elke dag wel iets bijleren. Weet u wie die Federale Toezichtcommissie, waarover we het gisteren hadden en die we zullen versterken, heeft opgericht? Wij hebben dat samen gedaan tijdens de vorige legislatuur. Wij hebben dat samen gedaan!

01.148 Irina De Knop (Anders.): Ja, en ik heb die twee eens naast elkaar gelegd. De kwaliteitswet waarover u het hebt, hebben we inderdaad ingevoerd. Daar zijn we fier op, want die legt de normen voor kwaliteitsvolle zorg vast. Ik heb echter ook even de tabel erbij genomen met extra maatregelen die minister Vandenbroucke wil invoeren. Die bevat zelfs huiszoekingen en *mystery* patiënten. Daar passen wij inderdaad voor. Dat heeft namelijk niets meer te maken met de kwaliteitswet die wij hebben ingevoerd, maar alles met de overdreven controledrang van minister Vandenbroucke.

01.149 Reccino Van Lommel (VB): Mijnheer Bertels, u hebt daarnet iets interessants gezegd over de elektriciteitsproductie, namelijk dat we in de toekomst zelfvoorzienend moeten zijn. Die discussie heb ik in de vorige legislatuur voortdurend met uw collega Verduyck gevoerd. U moet mij eens uitleggen hoe u die zelfvoorzienendheid ziet, want uw collega was voor 100 % hernieuwbaar, met zon en wind. Betekent dit dat u met Vooruit een eureka-moment hebt gehad en dat u nu ook pleit voor investeringen in kerncentrales? Wat is voor u de energiemix? Hoe zult u dat aanpakken?

01.150 Jan Bertels (Vooruit): Mijnheer Van Lommel, u hebt iets gehoord dat ik niet heb gezegd. Ik heb gezegd dat we energie-autonoom moeten zijn. Dat is wat ik heb gezegd.

Dat betekent dat we voor verschillende bronnen naar autonomie moeten kijken binnen Europa. Dat zullen we doen. We zullen dus moeten investeren in zon en wind en er zullen een aantal moedige beslissingen moeten worden genomen om energie van de Noordzee naar het land te brengen. Ik zal zien waar u daarin zult staan. Ten tweede moet er met betrekking tot de nucleaire capaciteit onderzoek gebeuren. De SMR's zijn beslist en we zullen die beslissing uitvoeren. We zullen daar niets anders doen.

01.151 Reccino Van Lommel (VB): Dank u wel. Dat is duidelijk.

Ik heb heel wat filmpjes van discussies met uw collega's van Vooruit die echt tegen nucleaire capaciteit pleiten, zelfs op een zeer dogmatische manier. Misschien had dat te maken met de regering waarin ze toen zaten en was de sfeer toen anders.

Wat de nucleaire capaciteit betreft, ben ik blij met dat voortschrijdend inzicht en dat u daarvan uiteindelijk overtuigd bent geraakt. Ik ben ook van de Kempen, net als u. We hebben een heel mooi Studiecentrum voor Kernenergie (SCK CEN). Ik kan alleen maar hopen dat u de komende jaren die mensen voldoende zult financieren voor onderzoek en ontwikkeling, zodat we zo snel mogelijk die loodgekoelde kerncentrales hebben.

01.152 Robin Tonniau (PVDA-PTB): Goedenavond, mijnheer Bertels.

Ik ben blij u nog eens vooraan te zien. Ik heb wel een beetje een déjà vu. Acht maanden geleden, in juni, stond u daar ook. Ik heb u toen vanop dezelfde plek ondervraagd over de indexrem. Herinnert u zich de indexrem? Dat was eigenlijk het verlaten van de indexering voor gepensioneerden, maar ook voor mensen die afhankelijk zijn van een uitkering en zelfs mensen met een beperking. Die indexering werd uitgesteld. U hebt gezegd dat er een compromis was binnen de regering. U was daar niet tevreden over, maar de index was gered. Voor die mensen kwam het wat later, maar ze kregen een volledige index.

We zijn nu amper acht maanden later en we krijgen hetzelfde verhaal, maar nu gaat het veel verder. Het gaat niet eens meer over een vertraagde volledige indexering. Het gaat nu over het niet meer volledig indexeren van de helft van de Belgische bevolking. De helft van de werkende mensen wordt twee keer niet meer volledig geïndexeerd. Bijna de helft van de gepensioneerden wordt twee keer niet volledig geïndexeerd.

U bent socialist. Vooruit beschermt de index. U hebt dat beloofd aan uw kiezers op uw intredingscongres. U hebt aan uw kiezers gevraagd om voor u te stemmen omdat u, in een rechtse regering, de index zou redden. Tijdens de onderhandelingen hebt u daar keihard voor gevochten.

Eigenlijk was het toch poepsimpel om die index te behouden? De N-VA wou de index behouden, de MR wou de index behouden, Les Engagés wou de index behouden, cd&v wou de index behouden, maar toch wordt die aangepast. Vanwaar komt dat idee? Tijdens de verkiezingscampagne heb ik deelgenomen aan debatten, bijvoorbeeld bij UNIZO Oost-Vlaanderen. Alle Vlaamse partijen waren daar vertegenwoordigd. Er werden stellingen geponeerd waarop we moesten reageren met groene en rode bordjes. Een van de stellingen was of de automatische indexering moest worden behouden zoals die was. Er gingen enkel groene bordjes de lucht in. Alle partijen waren voorstander. Daarna mocht men argumenteren. De argumentatie was dat het de beste bescherming voor de koopkracht was. Die automatische indexering heeft ons door de energiecrisis geloodst en behoudt onze consumptie.

Vandaag debatteren we over het feit dat Vooruit in een regering zit die een centenindex invoert, waardoor veel mensen geld verliezen, niet één keer, niet twee keer, maar elke maand opnieuw. Mijn ex-collega's bij Volvo, bijna alle arbeiders van de Gentse zeehaven, zijn het slachtoffer van uw centenindex. Veel van die mensen zullen over hun volledige carrière meer dan 10.000 euro verliezen. U applaudisseert hier voor dat systeem van een index, op een moment dat de energieprijzen door het dak gaan.

Mijnheer Bertels, vanwaar komt het idee van die centenindex? Wie is daarmee gekomen? Hoe komt het dat Vooruit daar zo slecht over heeft onderhandeld?

01.153 Jan Bertels (Vooruit): Ik heb het al gezegd, we hebben de automatische indexering behouden in België, in tegenstelling tot vele andere landen. De automatische indexering blijft behouden voor iedereen, behalve twee keer voor mensen die boven een brutoplafond zitten. Voor hen wordt het een centenindex. Wij willen een volledige, automatische indexering voor de mensen die minder dan 4.000 euro bruto verdienen, of voor wie een uitkering van minder dan 2.000 euro krijgt.

Dat hebben we zo beslist omdat we een aantal budgettaire maatregelen moeten nemen. Sommigen krijgen iets minder, maar ze krijgen wel een index. De consumptie van de mensen die meer verdienen dan dat plafond zal niet dalen omdat ze hun index niet volledig krijgen. Ze krijgen hem twee keer niet en daarna krijgen ze hem ook volledig. Wij proberen de consumptie en de koopkracht van alle mensen

te beschermen.

01.154 Robin Tonniau (PVDA-PTB): Mijnheer Bertels, ik dank u voor uw antwoord.

We hebben een heel goed prijsbeheersingssysteem en we willen een prijsbeheersingssysteem invoeren voor de brandstof. Wel, de index is zo'n beschermingssysteem. Dat gaat automatisch en de politiek hoeft zich daar niet mee bemoeien. Er bestaat bijvoorbeeld geen indexwet en dat is omdat dat wordt onderhandeld door de werkgevers en de werknemers. Er zijn werknemers in bepaalde paritaire comités die zelfs geen index hebben en er zijn er andere die om de twee maanden een indexaanpassing hebben. Dat is hun zaak. Zij hebben dat onderhandeld en afgedwongen.

Men kan politiek niet verantwoorden dat men als sociaaldemocraat applaudisseert voor uw centenindex. Opnieuw, de helft van alle Belgen, de helft van de werkende mensen verliest daar geld door en u applaudisseert omdat de andere helft geen geld verliest. U bent zagezegd de partij van de koopkracht, maar u komt er niet zo goed uit. De leden die hebben gestemd voor de toetreding tot de arizonaregering opdat u de index zou redden, vraag hen nog eens naar hun mening. Vraag hen nog eens of u in de regering moet blijven of niet.

01.155 Jan Bertels (Vooruit): Mijnheer Tonniau, natuurlijk zijn we daar trots op. We zijn het enige land waar de automatische index behouden is. Het enige land, buiten Luxemburg. In Luxemburg is die er ook nog. Dat automatisme hebben we behouden. Wij hebben ervoor gezorgd dat het blijft bestaan. De sociale onderhandelingen om de index te behouden, zullen wij blijven steunen. Wij hebben het systeem overeind gehouden. Als wij aan de zijlijn waren gaan staan, zou het systeem misschien gesneuveld zijn. Wij maken onze laarzen vuil en het systeem blijft bestaan.

01.156 Robin Tonniau (PVDA-PTB): Mijnheer Bertels, we zijn niet het enige land met een automatische loonindexering, maar we zijn wel het enige land met een loonblokkeringswet. Die bestaat ook nergens anders.

Hoe hebt u het klaargekregen om in de regering te zeggen dat u de index zou redden, terwijl er geen enkele partij was die de index wou aanvallen? Hoe is dat gebeurd? We hebben daar nog altijd geen antwoord op. Vanwaar komt dat idee? Wie heeft die bal aan het rollen gebracht? En wie is daar toen mee akkoord gegaan? Wie heeft toen gezegd dat hij meedeed aan die aanval op de index?

01.157 Jeroen Van Lysebettens (Ecolo-Groen): Mijnheer Bertels, ik ga even verder in op de index, waar de heer Tonniau het net over had.

Hij illustreert zeer treffend hoe complex de centenindex is. In het klavertjenvier van premier De Wever werd de indexaanpassing altijd gekoppeld aan de btw-verhoging, omdat een btw-verhoging uiteraard een impact heeft op de koopkracht. Ik verwijs daarbij naar het betoog van mijn collega Vanbesien. Om dat te compenseren, voert men dan een indexsprong of een indexmatiging in; hoe u het ook wilt noemen. De stinkende kameel van de btw-verhoging heeft inmiddels euthanasie gekregen. De stinkende kameel van de indexsprong, of van de centenindex, zit hier echter nog altijd in. Mijn eerste vraag is dus waarom.

Ik heb nog een tweede vraag. De stinkende kameel van de btw-verhoging heeft dan wel euthanasie gekregen, maar er zijn helaas blijkbaar een aantal beoefenaars van de necromantie, waardoor die binnenkort opnieuw tot leven zal komen. Kunt u garanderen dat dat geen nieuwe indexsprong met zich meebrengt?

01.158 Jan Bertels (Vooruit): Mijnheer Van Lysebettens, de inkomsten zitten ook in de begroting. We hebben daarover al een discussie gevoerd, ook in de commissie voor Financiën, met uw collega Vanbesien. Die inkomsten zullen eveneens moeten worden gerealiseerd. Verschillende ministers hebben al aangegeven dat in het kader van de begrotingscontrole het gat door inkomsten die er nu nog niet zijn, laat ik het zo formuleren, moet worden opgevangen. Daarover zullen we waken. Voor de toekomst zullen we, zoals ik in het begin van mijn uiteenzetting zei, waken over het evenwicht en de rechtvaardigheid in de toekomstige begrotingen. Daarvoor zullen wij opnieuw onze handen vuilmaken.

01.159 Jeroen Van Lysebettens (Ecolo-Groen): Mijnheer Bertels, u danst wat rond de kwestie, maar de essentie is duidelijk, want er ligt nog een hogere indexsprong op de regeringstafel en Vooruit sluit

niet uit dat die er komt. Het gaat dus niet alleen over deze centenindex, maar ook over verdere sprongen. Die kunnen er komen, zegt u. Als ze er komen, zullen wij die bevechten.

01.160 Ellen Samyn (VB): Mijnheer Bertels, uw partij heeft de voorbije weken een goednieuwsshow opgevoerd, alsof Vooruit het pensioenstelsel heeft gered. Hoe meer artikels we lezen, hoe duidelijker het wordt dat die hervorming allesbehalve een sociale overwinning is. Ze lijkt veeleer een poging om een slecht akkoord achteraf politiek verteerbaar te maken. Nochtans was uw partij daarvoor van in het begin medeverantwoordelijk. Vrouwen worden zwaarder getroffen door uw malus. Minister Jambon zegt dan dat vrouwen zich maar moeten aanpassen.

Plots komt Vooruit op de sociale media uitleggen hoeveel het wel niet heeft binnengehaald. Als het zo'n grote overwinning is, waarom blijft die malus dan bestaan? Waarom worden vrouwen nog steeds harder geraakt? Waarom maakt u vervroegd pensioen op 60 jaar bijna onhaalbaar, met voorwaarden die vooral goed in de oren klinken maar die het in de praktijk onmogelijk maken?

01.161 Jan Bertels (Vooruit): Mevrouw Samyn, u hebt net goed aangetoond waarom Vooruit in de regering nodig is. We hebben effectief sociale correcties aangebracht in het hele debat omtrent de pensioenhervormingen. We hebben de 60/42 waarnaar u verwijst, verankerd in de pensioenhervorming. Zijn daar voorwaarden aan verbonden? Natuurlijk zijn daaraan voorwaarden verbonden. Blijft het vervroegd pensioen bestaan? Ja, het vervroegd pensioen blijft bestaan. Is er een bonus? Ja. Is er een malus? Ook ja. Op dat punt hebben we samen met de coalitiepartners een systeem proberen te uit te werken. In een regering moet men geven en nemen. Dat is normaal, zowel in een Belgische als in een Vlaamse regering. Men kan niet alles binnenhalen. Men moet geven en nemen, en aldus een evenwicht bereiken.

Ik denk dat we een evenwicht hebben bereikt dat de duurzaamheid van ons pensioenstelsel bewerkstelligt, zowel voor werknemers, zelfstandigen als voor ambtenaren. Dat wordt hier immers allemaal door elkaar gehaald. De drie verschillende bestaande stelsels stemmen we op elkaar af, wat de duurzaamheid verankert. De financiële haalbaarheid, in het kader van het percentage van het bbp wordt ook duurzaam verankerd en haalbaar gemaakt.

01.162 Ellen Samyn (VB): Mijnheer Bertels, u zegt dat het geven en nemen is. Er is vooral heel veel sociaal afgenomen van vrouwen. U probeert een asociale hervorming te verkopen met sociale slogans. Een strik rond een slechte maatregel maakt er nog geen goed cadeau van. De waarheid is eenvoudig. Deze hervorming straft mensen met onderbroken loopbanen. Ze straft vooral vrouwen en maakt het pensioen moeilijker. U spreekt wel over die 42 loopbaan jaren, maar u maakt het gewoon moeilijker. U probeert iets te verpakken dat in werkelijkheid gewoon een slechte hervorming is.

01.163 Natalie Eggermont (PVDA-PTB): Ik sluit mij aan bij het interessante en belangrijke debat over de rechtvaardigheid van de pensioenhervorming.

Ik spoel even terug. Minister Jan Jambon verklaarde dat vrouwen zich maar moeten aanpassen en harder zullen moeten werken, als zij nog een deftig pensioen willen. Dat leidde tot veel ophef en verontwaardiging. Vervolgens komt hij naar het Parlement en denken wij dat hij zich misschien zal excuseren of zal uitleggen dat hij het niet op die manier had moeten formuleren. Dat gebeurt echter niet. Hij ontkent en schuift de schuld af op de openbare omroep, ook al stond het op beeld. Die uitspraak gooide meer olie op het vuur, honderdduizend mensen kwamen op straat. Ik meende dat Vooruit Jan Jambon zou terechtwijzen dat hij met die opmerking te ver ging en dat de partij haar samenwerking aan de hervorming zou opzeggen. Wat gebeurt er echter? Vooruit komt hem te hulp. Zo onderstreept Vooruit in een opiniestuk dat de pensioenhervorming wel degelijk rekening houdt met vrouwen.

Dat begrijp ik niet. De pensioenhervorming is onrechtvaardig voor vrouwen. Vrouwen hebben nu al gemiddeld een lager pensioen. Een vrouw op drie die vandaag met pensioen gaan, zit onder de armoedegrens, terwijl de prijs van een rusthuis gemiddeld 2.235 euro bedraagt. De maatregelen van de regering zullen die situatie verergeren. De pensioenmalus treft vier vrouwen op tien en een man op tien. Dat is een feit. De Studiecommissie voor de Vergrijzing heeft het aangegeven, het Federaal Planbureau heeft het opgemerkt en de Raad van State heeft het ook vastgesteld. De pensioenhervorming treft vrouwen op alle vlakken harder. De Raad van State waarschuwt bovendien voor discriminatie. Daarbovenop komt dat alle maatregelen retroactief worden toegepast. Vrouwen zijn misschien superhelden, want zij doen elke dag opnieuw het onmogelijke, maar terug in de tijd reizen

om extra dagen te werken, kan niet. Het is dus onrechtvaardig om dat te verwachten.

Mijn vraag is dus heel eenvoudig. Erkent u dat de pensioenhervorming onrechtvaardig is voor vrouwen en dat er een risico op discriminatie bestaat, zoals de Raad van State aangeeft? Of blijft Vooruit zich achter Jan Jambon scharen, die met de hand op het hart beweert dat de pensioenhervorming vrouwen absoluut niet viseert?

01.164 Jan Bertels (Vooruit): Mevrouw Eggermont, het debat daarover zullen we voeren wanneer de pensioenhervorming hier wordt voorgelegd.

We hebben duidelijk gemaakt dat de minister van Pensioenen zijn communicatie af en toe wat beter moet verzorgen. De communicatie van de minister is nu eenmaal wat ze is. Als u hem daarover wilt aanspreken, moet u dat doen tijdens dit debat. Ik ben evenmin communicatieadviseur van de ene of de andere. Ik ken daar trouwens niets van.

01.165 Natalie Eggermont (PVDA-PTB): Dat vind ik jammer, mijnheer Bertels. Ik ben begonnen over wat Jan Jambon heeft gezegd. U bent hem ter hulp gesneld. Het is immers toch uw collega Anja Vanrobaeys die heeft gezegd dat de pensioenhervorming rekening houdt met vrouwen? Mijn vraag is dus of u kunt toegeven dat de pensioenhervorming vrouwonvriendelijk en discriminatoir is. Wat zult u daar dan mee doen?

Ik kijk alvast uit naar de debatten over de pensioenhervorming. U zegt namelijk altijd dat u uw verantwoordelijkheid neemt. U zult dan de kans krijgen, want indien Vooruit de hervorming niet mee goedkeurt, komt er geen pensioenmalus. U zou dus uw verantwoordelijkheid kunnen nemen door die pensioenmalus te blokkeren en de pensioenhervorming tegen te houden.

01.166 Steven Coenegrachts (Anders.): Mijnheer Bertels, we zijn hier al een hele middag op zoek naar de mol. We zoeken de mol die in de regering tegenhoudt dat de accijnzen op brandstoffen omlaaggaan, dat de prijs voor een liter benzine en een liter diesel omlaaggaat. We weten dat het niet de MR is. De MR is voorstander van een omgekeerde cliquet. We weten dat het ook niet cd&v is, want het was minister Van Peteghem die dat vorige keer mee heeft ingevoerd. Tjeven veranderen nooit van gedacht, dus in de standvastigheid der dingen is hij daar waarschijnlijk vandaag ook voor. Ik moet het hem niet vragen, ik vertrouw er blind op. Vorige legislatuur lag onze pijngrens op 2 euro. De pijngrens van de regering was 2 euro per liter diesel. Vanaf dat punt hebben we gezegd dat dat te hoog was en dat we dat gingen verlagen. Vandaag zegt de regering dat ze geen pijngrens heeft. Is het 2 euro, 2,10 euro of 2,20 euro? We weten het vandaag niet.

Mijn vraag is, ten eerste, bent u voor de omgekeerde cliquet? Wilt u dat steunen? Bent u de mol of bent u het niet? Dat is de vraag.

Ten tweede, waar ligt voor u binnen deze regering de pijngrens? Als het geen 2 euro meer is, is het dan 2,50 euro, 3 euro of 3,50 euro? Waar mogen de gewone mensen die u zegt te verdedigen zich aan verwachten?

01.167 Jan Bertels (Vooruit): Ze mogen zich verwachten aan het gegeven dat we binnen de regering hebben afgesproken dat er monitoring is. Als u mij vraagt wat er is afgesproken, dan zeg ik dat er monitoring zal zijn. We hebben gezegd dat er een prijsbeheersingssysteem moet komen ter bescherming van de koopkracht. U moet dat vragen aan de collega's die voor u zitten. We gaan de discussie binnen de regering hier nu niet openlijk voeren, want dat maakt ze alleen maar moeilijker. We gaan ervoor zorgen dat de koopkracht van de gezinnen beschermd wordt voor energie. Dat is meer dan alleen de dieselprijs. We zullen dat ruimer bekijken. De koopkracht zullen wij beschermen. De discussie tijdens de vorige regering heb ik ook meegemaakt. Dat was toen ook niet eenvoudig, ook niet met uw partij.

01.168 Steven Coenegrachts (Anders.): Eenvoudig of niet, collega Bertels, we hebben het wel gedaan. Vandaag doet u niets. U zegt dat de accijnzen op gas omhooggaan. De verwarming van de gezinnen wordt duurder. Een huis verwarmen wordt duurder. Dankzij de socialisten in de regering, dankzij u. U gaat de koopkracht beschermen door de accijnzen te verhogen. U gaat de koopkracht beschermen door de accijnzen op diesel niet te verlagen. Zo beschermt u de koopkracht. U vertelt hier maar wat, mijnheer Bertels, maar u doet niets. In feite doet u niets. Wat u doet, is stemmen voor

accijnsverhogingen en tegen accijnsverlagingen. Misschien bent u de mol wel.

01.169 Barbara Pas (VB): Mijnheer Bertels, u bent daarnet naar eigen zeggen van uw stoel gevallen. Weet u waarvan ik van mijn stoel val? Van socialisten die hier op het spreekgestoelte zeggen dat socialisten in een regering nodig zijn om de pensioenen te behouden voor de volgende generaties. Het zijn de socialisten die 21 jaar op rij onafgebroken, van 1990 tot 2011, de minister van Pensioenen hebben geleverd, en onder de vorige regering ook nog eens vijf jaar.

Jullie hebben de problemen veroorzaakt. Jullie hadden toen buffers moeten aanleggen, maar we hebben alleen zilverfondsen gekregen. Als u nu zegt dat socialisten voor een oplossing zullen zorgen voor de pensioenen, toont u met deze hervorming nog maar eens aan dat dat niet het geval is.

Zoals mijn collega al heeft gezegd, worden de vrouwen disproportioneel gestraft. Daarnaast is het volledig onacceptabel dat u verworven rechten terugdraait. Hoe kunnen vrouwen, of andere mensen, die deeltijds gewerkt hebben, die een loopbaankeuze hebben gemaakt op basis van de spelregels van toen, nu nog hun gedrag aanpassen, zoals dat door de minister van Pensioenen, Jan Jambon, gevraagd wordt? Kunt u uw loopbaan terugspoelen?

Ik heb nog altijd geen antwoord gekregen op die vraag. Ik ben zeer benieuw of u het wel kunt.

01.170 Jan Bertels (Vooruit): Mevrouw Pas, als we van één partij geen lessen hoeven te krijgen over solidariteit en sociale zekerheid, is het van uw partij. U moet uw geschiedenis maar even opzoeken. U moet in de sociale geschiedenis eens bekijken wie het pensioensysteem heeft uitgewerkt. Dat zijn de socialisten. En wie zal er nu voor zorgen dat het pensioensysteem duurzaam en solidair blijft? Dat zal ook deels dankzij de socialisten zijn.

01.171 Barbara Pas (VB): Ik hoef geen tijd aan een repliek te spenderen, want ik heb geen antwoord gekregen op mijn inhoudelijke vraag.

01.172 Axel Ronse (N-VA): Mijnheer Bertels, u bent een moedig man. In moeilijke tijden staat u met ons klaar om de pensioenen te hervormen, om ervoor te zorgen dat onze competitiviteit op het vlak van de loonkosten behouden blijft en om onze werkloosheidsverzekering correct maar rechtvaardig te maken. U bent een van de mensen die hun nek uitsteken, samen met uw fractie en uw ministers, om ervoor te zorgen dat de sociale zekerheid standhoudt.

Hoe voelt u zich dan als linkse en zeer linkse partijen, zoals de PVDA, het Vlaams Belang, Groen en de PS, hun handen niet willen vuilmaken om onze sociale zekerheid te redden? Is dat niet vermoeiend voor u, mijnheer Bertels, om al dat gewauwel te aanhoren?

01.173 Jan Bertels (Vooruit): Neen, dat is niet vermoeiend. Ik ben een democraat en ik wil dat debat gerust aangaan. Ik wil het democratisch spel spelen zoals het moet. Er is echter één verschil met een aantal partijen die bewust aan de zijlijn blijven staan en zeggen dat zij alleen een zweeppartij willen zijn. Wij willen onze handen vuilmaken, onze laarzen vuilmaken en daadwerkelijk iets realiseren. Wij willen niet alleen roepen aan de zijlijn en onszelf uitsluiten of op voorhand zeggen, zoals de PVDA, dat men op hen mag stemmen, maar dat ze zeker niets zullen doen waarbij ze de handen moeten vuilmaken.

01.174 Annik Van den Bosch (PVDA-PTB): Ik wil het even hebben over het defensiebudget.

Mijnheer Bertels, u zegt dat u steunt dat er miljarden naar defensie gaan. U steunt dat, terwijl de koopkracht van de burgers verdwijnt als sneeuw voor de zon en de prijzen de pan uit swingen. Ziekenhuizen en scholen smachten naar meer middelen. U steunt dus een begroting waarin miljarden naar defensie gaan. Dat is een politieke keuze, een keuze van de regering om de bevolking te laten betalen voor oorlogen waarvoor ze zelf niet kiezen, een keuze om blindelings het Amerikaanse imperialisme te volgen. Het is een keuze waarvoor de werkende mensen betalen, want elke euro die naar tanks of drones gaat, wordt weggehaald uit onze sociale zekerheid, onze pensioenen enzovoort.

U zegt dat dat voor onze veiligheid is. Vraag eens aan een verpleegster die alleen op een afdeling staat met een tekort aan collega's, of aan een alleenstaande moeder die haar verwarming niet kan betalen, of zij zich veiliger voelt. Ik denk het niet. Zij voelen zich vooral in de steek gelaten. Van een rechtse

partij zoals de N-VA kunnen we zulke keuzes begrijpen. Van een sociaaldemocratische partij zoals Vooruit begrijp ik die keuze niet. Waarom gaat u mee in hun oorlogsretoriek?

01.175 Jan Bertels (Vooruit): Wij gaan niet mee in een oorlogsretoriek. Ik zou niet weten welke. Wat we wel doen, is leven in deze wereld en ervoor zorgen dat er een dubbele veiligheid is: een internationale veiligheid en een interne veiligheid. Niemand van ons heeft er belang bij dat we morgen onderworpen worden aan een Poetin, een Trump, een Chinees of wie dan ook. We willen ervoor zorgen dat Europa en ons West-Europees democratisch model kunnen blijven bestaan, zonder tirannie. Daarvoor hebben we veiligheid nodig, tot spijt van wie het benijdt. We leven niet in een wereld waarin iedereen kumbaya zingt, mevrouw. Spijtig genoeg zijn er mensen die dat niet willen. We moeten ons daartegen bewapenen, letterlijk, ons verzetten en ons daarop voorbereiden.

Daarnaast zorgen we ook voor de interne veiligheid en dat de verpleegster naar wie u verwijst haar werk op een behoorlijke manier kan doen, met financiering vanuit de sociale zekerheid, zodat zij een menswaardig loon krijgt en er een sociaal akkoord kan komen. Dat doen we door beslissingen te nemen en verantwoordelijkheid op te nemen.

01.176 Annik Van den Bosch (PVDA-PTB): U mag fier zijn op die beslissingen. Die militarisering dient niet om ons te verdedigen. Er worden F-35's gekocht, dat zijn aanvalsvliegtuigen. Er worden pantserwagens aangekocht die enkel in Afrika bruikbaar zijn. Komaan, dat heeft niets met verdediging te maken. U zegt ook altijd dat de wereld in brand staat, maar u wilt die blussen met buskruit. Dat helpt niet. Wapens dienen om te vernietigen, niet om vrede te stichten. Er zijn genoeg lessen uit het verleden, ook vandaag nog, die aantonen dat dat niet werkt. De regering zou beter oorlogen voorkomen door echt te investeren in diplomatie en respect te hebben voor het internationaal recht. Dat is investeren in onze verdediging.

01.177 Irina De Knop (Anders.): Mijnheer Bertels, het is een beetje surreëel om van defensie naar gezondheid te gaan, maar ik wil het toch nog even met u over gezondheid hebben, aangezien dat een bevoegdheid is van uw minister.

Het is geen geheim dat er een enorm tekort is aan verplegend personeel, artsen en andere zorgverstrekkers. Dat blijkt telkens opnieuw uit heel wat studies, onder andere van het KCE. Uit bevestigingen bij verschillende specialiteiten leren we dat alsmear meer zorgverleners overwegen om te stoppen en onderzoek van het Rekenhof toont aan dat het Zorgpersoneelfonds zijn doelstellingen absoluut niet haalt. Ik weet dat dit ook u bekommert.

Vandaag is de uitstroom uit de zorg al een feit en de komende maanden en jaren zullen heel wat zorgverleners die keuze ook maken. Men heeft berekend dat er tegen 2040 124.000 extra zorgverleners nodig zijn. Ik hoop dat iedereen hier beseft wat voor een immense, bijna onmogelijke uitdaging dat is. Dat staat namelijk gelijk aan een groei van maar liefst 25 %. Uit de studie van het Rekenhof blijkt ook dat in 2046 het tekort aan verpleegkundigen om dezelfde zorg te kunnen bieden als vandaag, tot 16 % zal oplopen. Vandaag al worden er bedden tot hele afdelingen gesloten wegens een gebrek aan personeel. 16 % van de verpleegkundigen overweegt om binnen vijf jaar te stoppen. Bij verpleegkundigen jonger dan 35 jaar zou dat zelfs een op vier zijn. Wat de artsen betreft, om het huisartsentekort op te vangen, hebben we eigenlijk onmiddellijk 400 nieuwe huisartsen nodig. Huisartsen zijn de hoeksteen van onze Belgische gezondheidszorg en we moeten dat ook in de toekomst zo houden. 40 % van onze huisartsen is echter 55 jaar of ouder en de instroom is te laag. Ik verwijs naar het quotaverhaal.

Mijnheer Bertels, hoe zult u samen met minister Vandenbroucke dat grote tekort aanpakken? Welk beleid zult u daartegenover stellen?

01.178 Jan Bertels (Vooruit): Mevrouw De Knop, dat dit een uitdaging is, is een understatement. Dit is een heel grote uitdaging voor ons zorgsysteem. We hebben niet te weinig artsen, maar wel te weinig huisartsen. Daar ben ik het met u eens. We hebben te weinig huisartsen en van sommige specialisten hebben we er te veel, maar dat is een andere discussie.

Wat betreft het quotasysteem, zoals u weet is dat een federaal quotum dat verhoogd wordt, waardoor de instroom van artsen kan vergroten. Het effect daarvan zal pas binnen enige tijd merkbaar zijn, want de opleiding tot arts duurt immers zeven tot acht jaar. De deelquota worden bepaald door de

deelgebieden en er zit daar wel een systeem in dat moet zorgen voor een grotere instroom van huisartsen.

Wat betreft het brede zorgpersoneel, het Zorgpersoneelsfonds werkt grotendeels. Dat fonds – daar verwijst u naar – werkt niet of niet voldoende voor het deel zelfstandigen, omdat daar een discussie is met de zelfstandigenorganisaties over de invulling. De middelen worden wel helemaal benut voor het deel salaristrekken, niet alleen voor de verpleegkundigen, maar ook voor de zorgkundigen en andere zorgberoepen in verschillende instanties. Het gaat ook over thuisverpleegkundigen en verpleegkundigen in ziekenhuizen en in andere zorginstellingen. Daar wordt dat wel gebruikt. Dat rapport komt trouwens elk jaar naar het Parlement.

Hoe moeten we dat opvangen? Ook daar door te investeren en te hervormen. Het sociaal akkoord komt eraan en u weet waarschijnlijk dat er tijdens de vorige legislatuur door bijna alle actoren een toekomstagenda voor de zorg werd opgesteld. Men probeert die agenda stapsgewijs uit te voeren met de actoren, de vakbonden en de werkgevers, waarbij er wordt overlegd met de werkgevers in de federale zorgsector en in de deelstaatssectoren. We zullen daar een hervorming moeten doorvoeren.

We zijn begonnen met een hervorming van de zorgladder: taakdelegatie, gestructureerde equipes en bekijken hoe mensen kunnen samenwerken om samen zorg te verlenen. Dat loopt al in sommige ziekenhuizen, met verpleegkundige specialisten en hoofdverpleegkundigen die een zorgequipe aansturen. Loopt dat overal? Neen, maar we zullen die zorgladder wel moeten uitvoeren om meer taakdelegatie en samenwerking op het terrein te krijgen.

Ik hoop dat we daar niet geconfronteerd worden met te veel conservatisme, waarbij wordt gesteld dat bepaalde taken beschermd moeten worden en enkel door bepaalde beroepen mogen worden uitgevoerd. Laat ons op dat vlak samenwerken en die zorgladder, zoals afgesproken, stelselmatig verder uitvoeren, zodat basisverpleegkundigen, verpleegkundigen verantwoordelijk voor algemene zorg en andere medisch geschoolden de zorg kunnen regelen in een samenwerkingsequipe. We staan daar inderdaad voor uitdagingen.

01.179 Irina De Knop (Anders.): Mijnheer Bertels, uw antwoord was erg technisch en u ging daarbij in de diepte. Voor mij is dat het beste bewijs dat het gevoerde beleid faalt. Het zijn samenraapsels van kleinere maatregelen links en rechts. U weet echter heel goed dat wij op die manier het grote tekort aan zorgverleners helemaal niet zullen oplossen.

Het zal zeker niet de essentie zijn, of toch niet het enige, maar de manier waarop de minister over zijn zorgverleners spreekt, zal alvast niet helpen om de aantrekkelijkheid van die verschillende beroepen te vergroten. In plaats van die mensen voortdurend tegen zich in het harnas te jagen, zou hij er beter aan doen hen te ondersteunen en ervoor te zorgen dat zij hun werk graag en ook met fierheid doen.

U hebt het Zorgpersoneelsfonds aangehaald. U weet dat het Rekenhof niet alleen kritisch maar ook vernietigend is over het niet behalen van de doelstellingen van het Zorgpersoneelsfonds. Wij betreuren dat meer dan 50 miljoen euro van dat fonds, waarvoor jaarlijks 400 miljoen euro wordt uitgetrokken, gewoonweg niet eens wordt besteed. We hebben dus grote tekorten, maar de beschikbare middelen worden niet eens ingezet.

Ik wil, tot slot, nogmaals een pleidooi houden voor een herwaardering van de nomenclatuur. De minister kondigt hier al bijna twee jaar een hervorming van de nomenclatuur aan. Als u ervoor wilt zorgen dat u genoeg zorgverleners vindt, ook zelfstandige zorgverleners, dan zult u ervoor moeten zorgen dat u die mensen op een correcte en goede manier verloont en dat u de jacht op hen stopzet. Vandaag moeten heel veel zelfstandige verpleegkundigen, maar ook diensten van verpleegkundigen, bepaalde prestaties leveren tegen een niet-correct tarief, waarna de minister komt vertellen dat er wordt gefraudeerd. Dat is te kort door de bocht. De minister zet een hele beroepsgroep weg als fraudeurs en dat is compleet ten onrechte.

La **présidente**: Madame Merckx, je voudrais rappeler que la règle fixe le temps de parole pour une interruption à une minute. Le président a été assez large et vous a laissé dépasser ce temps, mais maintenant je trouve que vous exagérez. Nous allons être plus attentifs et réduire ce temps de parole.

01.180 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Mijnheer Bertels, de mensen zijn enorm ongerust over de

energieprijzen. Een liter diesel kost meer dan 2 euro. Morgen kost een liter benzine 1,9 euro. De gasprijs is ondertussen bijna verdubbeld ten opzichte van een aantal weken geleden. Voor een gezin dat zich met gas verwarmt, is dat ongeveer 500 euro per jaar meer en de oorlog in Iran lijkt niet direct te stoppen. De heer Rousseau verklaarde op de radio dat we maatregelen moeten nemen om de koopkracht te beschermen. De heer Seuntjens drong er een week geleden in de plenaire vergadering op aan dat we de koopkracht van de mensen beschermen. De prijsverhogingen, die erin hakken, tasten de koopkracht direct aan.

Mijnheer Bertels, waarom heeft Vooruit gisteren in de commissie voor Financiën voor de verhoging van de accijnzen op gas, wat de gezinnen zullen voelen, gestemd?

01.181 Jan Bertels (Vooruit): Mevrouw Merckx, ten eerste, wij zijn voorstander van een prijsbeheersingssysteem. Ten tweede, de accijnzen op gas passen in een groter geheel; de heer Piedboeuf heeft dat al proberen uit te leggen, maar er wordt niet naar geluisterd. De maatregel past bij ons streven naar meer energie-onafhankelijkheid ten opzichte van bijvoorbeeld Russisch gas, waarbij er een verschuiving van gas naar elektriciteit zou moeten komen. Trouwens, u vergeet te vermelden dat de accijnzen op elektriciteit naar beneden gaan.

De koopkracht zullen we beschermen door met de regering een systeem van prijsbeheersing uit te werken als de prijzen door het plafond gaan. Vandaag zijn de prijzen op de internationale energiemarkt al twee keer omhoog en een keer omlaag gegaan.

01.182 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Mijnheer Bertels, over welk prijsbeschermingsmechanisme hebt u het? Wanneer wilt u dat activeren? Dat wordt hier niet uitgelegd. Vandaag kost een liter diesel al meer dan 2 euro. Morgen kost benzine 1,9 euro per liter. Moet dat 4 euro per liter worden, voordat u iets doet? Vandaag is de gasfactuur al 500 euro meer voor een gezin. Moet dat 1.000 euro worden, voordat er actie komt?

Wat ik echt niet begrijp, is dat u de belastingen op gas verhoogt. U verhoogt de belastingen voor mensen die hun huis willen verwarmen of een douche willen nemen. U zou beter een voorbeeld nemen aan een land als Oostenrijk, waar de regering vandaag heeft beslist om de accijnzen op gas te verlagen.

01.183 Jeroen Van Lysebettens (Ecolo-Groen): Mijnheer Bertels, ik wil even terugkeren naar de gezondheidszorg en het concept van rechtvaardigheid.

U weet dat we daarover in de commissie interessante discussies hebben gevoerd. Wees niet bang, ik heb mijn sluier der onwetendheid thuis gelaten. Dat houden we voor morgen in het themadebat met zijne excellentie zelve. Ik wil u echter wel bevragen over de essentie ervan, omdat het ook raakt aan uw betoog.

U spreekt over 4 miljard aan investeringen. Dat staat op gespannen voet met de bekommernis van de heer Mahdi, die de besparingen in de gezondheidszorg als hoofdreden aanhaalde waarom hij de begrotingscontrole al in maart wil uitvoeren, omdat hij niet zeker was dat die er op tijd zouden zijn. Ik stel voor dat u debatfiches uitwisselt, want die kakofonie is niet erg geloofwaardig.

Mijn tweede vraag gaat meer bepaald over de besparingen in de gezondheidszorg. Bent u het met mij eens dat die alleen rechtvaardig zijn voor zover ze worden gerealiseerd via fraudebestrijding en door het weer gezond maken van mensen, zodat minder mensen een ziekte-uitkering moeten krijgen?

01.184 Jan Bertels (Vooruit): Mijnheer Van Lysebettens, kunt u de twee laatste zinnen nog eens herhalen? Ik heb ze niet verstaan.

01.185 Jeroen Van Lysebettens (Ecolo-Groen): Ik vermoed een duister complot om onze spreektijd te beperken, maar geen probleem.

Mijn vraag is heel eenvoudig. Bent u het met mij eens dat de besparing in de gezondheidszorg, de 1,9 miljard die is gedefinieerd in de meerjarenbegroting, alleen rechtvaardig te noemen is als die wordt gehaald via uit de fraudebestrijding en het weer gezond maken van mensen?

01.186 Jan Bertels (Vooruit): Ik wist dat ik u moest vragen om te herhalen, want de 1,9 miljard

waarover u spreekt, heeft betrekking op het terug-naar-werkbeleid. De begroting voor de gezondheidszorg staat daar los van. Er is een budget voor gezondheidszorg en een budget voor uitkeringen.

Om op uw vraag te antwoorden, het terug-naar-werkbeleid is een beleid dat mensen gezonder moet maken en opnieuw betreft bij de samenleving. Dat is geen beleid dat mensen loslaat. Daarnaast moet fraude er sowieso uit. Het is dus een beleid dat mensen opnieuw betreft, niet los laat en gezonder maakt. Op dat punt is mijn antwoord ja.

01.187 Jeroen Van Lysebettens (Ecolo-Groen): Mijnheer Bertels, ik dank u voor uw duidelijk antwoord.

Ik denk dat het een trendbreuk is met het vorige debat dat we hier hebben gevoerd, toen uw collega Seuntjens op het spreekgestoelte stond.

Ik merk echter dat een aantal besparingen daar niet toe bijdragen. De verhoging van de remgelden voor chronisch zieken zorgt er volgens mij niet voor dat zij gezonder worden. Daar wil men nochtans een budgettaire winst halen. U zegt dus wel het ene, maar in de feiten doet deze regering, waarvan de socialisten deel uitmaken, iets anders. Dat vinden wij onrechtvaardig. Bovendien is het ongezonder.

01.188 Ellen Samyn (VB): Mijnheer Bertels, uw partij levert de minister die langdurig zieken moet activeren. Dan zou men toch verwachten dat daar een realistisch plan achter zit en niet louter een theoretische oefening. Ik verklaar me nader.

Volgens Statbel waren er in het vierde kwartaal van 2025 nog een 146.000 openstaande vacatures bij Belgische ondernemingen. Een daling tegenover het kwartaal ervoor. Uw regering wil 100.000 langdurig zieken richting de arbeidsmarkt duwen. Wat de beperking van de werkloosheid in de tijd betreft, zouden volgens de toenmalige prognose van de N-VA 194.000 mensen hun uitkering verliezen. Als ik dan de redenering van de regering volg, zal ongeveer een derde van de uitstroom effectief aan het werk gaan. Dan komen er al zo'n 64.500 mensen op de arbeidsmarkt. Daar zijn de nieuw afgestudeerden nog niet eens in meegeteld.

Ik heb twee eenvoudige vragen voor u. Waar zijn de jobs? U zei daarnet dat jullie de mensen niet zullen loslaten. Wie zal al die mensen begeleiden naar passende jobs, als die jobs in vele gevallen gewoon niet bestaan?

01.189 Jan Bertels (Vooruit): Mevrouw Samyn, achter het terug-naar-werkbeleid zit een heel systeem van begeleiding en informatie, waarbij ook de arbeidsbemiddelingsdiensten en ziekenfondsen worden betrokken. U zult de flows en de diagrammen waarschijnlijk wel gezien hebben. Er zit een heel begeleidingssysteem achter om die mensen niet los te laten, maar ze te begeleiden naar werk. Er zijn er al meer dan 100.000 die deeltijds of progressief terug aan het werk zijn. Van alle mensen die nu bij die 500.000 geteld worden, is meer dan een vijfde opnieuw aan het werk, deeltijds of in progressieve tewerkstelling.

De oefening die we doen, is effectief om te vermijden dat het aantal langdurig zieken toeneemt. We willen die mensen begeleiden om deeltijds zinvolle activiteiten te kunnen uitvoeren. Dat is ook een antwoord op de vraag van de heer Van Lysebettens hoe we die mensen opnieuw gezondheid willen bieden. Velen van die mensen willen gaan werken. Als ze kunnen gaan werken en er kan een job worden gevonden, met begeleiding, bijvoorbeeld door de VDAB in Vlaanderen, zal dat gebeuren. We zullen die mensen niet loslaten, maar positief aanklappend mee helpen zoeken naar een geschikte job.

01.190 Ellen Samyn (VB): Mijnheer Bertels, nogmaals, u vertrekt van een theoretische rekensom. Mensen niet langer een uitkering geven en ze richting de arbeidsmarkt duwen en dan doen alsof het probleem is opgelost, zo werkt de echte economie niet. Een openstaande vacature is daarom nog geen duurzame job. En een activeringsmaatregel is ook nog geen arbeidsmarktbeleid. Zeker niet in een land waar het aantal faillissementen hoog blijft. We hebben dat trouwens in de voorbije weken gezien. De bedrijven staan onder druk en de industrie verliest terrein.

Nogmaals, waar zijn de jobs? De waarheid is eenvoudig. Deze regering overschat schromelijk hoeveel

mensen effectief aan werk zullen geraken. U onderschat even schromelijk hoeveel mensen gewoon zullen doorschuiven naar een ander loket, bijvoorbeeld naar het leefloon. Dat is geen hervorming. Dat is administratief doorschuiven en doen alsof mensen gewoon pionnen zijn.

01.191 Greet Daems (PVDA-PTB): Mijnheer Bertels, ik ben verbaasd dat u nog niets hebt gezegd over een eerlijke bijdrage van de sterkste schouders. Een meerwaardebelasting en een effectentaks hebt u wel kort vermeld. Ik bedoel een echte eerlijke bijdrage van de sterkste schouders. Dat is een miljonairstaks. Dat is toch belangrijk voor een rechtvaardige begroting. Het goede nieuws is dat 81 % van de bevolking voorstander is van een dergelijke miljonairstaks. Er is dus echt draagvlak voor. De mensen weten goed genoeg waar het geld zit. Uw partijvoorzitter noemt dat een symbooltje. Mijn vraag aan u is of de rijken echt laten betalen en echt laten bijdragen enkel symboliek is voor Vooruit.

Voorzitter: Peter De Roover, voorzitter.

Président: Peter De Roover, president.

01.192 Jan Bertels (Vooruit): Ik heb het daarnet in mijn speech gezegd, we hebben een historische meerwaardebelasting ingevoerd om de sterkste schouders ook mee te laten betalen. Is de miljonairstaks puur symboliek? Nee, dat is geen symboliek. De vraag is alleen hoe u die miljonairstaks wilt invoeren. Momenteel bestaan daar geen systemen voor. We hebben daarom gekozen voor iets wat daadwerkelijk resultaat oplevert, namelijk de meerwaardebelasting. Dat is historisch. Als ik mij niet vergis, was zelfs u het daarmee eens in de commissie.

01.193 Greet Daems (PVDA-PTB): Wetenschappelijk onderzoek toont aan dat een vermogensbelasting zoals wij die voorstellen, 2 % op fortuinen boven 5 miljard euro, ongeveer 8 miljard euro zou opbrengen. Dat is veel meer dan een effectentaks en een meerwaardetaks samen. Waar wacht u eigenlijk op?

Uw begroting is een klassenbegroting. Dat is een keuze. U kiest ervoor om de rekening door te schuiven naar de werkende mensen. De werkende klasse moet harder en langer werken. Voor dat hardere werk krijgen ze minder loon. Bovendien moeten ze meer belastingen betalen. Daartegenover krijgen de grote bedrijven fiscale cadeaus van deze regering. De wapenindustrie krijgt megacontracten, betaald met geld uit onze sociale zekerheid. De allerrijksten moeten geen eerlijke belastingen betalen.

Ik kom tot één conclusie: u voert een beleid ten voordele van de rijken en ten koste van de arbeiders.

01.194 Vincent Van Quickenborne (Anders.): Mijnheer Bertels, ik wil het met u even hebben over de meerwaardetaks.

Uw voorzitter, de heer Conner Rousseau, heeft in de podcast *Geldtaboe* verklaard dat hij niets van beleggen kent, maar hij is wel de man die ons de meerwaardetaks door de strot jaagt. De redenering van uw partij is dat het uw trofee is die u moet hebben, want het zijn de superrijksten die die belasting gaan betalen.

Uit de hoorzitting die we hebben gehad, blijkt dat het helemaal niet de superrijksten maar de gewone beleggers zijn die de taks zullen moeten betalen. Bijvoorbeeld jonge, verstandige mensen die beleggen in plaats van te sparen, mensen die hard werken en beleggen om het eerste huis van hun dochter mee te kunnen betalen en kleine zelfstandigen die beleggen om zo een pensioen op te bouwen dat misschien in de buurt komt van het pensioen van een ambtenaar. Al die mensen zult u treffen.

Daarom heb ik maar één vraag: waarom opent u de jacht op die gewone beleggers?

01.195 Jan Bertels (Vooruit): Dat is uw framing, mijnheer Van Quickenborne, "een jacht op gewone beleggers". We hebben een meerwaardebelasting als maatregel ingevoerd om de sterkste schouders mee een eerlijke bijdrage te laten leveren. Er zijn cijfers – u betwist ze, maar goed – die aantonen dat de 10 % rijksten erdoor worden gevat.

Mijnheer Van Quickenborne, nu ga ik wel wat polariseren, wat ik tot hiertoe nog niet heb gedaan, maar mochten wij de afgelopen twintig jaar iets meer steun hebben gekregen van onder meer uw partij, dan zouden we al een shift hebben gezien van belastingen op arbeid naar belastingen op vermogen of kapitaal, en dan zouden kleine zelfstandigen ook minder belastingen moeten betalen.

01.196 Vincent Van Quickenborne (Anders.): Mijnheer Bertels, ik ben blij dat u toegeeft dat wij dat hebben tegengehouden, want daarvoor hebben we een goede reden. U noemt de gewone beleggers – de jonge mensen die beleggen, de kleine zelfstandigen, de mensen die werken en 50 % belasting op hun loon betalen en vervolgens beleggen om het eerste huis van hun dochter mee te kunnen betalen – allemaal de sterkste schouders, de superrijken van onze samenleving. Wat een wereldbeeld hebt u.

Het is duidelijk waarom u dat zegt. Uw partij vergelijkt immers systematisch iedereen die onderneemt met iemand die luierend bij zijn zwembad ligt. Uw partij noemt systematisch alle geneesheren in ons land *doktoors*; dat heeft uw minister gezegd. Uw parlementslid El Yakhoulfi heeft gezegd in het Parlement: die ondernemers steken 10 miljoen euro in de pocket, maar rijden allemaal gratis op onze wegen en kregen gratis onderwijs.

Wie denkt u dat de welvaart in onze samenleving betaalt? Dat zijn de ondernemers die risico nemen samen met hun medewerkers. Dat is het gevolg van de manier waarop u ondernemers en mensen die risico nemen frameert. Dat is de fout die Vooruit maakt. Het is onbegrijpelijk dat een partij als de N-VA daar gewoon in meegaat. Onbegrijpelijk!

01.197 Kjell Vander Elst (Anders.): Collega Bertels, we hebben het daarnet over defensie en oorlogsretoriek gehad. Er gaat heel wat geld naar defensie, ook in deze begroting. U weet dat wij een zeer constructieve partner zijn als het gaat over investeringen in defensie. Het is absoluut noodzakelijk om onze defensiemiddelen op te krikken, zodat we voor de eigen veiligheid kunnen instaan en onze internationale rol kunnen spelen. Het is echter niet de bedoeling om eender wat te doen met die defensiemiddelen. Minister van Defensie Theo Francken noemde de oorlog in Iran die Trump en Netanyahu zijn begonnen, gerechtvaardigd en in ons eigen belang. Anders. staat daar niet achter en vindt niet dat onze defensiemiddelen daarnaartoe moeten gaan.

Mijnheer Bertels, wat vindt u van die uitspraak en wat vindt u van de rol die België zou moeten spelen in die oorlog in Iran?

01.198 Jan Bertels (Vooruit): Ik herhaal dat dat niet onze oorlog is.

01.199 Kjell Vander Elst (Anders.): Mijnheer Bertels, ik ben het met u eens, maar uw regering is niet dezelfde mening toegedaan. Ze is hopeloos verdeeld over elk internationaal conflict dat op de regeringstafel aan bod komt. Het ergste is dat, wanneer er een uitspraak komt over bijvoorbeeld het normaliseren van de relaties met Rusland, wij het dan allemaal niet goed hebben begrepen en dat de pers fake nieuws verkondigt. Zo gaat de regering-De Wever om met elk geopolitiek conflict dat op haar bord belandt.

Mijnheer Bertels, ik deel uw mening, maar ik reken op u dat uw voltalige regering die mening zal delen. Het is immers nog altijd niet duidelijk welke rol België zal spelen in die oorlog met Iran. Ons advies luidt om er niet aan deel te nemen. Het is een oorlog van Trump en Netanyahu, waar we met onze defensiemiddelen niks te zoeken hebben.

01.200 Natalie Eggermont (PVDA-PTB): Mijnheer Bertels, ik wil nog even terugkomen op uw stelling van daarnet.

U stelde dat u uw verantwoordelijkheid neemt en uw handen vuil maakt terwijl andere partijen aan de zijlijn staan te roepen en dus geen impact hebben. Dat is een heel enge visie op hoe verandering tot stand komt, alsof alles valt en staat met het Parlement. Zo negeert u de sociale strijd compleet. Het gaat niet om de regering tegenover de zijlijn. Er is ook een wereld buiten. In die wereld komen al meer dan een jaar honderdduizenden mensen op straat om hun stem luid en duidelijk te laten horen. Jongeren, vakbonden, de vrouwenbeweging en de vredesbeweging staan daarbij zij aan zij.

Het is dankzij hen dat er aanpassingen komen. Het is dankzij hen dat de pensioenmalus is uitgesteld, dat tijdelijke werkloosheid is gelijkgesteld en dat ziekteperioden zijn gelijkgesteld. In het regeerakkoord stond dat immers niet en daar bent u wel akkoord mee gegaan. Het is dus niet dankzij Vooruit in de regering maar dankzij de druk van onderuit.

U moet als socialist toch weten dat de geschiedenis leert dat verandering er komt wanneer mensen

samen in opstand komen, rechtstaan, de rug rechten en opkomen voor hun rechten. U bent het er toch mee eens dat sociale strijd voor verandering zorgt? Dat leert de geschiedenis ons en dat zien wij vandaag ook.

01.201 Jan Bertels (Vooruit): Mevrouw Eggermont, u zult mij nooit horen ontkennen dat sociale democratie of sociale strijd, zoals u dat noemt, van belang is en dat democratie meer is dan het Parlement. Wat ik heb willen aangeven, is dat uw fractie of uw partijvoorzitter vóór de verkiezingen heeft opgeroepen om op uw partij te stemmen maar daaraan heeft toegevoegd dat de kiezers moeten weten dat uw partij met die stem niets zal doen, want zij neemt geen verantwoordelijkheid. Dat heb ik aangegeven.

De sociale strijd moet zeker worden gevoerd op straat en in het sociaal overleg. Democratie is meer dan alleen het Parlement met 150 parlementsleden. Gelukkig zijn er ook mensen buiten het Parlement die mee willen zorgen voor een sociale en rechtvaardige samenleving. Wij zullen hen blijven ondersteunen en naar hen blijven luisteren. We moeten echter ook vorderingen maken op een aantal punten. Wij hebben een aantal beslissingen genomen, omdat de sociale strijd ergens toe moet leiden en omdat het Belgische sociaal model moet kunnen blijven bestaan.

01.202 Natalie Eggermont (PVDA-PTB): U beweert dat u uw handen vuil maakt. Het zijn echter de tienduizenden syndicalisten en mensen in het middenveld die acties organiseren, mobiliseren en hun collega's meenemen, vaak in moeilijke omstandigheden en met loonverlies. Dat is ongezien. Voor de vijftiende keer is er actiegevoerd. Dat is heel indrukwekkend en toont de woede van de mensen. Het toont ook dat er geen draagvlak is voor het beleid van deze regering. Dát zijn de mensen die hun handen vuil maken. Zij weten dat zij op de PVDA kunnen rekenen. Voor u staan wij aan de zijlijn maar voor die mensen staan wij naast hen. Wij zijn altijd aanwezig bij acties, piketten en mobilisaties. Samen met die mensen dwingen wij op die manier verandering af en dat zullen wij blijven doen.

01.203 Kemal Bilmez (PVDA-PTB): Mijnheer Bertels, we weten ondertussen allemaal dat uw beloftes en uitspraken in de media geen enkele waarde hebben. Dat hebt u vandaag nogmaals bevestigd. Vooruit was de partij van de index. Ik heb al 100 visuals gezien van Vooruit waarop staat dat het de index beschermt. Dat was twee jaar geleden en vorig jaar zo, en ook nu blijft u dat claimen. Mijnheer El Yakhloufi bevestigt dat nogmaals. U beschermt zogezegd de index, maar wat hebt u gedaan? Vorig jaar hebt u een rem gezet op de indexering van de uitkeringen en nu morrelt u aan de index van miljoenen Belgen die werken of met pensioen zijn. Dat is de realiteit. U valt de index aan. Vooruit is de partij die de index aanvalt, wat in tegenspraak is met uw visuals.

Daarnaast was Vooruit ook de partij van de koopkracht. Ook daarover heb ik veel visuals gezien. U bent daar goed in, in foto's van iemand die lacht en zegt dat Vooruit de partij van de koopkracht is. Wat zien we echter? U hebt er alles aan gedaan om de btw te verhogen. Dat is uiteindelijk niet gelukt omdat dat zo'n absurde maatregel was dat niet alleen alle oppositiepartijen u hier belachelijk hebben gemaakt, maar ook de media en de Raad van State. U hebt dat ingetrokken, maar we weten dat u de btw toch zult verhogen. U zult daar een andere manier voor vinden. U hebt dat niet ontkend en u zult de btw verhogen. De btw is de meest asociale belasting die er bestaat en mensen met een laag loon betalen proportioneel meer btw dan de superrijken. Vooruit is de partij van de koopkracht, maar daar is niets meer van te zien.

Vooruit was ook de partij voor Palestina. Ik herinner mij nog heel goed de visuals toen die resolutie werd goedgekeurd. De visuals waarin werd gesteld dat België dankzij Vooruit Palestina erkent. We zijn nu zes maanden later en nul erkenning, nul sancties voor Israël dat Palestina nog altijd aanvalt en dat ondertussen nog andere landen binnenvalt en daar ook oorlogsmisdaden pleegt. Vooruit blijft echter stil en is niet meer de partij voor Palestina.

Ik vraag mij dus af wat u eigenlijk zoekt in deze regering. Er was nog één belofte, nog één zaak waarvoor Vooruit in de regering stapte. Dat was om de sterkste schouders te doen bijdragen. Dankzij Vooruit dragen de sterkste schouders ook bij. Elk zijn deel is niets te veel; aangezien u dat elke week opnieuw herhaalt, ken ik het uit het hoofd.

Wat zien we echter? We hebben een hoorzitting gehad over die fameuze meerwaardetaks. De heren Tas en El Yakhloufi kunnen dat bevestigen. Meerdere experts, wetenschappers en professoren, zoals de heren Colman, Bourgeois en Delanote, zeggen dat de meerwaardetaks de superrijken echter niet

raakt. Die hebben allerlei achterpoortjes. Ze houden bijvoorbeeld hun aandelen niet op naam of op een effectenrekening en dus raakt de meerwaardetaks noch de effectentaks de superrijken. Dat werd gezegd in die hoorzitting en ook andere studies tonen dat aan.

Mijn vraag is de volgende. In de regering zitten, betekent geven en nemen, hebt u daarstraks gezegd. Wat hebt u eigenlijk gekregen in deze regering? Waar bent u zo fier op, terwijl u de grootste sociale afbouw van de laatste vijftig jaar aan het organiseren bent? Wat hebt u in deze regering gekregen?

01.204 Jan Bertels (Vooruit): Ik ga daar heel simpel en fier op antwoorden. We hebben het behoud van de automatische index binnen de regering verzekerd. We hebben ervoor gezorgd dat er een aantal koopkrachtmaatregelen worden genomen. U kunt mooie verhaaltjes over de btw vertellen, maar de PVDA is tegen een btw-verhoging op luxeproducten. Wij kiezen ervoor om basisgoederen te vrijwaren en luxegoederen te belasten. Wij hebben ervoor gezorgd dat de sterkste schouders, wat u de superrijken noemt, meebetalen. Sommigen ontsnappen daaraan, dat is absoluut zo, maar u hebt gemerkt hoe andere collega's op die meerwaardebelasting reageren. Wij gaan ervan uit dat we met die meerwaardebelasting de sterkste schouders meer laten bijdragen.

Moeten er nog andere maatregelen worden genomen om belasting op arbeid te verlichten en te verschuiven naar kapitaal? Ja, want het aandeel in het bnp is scheefgetrokken. Daarom hebben we ook voor de leuze gekozen 'elk zijn deel is niks te veel'. Elke euro zou in theorie hetzelfde moeten worden belast, hoe hij ook wordt verdiend. Dat is het ideaal, maar daar zijn we nog niet. We hebben nog werk aan de winkel in de toekomst. Hopelijk kunnen we dat doen met meer steun dan alleen geroep aan de zijlijn.

01.205 Kemal Bilmez (PVDA-PTB): Mijnheer Bertels, u herhaalt dezelfde slogan: meer steun, in de plaats van te roepen aan de zijlijn. Uw collega's kunnen bevestigen dat wij voor de meerwaardebelasting hebben gestemd. Als u kapitaal meer belast, dan stemmen wij voor. Onze kritiek is echter dat de Marc Couckes en de Fernand Hutsen van deze wereld dat niet gaan betalen. Daar zit het grote geld. Wij steunen u als u belasting van arbeid naar kapitaal wilt verplaatsen.

U vraagt ook hoe wij tegen de btw-verhoging van luxegoederen kunnen zijn. Echter, luxegoederen zijn ook kleren, frisdrank en tandpasta. Zijn dat luxeproducten? Dat is echt de meest asociale uitspraak die ik heb gehoord. De 21 % verhogen zou ook een sociale maatregel zijn. Dat is een leugen, want u wilt de 6 % ook naar 9 % verhogen. Dat ligt op de onderhandelingstafel. Mijnheer Bertels, ik hoor dat u btw als een luxebelasting ziet, als een belasting op de sterkste schouders. Dat is gewoon schandalig.

01.206 Vincent Van Quickenborne (Anders.): Mijnheer Bertels, ik wil het nog eens hebben over uw fameuze sterkste schouders.

Het Laatste Nieuws heeft ontdekt dat ziekenfondsen elk jaar 1,45 miljard euro winst maken uit hospitalisatieverzekeringen en daarop 0 euro belastingen betalen. Men heeft dat voorgelegd aan de minister van Financiën, de heer Jambon, en die zei letterlijk – ik citeer uit *Het Laatste Nieuws*: "Ik vind dat ziekenfondsen die belasting wel moeten betalen. En ik ga daarvoor de wet wijzigen."

Ik heb een eenvoudige vraag voor u. Deelt u het standpunt van minister Jambon?

01.207 Jan Bertels (Vooruit): Mijnheer Van Quickenborne, ik denk, maar ik spreek uit het hoofd, dat er een strikte scheiding is tussen de verplichte ziekteverzekering en de aanvullende verzekeringen, die ook aangeboden worden door de ziekenfondsen en waarnaar u nu verwijst. Op die aanvullende verzekeringen gebeurt controle door de controlediensten van de ziekenfondsen, om te kijken of daar geen vermenging is. Over het fiscale regime daarvan durf ik mij niet uit te spreken, dat ken ik niet van buiten. Dat moet u aan de minister vragen. Ik weet niet welk fiscale regime daar speelt. Ik weet dat er vroeger maatregelen zijn getroffen om het *level playing field* tussen de verzekeraars en de aanvullende verzekeringen te vergroten. Het fiscale regime, dat moet ik u eerlijk bekennen, ken ik niet.

01.208 Vincent Van Quickenborne (Anders.): Ik vind het zeer vreemd dat u dat niet weet. U bent zagezegd de specialist gezondheidszorg van uw partij. U kent de ziekenfondsen. U bent ook lange tijd lid geweest van de commissie voor Financiën, maar u weet dus niet hoe ziekenfondsen worden belast? Wel, neem een abonnement op *Het Laatste Nieuws*. Dan kunt u lezen wat in die krant staat. 1,45 miljard euro winst uit hospitalisatieverzekeringen. Private verzekeraars betalen op die inkomsten

25 % taksen en de ziekenfondsen 0 %.

Ik denk dat u het wel weet, maar dat u het gewoon niet durft te verdedigen, omdat de navelstreng tussen uw partij en de socialistische ziekenfondsen zo sterk is dat u aan dat heilig huisje niet durft en wilt komen. Collega's, dit is wat we krijgen. Gewone beleggers moeten dankzij Vooruit de volle pot betalen, maar de ziekenfondsen, de echt sterkste schouders, die op miljarden zitten, betalen geen euro belastingen.

Mijnheer Bertels, als u eerlijk en correct bent, moet u zorgen dat zij ook belastingen betalen, zoals iedereen in ons land belastingen moet betalen. Het is een schande dat de socialisten de ziekenfondsen zomaar vrijuit laten gaan.

De **voorzitter**: De heer Bertels zal deze sessie afronden.

01.209 Jan Bertels (Vooruit): Mijnheer de voorzitter, ik zal het kort houden, maar er is nog een deeltje dat ik nog niet kon behandelen door de vele interessante vragen die ik heb gekregen.

Het betreft de hervorming van de re-integratie van langdurig zieken, waarover trouwens vragen werden gesteld. Die hervorming voeren we door met een doel voor ogen, namelijk een betere gezondheid voor iedereen. Dat heb ik al geantwoord. Collega's, die re-integratie, terug naar werk, doen we vooral om mensen gezonder te maken. Door hen niet langer aan hun lot over te laten, door mensen die kunnen werken goed te begeleiden en door mensen met gezondheidsproblemen, ook al hebben ze nog deels gezondheidsproblemen, echt nieuwe kansen te geven.

Tot besluit, voor ons, de Vooruitfractie, maakt de begroting die hier vandaag voorligt duidelijk welke richting de regering kiest. We gaan voor een sterke overheid die haar burgers beschermt in zeer woelige tijden en die de fundamenteën van onze welvaartsstaat duurzaam veiligstelt.

Bij het beantwoorden van vragen heb ik al gezegd dat het verleden voldoende heeft bewezen dat onze welvaartsstaat en onze sociale zekerheid onze beste bescherming zijn. Die koesteren we, die blijven we koesteren en verdedigen, en we zorgen ervoor dat ze duurzaam bewaard blijven en veiliggesteld worden. Tijdens de bankencrisis, de coronacrisis en de energiecrisis konden we elke keer – dat weten de mensen verdomd goed – gelukkig rekenen op de welvaartsstaat die wij als socialisten mee hebben waargemaakt.

De begroting is echter ook het resultaat van een zware oefening. We moeten een aantal besparingen doorvoeren die niet aangenaam zijn. Het Rekenhof heeft ons met de neus op de feiten gedrukt. Er zullen nog inspanningen moeten volgen met betrekking tot het budgettaire resultaat over de verschillende entiteiten die de NV België uitmaken. Mijnheer Van Quickenborne, ook uw begrotingsminister in Brussel zal een deel van het werk moeten doen. Ik heb niet begrepen dat dat al lopende is, maar laten we daarmee aan de slag gaan, want we zullen dat daar samen moeten doen.

Het is geen geheim dat er nog werk aan de winkel is. Iedereen beseft dat. Het werk is niet af. Als we de begroting niet op koers krijgen, dreigen we in 2030 meer dan 20 miljard aan rentelasten te moeten betalen. Mevrouw Bertrand, dat is ook een erfenis die we samen hebben opgebouwd. Dat is geld dat we niet kunnen investeren. We willen vermijden dat die rentelasten moeten worden betaald, want we willen blijven investeren in koopkracht, gezondheidszorg en sociale bescherming.

Mevrouw Bertrand, nu u terug aanwezig bent, wil ik u het volgende nog zeggen. U moet eens uitleggen aan mevrouw De Knop vanwaar de gereserveerde bedragen van de gezondheidszorgbegroting komen.

Collega's, we zullen blijvend inspanningen moeten leveren, maar voor Vooruit is het belangrijk dat de inspanningen opnieuw evenwichtig, eerlijk en rechtvaardig zijn, met oog op de toekomst, voor onze ouderen, voor onze werkende bevolking, voor onze kinderen, voor iedereen eigenlijk. Daarom zitten wij in de regering.

De **voorzitter**: Dank u wel, mijnheer Bertels.

We nemen nu een pauze. We hervatten de vergadering om 20.45 uur.

*De vergadering wordt geschorst om 19.46 uur.
La séance est suspendue à 19 h 46.*

Dit verslag heeft geen bijlage.

Ce compte rendu n'a pas d'annexe.